



Causeries avril 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril

Pas de causerie et des infos en bref limitées à l'actualité en France car je ne suis pas sûr d'avoir de l'électricité aujourd'hui, alors qu'il fait 40°C.

Toujours plus bas.

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy baisse de trois points en avril par rapport à mars, selon un sondage TNS-Sofres paraissant vendredi dans *Le Figaro Magazine*.

Les sondés sont ainsi 28% à dire faire confiance au président de la République, contre 31% en mars, et 70% (+5) à ne pas lui faire confiance. Ils sont 37% à faire confiance au Premier ministre (inchangé) contre 59% (+2) d'avis contraires. (AP 31.03)

Histoire de cons.

Le député UMP Thierry Mariani a annoncé qu'il boycotterait la rencontre, ce mercredi 31 mars à l'Elysée, des élus UMP avec le chef de l'Etat en lançant : *'Quand on est pris pour un con, il faut savoir terminer les choses.'* Interrogé par l'AFP sur ses attentes par rapport à la rencontre, l'ancien candidat UMP, longtemps fidèle parmi les fidèles de Nicolas Sarkozy, a répondu : *'Je n'irai pas, tout comme je n'irai pas au dîner jeudi soir à l'Elysée avec l'ensemble des têtes de liste UMP des régionales.'*

Alors qu'on lui demandait si cela voulait dire qu'il rompait définitivement avec M. Sarkozy, dont il a longtemps été l'un des plus proches, le député du Vaucluse a répondu : *'Vous avez ma déclaration officielle.'* (Lemonde.fr 31.03)

Les boucs émissaires de l'UMP et du FN.

Le ministre de l'Immigration Eric Besson, partisan de l'interdiction totale de la burqa en France, a présenté mercredi en Conseil des ministres son projet de loi sur l'immigration et la nationalité, le sixième depuis 2002.

Le texte d'Eric Besson modifie le code de l'entrée et du séjour des étrangers en France en allongeant la durée de rétention administrative,

qui passe de 32 à 45 jours.

Le projet crée également une interdiction de retour sur le territoire français et instaure des zones d'attente "*dématérialisées*" lorsque des étrangers sont interpellés en dehors de tout point de passage frontalier.

Cette disposition vise à accroître la latitude de l'administration pour éloigner les étrangers en situation irrégulière, alors que le gouvernement s'est fixé pour objectif d'expulser environ 30.000 personnes par an.

Le texte inverse en effet le moment où les juges administratifs et judiciaires statuent. Le juge administratif, qui se prononce sur la légalité de la mesure d'éloignement, interviendra désormais avant le juge de la liberté et de la détention, garant des libertés fondamentales, dit le texte.

Après les polémiques sur le "*délit de solidarité*", que le ministre avait longtemps nié, le projet de loi rend plus explicite l'immunité pénale de ceux qui apportent une aide humanitaire d'urgence aux sans-papiers.

Autre mesure phare: le texte écarte de la naturalisation ceux qui ne justifieraient pas de leur assimilation à la communauté française par l'adhésion "*aux principes et aux valeurs essentielles de la République*."

Pour garantir cette assimilation, une personne souhaitant devenir française devra signer une "*charte des droits et devoirs du citoyen français*" et l'exigence d'une bonne connaissance de la langue française sera renforcée.

Toutes ces dispositions sont susceptibles d'empêcher les femmes portant le voile intégral d'obtenir la naturalisation.

La même logique sera appliquée lors du renouvellement des titres de séjour. "*Le contrat d'accueil et d'intégration est assorti d'un système de sanctions*", dit le texte.

Dans la lutte contre l'immigration irrégulière, le projet vise à renforcer les sanctions "*contre les personnes qui recourent sciemment, directement ou indirectement, à l'emploi d'étrangers sans titre de séjour*".

Il exige que les ressortissants étrangers, avant d'occuper un emploi, disposent d'un titre de séjour valable.

Les contrevenants devront rembourser les aides publiques reçues l'année précédent l'infraction et leur établissement pourra être fermé pour une durée ne pouvant excéder trois mois.

Sur le plan pénal, le fait pour un particulier ou une entreprise de recourir aux services d'un employeur d'un étranger sans titre de séjour sera puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 15.000 euros. (Reuters 31.03)

Chamaillerie autour du "*bouclier fiscal*"

Nicolas Sarkozy a reçu mercredi les députés UMP, dont il a douché les ardeurs sur le bouclier fiscal en leur signifiant qu'il était hors de question de revenir sur ce symbole du quinquennat. «*Nous ne changerons pas de politique économique*» a-t-il précisé. (libération.fr 31.03)

"*Ne touchez pas au bouclier fiscal!*", a ainsi lancé Nicolas Sarkozy, selon l'un des élus. "*Il ne faut pas donner le sentiment qu'on change de cap sur l'essentiel, ce serait une folie*", a-t-il souligné, selon un autre participant.

La suspension du bouclier fiscal relève du "*bon sens*" afin de permettre une meilleure répartition des efforts, a déclaré mercredi Dominique Villepin. (Reuters 31.03)

Treize députés UMP, dont trois villepinistes, ont annoncé mercredi leur intention de déposer une proposition de loi prévoyant la suspension du bouclier fiscal. (AP 31.03)

Le Nouveau Centre a réaffirmé mercredi "*la nécessité de remettre à plat le bouclier fiscal*", jugeant qu'en cette période de crise, "*il s'agit d'un impératif de solidarité afin de ne laisser personne sur le bord du chemin*". (AP 31.03)

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale va déposer mardi prochain une proposition de loi demandant l'abrogation du bouclier fiscal, a-t-on appris auprès du groupe PS. (Reuters 31.03)

Plutôt étrange ce concert de protestations, non ? Le bouclier fiscal a été institué en 2006 avec un plafond à 60%, Sarkozy l'a descendu à 50%. Leur "bouclier fiscal" comporte plusieurs volets, j'ai lu dans un autre article que son annulation ne concernerait qu'une partie de cette mesure à hauteur de 500 millions d'euros, cela demande confirmation, mais cela expliquerait pourquoi des membres de l'UMP et du Nouveau Centre réclament aussi sa suppression. A suivre donc. Parler de cette mesure évite de parler du reste, du chômage et des retraites

par exemple, mais l'ensemble des partis n'y échapperont pas, y compris le PS.

En liberté surveillée. Il en faut partout !

Environ 25.000 caméras vont être installées dans les trains et les gares français dans le cadre d'un plan de sécurisation, annonce Brice Hortefeux.

Brice Hortefeux a souhaité qu'il y ait trois caméras par voiture dans les zones concernées. "*Dès qu'il y a la moindre alerte, on pourra intervenir encore plus rapidement*". "*Il faut aller plus loin avec davantage de vidéoprotection sur les quais, aux abords des gares et à l'intérieur des voitures et des rames SNCF*" a-t-il dit aux journalistes.

Actuellement, la grande majorité des 389 gares de la région parisienne sont équipées de 12.000 caméras. (Reuters 31.03)

Heuliez, suite.

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi a estimé, mercredi, que la proposition de l'investisseur turc Alphan Manas de reprendre 15% du capital de l'équipementier automobile Heuliez était insuffisante. M. Estrosi souhaite "*étudier d'autres dossiers*", pour compléter cette offre.

"*L'Etat, plus que jamais, continue à préserver les dix millions d'euros du fonds stratégique d'investissement aux côtés des cinq millions d'euros de la région Poitou-Charentes pour garantir un avenir à Heuliez*", a-t-il ajouté. (AP 31.03)

Le 2 avril

J'ai trouvé mal à propos ou grotesque l'article de Denise Landron dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières*. Elle ne supporte pas qu'un lecteur de son journal trouve insupportable que le POI serve la soupe à Elisabeth Badinter, donc au PS, sous prétexte que celle-ci défend les droits des femmes. Alors à quand un article dans IO qui vantera les mérites de Simone Veil ? C'est une question que l'on peut poser aux dirigeants du POI, non ?

On comprend que certains lecteurs de ce journal ou militants du POI en aient marre de se taper chaque semaine, qui un article d'un bureaucrate syndical, Marc Blondel, qui d'un libre penseur, Marc Blondel, qui d'un franc-maçon, ou un article faisant l'éloge d'un dirigeant du PS, en prime cette semaine ils ont le droit à Jean Ferrat ! On aurait pu penser qu'une tribune libre dans ce journal donnerait la parole aux militants du POI qui ne partagent pas forcément la ligne politique ou l'ensemble des positions de leurs dirigeants, qu'il y aurait une véritable confrontation des idées, loyale et sincère entre militants, apparemment il faudra encore attendre, 50 ans c'était déjà très long !

J'ai préparé la trame d'un article en réponse. J'ai d'autres articles en préparation mais je manque de temps pour les terminer. Tous les jours ils se remettent à couper le courant pendant des heures, c'est l'angoisse car on ne sait jamais combien de temps cela va durer, donc je cesse de bosser par précaution.

Bon week-end à tous en attendant.

En guise de causerie aujourd'hui, on pourrait s'occuper du cas de Mélenchon.

Mélenchon s'est fait piéger dans un interview par un étudiant de l'école de journalisme de Sciences-Po Paris.

Je ne sais plus qui a dit que Science-Po était le refuge de ceux qui n'avaient pas le niveau pour entrer à l'ENA ou dans d'autres grandes écoles ou tout simplement pour poursuivre des études universitaires, une sorte de poubelle à recycler les rejetons de nantis qui délivre un diplôme qui ouvre ensuite les portes de partis politiques, des ministères, de l'administration ou des conseils d'administration des grandes entreprises.

Mélenchon a raison sur le contenu mais tort sur la forme.

Comme dirigeant d'un parti et élu, il n'aurait pas dû parler de la sorte en public, il aurait dû se contenir ou cesser immédiatement cet interview qui tournait ouvertement à la provocation, ce qu'il n'a manifestement pas vu venir, il a donc commis une lourde erreur. Que les mots aient dépassé ses idées semble évident, notamment quand il a généralisé sur le métier de journaliste qu'il a traité de "*pourri*", il existe quand même des journalistes qui essaient de faire leur métier correctement, en même temps il a montré qu'il ne se prenait pas pour de la merde le Mélenchon, deux citations : "*Vous vous trouvez digne de parler à un homme comme moi ?*" et "*Mais vous me prenez pour qui bonhomme?*", il faudrait demander à monsieur le sénateur-député-etc. qui est digne à ses yeux de lui parler. Pour la petite histoire, je m'étais inscrit à la lettre électronique du PG, je ne l'ai jamais reçue, ils ont dû juger au PG que je n'en étais pas digne, ce qui entre nous ne m'a pas étonné.

Détendons-nous un peu camarades, c'est si rare en ce moment.

Je me souviens, il y a quelques années déjà, quand j'étais prof à l'Alliance française de Pondichéry, le directeur m'avait demandé s'il serait possible qu'un groupe d'une quinzaine d'étudiants de grandes écoles (ESSEC, Science-Po) viennent chez moi un matin pour aller se baigner. Avant ce rendez-vous, la veille au soir en sortant de classe, j'ai rencontré ces étudiants qui étaient enthousiastes (plus que moi !) à l'idée de passer une bonne journée le lendemain au bord de la mer. Ils m'ont dit qu'ils apporteraient les croissants si j'avais la gentillesse de leur préparer un bon café ou du thé, ce que j'acceptai non sans une certaine appréhension, mais en même temps j'étais curieux de voir de plus près des jeunes d'un autre milieu que le mien et de discuter avec eux si c'était possible.

Cette expérience se déroula si bien qu'ils restèrent au-delà de midi. Je les ai observés attentivement pendant plus de trois heures, certains n'ont pas voulu se baigner donc ils ont discuté avec moi. J'ai tout noté, le ton maniéré de s'exprimer de la plupart d'entre eux, il appartenait tous au même milieu mais pas à la même classe sociale, il y avait parmi eux des gosses d'aristocrates, de la grande bourgeoisie comme l'on dit, des rejetons de riches familles provinciales, d'industriels de l'Est de la France pour ce que je me souviens, ils se sont présentés les uns après les autres à leur arrivée, il faut dire que l'on rencontre peu de Charles-Henry ou de Marie-Françoise dans les quartiers ouvriers, leur éloquence témoignait une assurance en eux-mêmes qui m'était étrangère, était-ce le produit de leur conscience d'appartenir aux classes dominantes ou d'un mimétisme inconsciemment calqué sur leurs parents ou leur milieu, je n'en sais rien, ce qui m'a frappé c'est qu'ils avaient l'air -sans aller jusqu'à l'arrogance, de détenir déjà un certain pouvoir, de se sentir supérieurs aux autres, ils possédaient également le trait commun à tous les gens stupides qui éprouvent le besoin de manifester du plaisir en s'entendant parler, à éprouver de la satisfaction après chaque parole qu'ils prononçaient, discrètement par un sourire ou un rire retenu entre gens bien du même monde, et non bruyamment comme des rustres, je me suis dit alors qu'ils ne devaient pas être habitués à rencontrer des gens d'un autre milieu que le leur qui les observait attentivement. Quand à leur demande je leur ai expliqué pourquoi j'avais quitté la France, marre d'être toujours licencié, j'ai noté que certains ont baissé ou détourné la tête, avant qu'il y en ait un qui me dise que j'avais trouvé mon "équilibre" en Inde, si l'on veut, c'était une façon diplomatique de bien s'en sortir sans avoir à parler de choses qui fâchent, ce que je captai au quart de tour, je n'ai pas insisté à l'inverse de Mélenchon, cela n'aurait servi à rien.

Bref, je les ai écoutés plus que je n'ai parlé, ils étaient venus en Inde pour deux semaines dans le cadre d'une Ong - ce qui n'est évidemment pas ma tasse de thé, je me souviens seulement leur avoir dit après qu'ils m'aient expliqué qu'ils avaient été choqués par l'existence des castes, que tous les problèmes que rencontraient la population indienne étaient dû à la pauvreté et aux inégalités frappantes qu'il y avait dans ce pays...

Pour conclure, les croissants étaient délicieux et je n'ai pas perdu une miette de cette rencontre que j'ai analysée minutieusement, ils sont repartis enchantés de leur matinée, plus tard certains m'ont envoyé une carte postale de leur région avec un petit mot amical, et pour tout vous dire je me souviens avoir été fier, non pas d'avoir accueilli pendant quelques heures des rejetons de la bourgeoisie, mais de n'avoir été ridicule à aucun moment et d'avoir su me tenir.

Pour revenir à Mélenchon, je pense que ses mandats lui ont monté à la tête, il n'est pas un dirigeant d'un parti ouvrier digne de ce nom, il est un vulgaire arriviste que l'on peut comparer à Jospin ou Cambadélis, qui a fait de la politique son métier pour son compte personnel en se foutant pas mal des idées qu'il prétend défendre, une contradiction qui n'est pas sans risque comme on vient de le voir. C'est dommage monsieur Mélenchon.

Au bord de la crise politique.

Le chef de file des députés UMP, Jean-François Copé, a affirmé que la gauche était '*en situation d'emporter la prochaine échéance nationale*', l'élection présidentielle, dans une interview au journal *Les Echos* à paraître vendredi. '*Nous sommes dans un moment extrêmement difficile de notre majorité*', dit-il.

'Dans ce contexte, il nous faut être rassemblés derrière celui qui est notre président, et dont je souhaite qu'il soit notre candidat', ajoute-t-il. (LeMonde.fr avec AFP 01.04)

Des bordels pour se soulager de la crise, ils n'ont rien trouvé de mieux.

La députée UMP de Seine-et-Marne, Chantal Brunel souhaite déposer une proposition de loi à l'Assemblée, afin d'autoriser la réouverture des maisons closes.

Des maisons closes qui ont été fermées après le vote par le parlement de la loi Marthe Richard, en avril 1946.

Selon l'*Observateur* de Beauvais, la première maison close devrait ouvrir, prochainement à Beauvais, à titre expérimental.

Le ministère de l'Intérieur aurait ainsi donné son autorisation pour ce test.

L'ouverture de la maison est prévue le 13 avril prochain.

C'est un commerçant, âgé d'une cinquantaine d'années, qui aurait ainsi reçu le feu vert du ministère pour ouvrir cette maison close, nouvelle génération, en plein centre de Beauvais. (Lepost. 01.04)

Augmentation des tarifs des assurances : expropriation-les !

Pour l'assurance-auto, les hausses dépassent en général l'inflation : 3 % en moyenne à la Macif (de 1 % à 4 % selon les régions, le profil du conducteur...), 2 % à la Matmut par exemple, 3,5 % chez Allianz ou encore 1,2 % à la GMF (et même 1,5 % pour les conducteurs assurés avec l'ancien contrat Duxio).

Pour l'assurance-habitation, les prix grimpent davantage encore : 5 % à 8 % de hausse chez Axa France, 6,4 % à la Macif, 2,4 % à la GMF ou encore 5,4 % en moyenne à la Matmut. Et, là, ce n'est pas la première fois. Ces dernières années, ces contrats s'étaient déjà régulièrement renchérissés.

«*Nous n'avons pas répercuté la totalité du renchérissement des coûts auquel nous faisons face, car la hausse serait trop forte pour les assurés*», affirme Pierre-Olivier Adrey, directeur technique et produits à la Macif. Les Français risquent donc de voir leurs primes d'assurance continuer à augmenter les prochaines années. (lefigaro.fr 01.04)

La Bourse ou la vie.

La Bourse de Paris est repassée au-dessus des 4.000 points.

Au premier trimestre, l'indice phare de la Bourse de Paris a gagné 0,96% en tout. C'est la première fois depuis le déclenchement de la crise financière en 2007 que le CAC 40 affiche quatre trimestres de gain d'affilée. (Reuters 01.04)

Zone Euro.

Le taux d'inflation annuelle de la zone euros s'établit à 1,5% en mars 2010, selon une estimation rapide publiée mercredi par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

Quant au chômage, il a atteint les 10% en février contre 9,9% le mois précédent, ce qui constitue le taux le plus haut depuis août 1998.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage a atteint 9,6%. (AP et Reuters 01.04)

Grèce. Ils veulent piller le peuple grec, pour l'exemple et plus. Le produit de l'Union européenne.

L'agence d'évaluation financière Moody's a annoncé mercredi avoir abaissé la note de cinq grandes banques grecques, dont la Banque nationale de Grèce, soulignant les répercussions négatives de la crise financière du pays sur leur situation.

Les banques concernées sont la Banque nationale de Grèce, l'EFG Eurobank Ergasias, l'Alpha Bank, la Banque du Pirée et l'Emporiki Bank. Leurs perspectives sont négatives, et les notes pourraient encore être abaissées, selon Moody's. (AP 01.04)

Etats-Unis. La méthode Coué ne résiste pas au fait : la crise continue.

Le secteur privé américain a, contre toute attente, supprimé 23.000 emplois en mars.

"*Ce chiffre est décevant. En même temps l'écart entre la prévision et la donnée réelle est symptomatique de la tendance du marché à croire que la situation est meilleure que ce qu'elle est en réalité*", a commenté Peter Kenny, directeur général de Knight Equity Markets.

Le cabinet de services aux entreprises ADP a en outre révisé les résultats de l'enquête du mois de février, qui montrent désormais 24.000 suppressions de postes contre 20.000 annoncées initialement. (Reuters 01.04)

Russie. Dimitri Medvedev appelle la police à prendre des mesures "plus cruelles". Un aveu en passant.

Le président russe a demandé à la police et aux forces de sécurité de prendre des mesures "*plus efficaces, plus dures, plus cruelles*" pour combattre "*la vermine*" responsable des attaques terroristes qui ont fait 39 morts lundi à Moscou. (AP 01.04)

Mes articles de fin mars sont à nouveau disponible au téléchargement, j'avais fait une erreur lors d'un copier/coller, c'est pratique et rapide mais pas sans risque lorsqu'on ne prend pas la précaution de vérifier qu'on n'a commis aucune erreur, autant pour moi. Personne ne m'a prévenu, c'est sympathique et donne envie de continuer ! Je remercie au passage le camarade P. qui m'a adressé le communiqué de la CGT.

C'est intéressant ce qui se passe à la Sodimatex dans l'Oise, cette usine qui doit fermer et que les ouvriers veulent faire sauter. Ils s'inspirent de ce qui s'est passé dans d'autres usines du pays, ils en ont entendu parlé par les médias plus que par les partis ouvriers qui se sont empressés d'enterrer ce genre d'expérience en affirmant qu'il s'agissait d'actes isolés de désespoir au lieu de populariser ce genre d'action qui un jour ou l'autre conduira à une véritable explosion sociale, comme s'il la craignait plus qu'il ne la souhaitait. Comment ne pas voir que tous les partis freinent des quatre fers pour empêcher la radicalisation politique des masses. Peut-être voudraient-ils que les travailleurs suivent un schéma préétabli qu'ils ont concocté pour eux, à leur place, sauf que voilà, les choses se passent rarement comme on les avait prévu, encore moins comme on souhaiterait qu'elles se développent. La stratégie du front unique en direction des dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière qu'ils opposent à la radicalisation des masses, est un échec qui ne peut conduire qu'à une impasse politique

Nous savons que le pouvoir en place est dorénavant assis sur une poudrière, qu'est-ce qui servira de détonateur et quand, personne n'en sait rien, alors chacun joue la carte de la prudence, chacun se place en retrait par rapport à la réalité au lieu de la devancer et d'éclairer les masses, se faire traiter de gauchisme est une insulte que nos dirigeants doivent prendre très au sérieux et qu'ils ne supportent pas, surtout quand elle vient de nos ennemis. De notre côté, c'est le signe que nous sommes en phase avec le développement de la lutte de classe et nous n'y voyons aucun inconvénient. Le plus difficile c'est d'avoir toujours une longueur d'avance sur les masses mais pas davantage, ce qui n'est compréhensible que par les militants qui se positionnent par rapport à l'avant-garde du prolétariat.

Nos dirigeants doivent estimer qu'une explosion sociale ne pourra se produire qu'à l'issue ou dans la continuité d'un appel lancé à la mobilisation par le PS et le PCF, or il suffira à un moment donné d'une étincelle pour qu'elle se produise avec ou sans appel de ces partis, ce que nos dirigeants semblent ignorer ou ce dont ils ne veulent pas tenir compte. Dès lors faut-il se positionner dans cette perspective et pour ainsi dire faire en sorte de précipiter les événements ou au contraire faut-il s'en remettre indéfiniment au bon vouloir des dirigeants traîtres de ces partis qui ont déjà les yeux rivés vers 2012 ?

Notre priorité étant de construire le parti et de préparer les conditions nécessaires à la prise du pouvoir par le prolétariat, une explosion sociale agirait comme un formidable accélérateur de la lutte de classe et de la radicalisation politique des masses, qui favoriserait à la fois leur organisation indépendante des appareils pourris du mouvement ouvrier et nourrirait la crise politique ouverte pouvant déboucher sur l'ouverture d'une situation révolutionnaire, et se traduirait par la construction du parti.

La question est donc de savoir dans quelle condition comptons-nous affronter directement le régime et dans quelle condition comptons-nous construire le parti, dans quelle perspective politique. Ce devrait être les réponses que l'on entend donner à ces deux questions qui devraient déterminer notre stratégie.

L'explosion sociale que nous avons en ligne de mire ne constitue pas en soi un objectif, une explosion sociale sans lendemain ou totalement désarmée ou sans orientation précise ne nous intéresse pas, son déclenchement dépendra de la maturité des conditions objectives qui pousseront à bout les travailleurs, si nous voulons qu'elle intervienne dans les meilleures conditions possibles, nous devons tout faire pour organiser et entraîner un maximum de travailleurs et militants au combat, sur ce plan-là à l'heure actuelle, seul le POI propose un cadre sérieux pour tenter de regrouper militants et travailleurs, même si nous ne sommes pas d'accord sur son orientation politique, par exemple quand il s'adresse à M. Aubry (à lire dans le dernier IO), notre devoir est de participer aux comités qu'il construit avec des militants d'autres partis, à moins qu'on préfère gueuler dans un mégaphone ou refaire le monde entre militants convaincus, ce qui ne sert strictement à rien.

Des militants de différents partis expliquent qu'il faut se battre pour réaliser l'unité et quand un parti leur propose ils rejettent sa proposition, un peu de cohérence camarades, faites la part des choses, qu'est-ce qui est le plus important, votre ressentiment envers le POI pour des raisons diverses à tort ou à raison, ou de se regrouper pour préparer la classe au combat de demain.

Quelques infos en bref.

Ils veulent nous piller, sceller notre sort à la barbarie capitaliste.

Copé propose plutôt de modifier la Constitution en rendant obligatoire la réduction des dépenses de l'Etat et de la Sécurité sociale, avec «*un objectif contraignant*».

Pour les collectivités locales, l'énarque suggère de se tourner vers le modèle espagnol, reposant sur une «*norme d'évolution des dépenses avec un bonus-malus à la clef en matière de dotation de l'Etat, selon le respect ou non de l'objectif*».

Il faut néanmoins rendre plus cohérent le système fiscal français. Notamment en fusionnant impôts sur le revenu et CSG-CRDS : Pour Jean-François Copé, cette initiative serait simplement logique, car le premier «*n'est payé que par la moitié des contribuables*» alors que la CSG-CRDS «*sont acquittées par tous*».

En outre, il propose de fusionner les Urssaf (Union de Recouvrement pour la Sécurité Sociale et les Allocations Familiales), ces organismes parapublics chargés de la collecte des cotisations sociales, et l'administration fiscale, afin de mettre en place une retenue à la source, c'est-à-dire un prélèvement complet et direct sur les fiches de paie. (JDF 02.04)

Pendant que le chômage continue de grimper.

Le nombre annuel d'heures supplémentaires dans les entreprises de dix salariés ou plus est en hausse de 5,7% en 2009, par rapport à l'année précédente, selon l'enquête trimestrielle "Activité et conditions d'emploi de la main d'oeuvre (ACEMO)", communiquée vendredi par les ministères de l'Economie et du Travail. Lire la suite l'article

Au quatrième trimestre 2009, le nombre moyen d'heures supplémentaires par salarié à temps complet, déclarées par les entreprises, est de 10,5 heures par rapport au quatrième trimestre 2008. Il croît de 16,7% entre le troisième et le quatrième trimestre 2009. (AP 02.04)

Etats-Unis.

L'économie américaine a créé 162.000 emplois le mois dernier avec un taux de chômage stable pour le troisième mois consécutif, à 9,7% de la population active, selon les chiffres publiés vendredi par le département du Travail.

Une mesure plus large du nombre de chômeurs, incluant les salariés en marge de la population active et ceux contraints au temps partiel pour des raisons économiques, donne un taux de chômage de 16,9% en légère hausse par rapport au taux de 16,8% pour février.

Le mois dernier, environ 44% des chômeurs étaient sans emplois depuis 27 semaines ou plus. (Reuters 02.04)

Le 4 avril

Pas le temps ni l'envie de causer. Encore merci au camarade qui m'a adressé la déclaration de Jean Lévy. Dommage que vous ne soyez pas plus nombreux à m'envoyer des courriels.

Bon dimanche et bon lundi.

Parole d'internautes sur le site lepost.fr à propos d'un article *Plus tu gagnes, moins tu payes d'impôts.*

1- "Pour les profits la France est devenue un paradis fiscal!!! y a déjà deux ans que les plus riches payent peu d'impôts, et c'est bien pour ça que celui-ci s'alourdit pour les autres les 1% les plus riches représentent 40% du patrimoine national

Les 10% les plus riches 70% du patrimoine

Et les 90% qui restent se partagent très inégalement le reste.

Les 10% les plus pauvres se répartissent 1% du patrimoine! INSEE.

Et les 10% les plus riches représentent entre 1 et 2% du budget de la nation!

Comme quoi en cherchant un peu on arrive à trouver une partie de la vérité et non pas celle qui est dite par les médias et les ministres.

Il faut rappeler la déclaration de Woerth pour la taxation des indemnités accidents du travail, alors que ces accidents sont 100 fois moins indemnisés que les accidents de la route: "la taxation des indemnités accidents du travail est une question d'équité"

Les plus riches arrivent à ne plus payer d'impôts entre le bouclier fiscal et les niches fiscales!

Et l'inégalité continue ailleurs

Le taux réel d'imposition des entreprises est de 30% pour les moins de 9 salariés, 13% pour les plus de 2000 salariés et 8% pour le CAC 40!

Sans compter tout ce qui existe en matière de R&D au point que Martha Heitzman vice présidente d'Air liquide "la France est un paradis fiscal pour le R&D", ainsi que le cabinet d'avocat fiscalistes Picosshi: "la France est un paradis fiscal pour les entrepreneurs étrangers"

Poursuivis par le Figaro du 2 février 2009 qui s'interroge: "la France paradis fiscal pour les Suisses?"

Les temps changent! Le dispositif pour le R&D est vraiment une arnaque sans contrôle dont les R&D n'ont jamais bénéficié!

Et pas que la ! Merci l'INSEE !

Sachez que 150 millionnaires ne payent aucun impôt! "

2- "On ne peut gagner de l'argent honnêtement sur une politique du court terme. Et pourtant, par certaines niches fiscales tu peux obtenir une rentabilité immédiate de 25% du capital investi juste par réduction d'impôt. Et le pire, c'est que l'investissement en contre partie comme ton exemple de poêle à bois peut se faire hors de France comme mon exemple d'éolienne.

Un exemple chiffré pour ceux qui ne m'ont pas compris.

Je dois payer 1000€ d'impôts sur le revenu.

Je place 4000€ dans un fond d'investissement pour le développement des éoliennes en Grèce.

Je bénéficie d'une diminution d'impôts de 1000€

Résultat : Je n'ai pas d'impôts sur le revenu à payer, j'ai placé 4000€ au bénéfice de l'étranger mais au détriment des finances publiques qui m'ont donné 25% de rendement immédiat pour mon geste citoyen. Mes 4000€ ont me rapporté des intérêts hors impôts et à la sorti, je récupère mon capital.

C'est pas beau la vie !"

Extrait du *Manifeste du parti communiste de Marx et Engels* plus que jamais d'actualité un siècle et demi après sa parution :

Le capitalisme conduit à l'accumulation de la richesse entre les mains d'une infime minorité d'exploiteurs et à l'accroissement de la pauvreté pour l'immense majorité de la population. Ce qui est moins visible à l'échelle d'un seul pays pour ceux qui ne sont pas directement concernés et peuvent toujours le nier, saute aux yeux à l'échelle mondiale et ne peut plus être nier.

"Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société. (...)

La survie du capitalisme n'est plus *compatible avec celle de la société*, c'est l'idée qui est en train de germer dans la tête de millions de travailleurs et jeunes en France et à travers le monde, faisons en sorte qu'ils en tirent les conséquences qui s'imposent : abolition du capitalisme et de ses institutions politiques, prenons le pouvoir pour construire une société meilleure, prenons en mains notre destin.

Le *Manifeste* établissait les étapes qui conduiront le prolétariat au pouvoir.

"Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. "

Organisons-nous, organisons la classe, renversons le régime en place, prenons le pouvoir politique... Quel parti a le courage, l'audace de combattre ouvertement dans cette perspective ? Les inégalités et les injustices qui atteignent des sommets n'ont-elles pas été à l'origine de la dernière révolution en date en France ? N'était-ce pas notamment pour cette raison que la bourgeoisie renversa l'Ancien régime en faisant sa révolution ? C'est à notre tour de renverser le régime en place et de faire notre révolution. C'est à notre tour de prendre tout le pouvoir.

A bas Sarkozy et son gouvernement, à bas le Medef, les banquiers et les capitalistes, à bas les institutions de la Ve République des capitalistes ! Organisons-nous dans la perspective de constituer une société meilleure, en avant vers le socialisme ! L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes !

Pour axer le combat contre Sarkozy et les institutions je pense avoir trouvé la bonne formule en précisant que Sarkozy est le président de la Bourse, du CAC 40, des milliardaires, des capitalistes, et si les travailleurs se mettent à haïr tout ce qui représente le capitalisme, en qualifiant les institutions de capitalistes on leur fixe l'objectif politique vers lequel leur haine doit se focaliser pour finalement les renverser. On

ne peut pas prétendre faire de la politique, militer, se prétendre révolutionnaire, marxiste ou je ne sais quoi encore, sans proposer une issue ou perspective politique au prolétariat, ce ne serait pas sérieux.

Retraites.

1- Le ministre du Travail, Eric Woerth, a annoncé ce vendredi qu'il lancerait la concertation avec les syndicats et le patronat le 12 avril au sujet de la réforme des retraites.

Eric Woerth a écrit aux «*responsables des organisations syndicales et professionnelles représentatives au plan national et interprofessionnel pour les convier à une première série de réunions bilatérales sur les retraites*», indique le communiqué du ministère.

Ces réunions aborderont «*les objectifs*» de la réforme des retraites et «*la méthode de concertation*». (20minutes.fr 03.04)

2- La quasi totalité des Français se déclare défavorable à une diminution du niveau des retraites et ils sont deux sur trois à être opposés au recul de l'âge de départ à la retraite au-delà de 60 ans, selon un sondage Ifop pour Dimanche Ouest-France.

Les personnes interrogées se déclarent également hostiles au recul de l'âge de la retraite au-delà de 60 ans (67%), ainsi qu'à un allongement de la durée de cotisation (62%). Elles sont également largement opposées (74%) à une augmentation des cotisations sociales. (libération.fr et AFP 03.04)

Quelle est la signification de la participation des dirigeants syndicaux à cette "*concertation*" ? Légitimer Sarkozy, donc légitimer ses contre-réformes dont celle sur les retraites. Dès lors : A bas tous les participants à cette funeste mascarade, à bas les dirigeants syndicaux complices de Sarkozoy pour démolir nos retraites, les véritables fossoyeurs du syndicalisme ouvrier à la solde du capital !

Camarades un peu de sérieux, est-ce vous imaginez un seul instant que Marx, Engels, Lénine ou Trotsky aurait pu accepter de discuter avec des représentants du capital du sort du prolétariat ? Alors messieurs dites-nous à quel sauce vous êtes prêts à le manger aujourd'hui ? Impensable, grotesque ! Jamais !

On a oublié après 60 ans de collaboration de classes ininterrompue et de compromis pourris passés avec les staliniens ou les réformistes ou encore des anarcho-syndicalistes, que notre combat devait se dérouler classe contre classe, qu'il était impossible pour nous de nous situer sur le même terrain que les représentants du capitalisme, et que le seul fait en apparence insignifiant de déroger à ce principe en acceptant de discuter avec eux autour d'une table, revenait à franchir la limite qui sépare les deux camps ennemis en présence, constituait déjà une trahison. Transiger sur ce principe et l'on est mort politiquement pour la cause que l'on prétend défendre.

Le programme de l'UMP ? Non, le projet du PS pour 2007, pardon, pour 2012 !

Afin de "*fixer un cap*" pour le projet de la gauche pour 2012, le PS organisera de mai à décembre quatre conventions ("*nouveau modèle de développement*", la rénovation, l'international et "*l'égalité réelle*"), qui seront autant de "*moments où une ligne politique est définie*". "*Nous ne sommes pas en train de faire le programme du candidat*", a indiqué Martine Aubry dans un entretien diffusé sur le site Mediapart.fr.

"*L'essentiel, pour nous tous, c'est bien de porter un autre modèle de société: un autre modèle de développement, économique, social et durable, mais aussi un autre rapport des individus entre eux et avec le collectif*", a expliqué Mme Aubry, appelant de ses vœux un "*passage du matérialisme et du 'tout-avoir' à une société du bien-être*".

La première secrétaire du PS a ainsi souhaité que ce projet permette de penser "*une autre distribution des richesses*", qui passerait notamment par "*une grande réforme fiscale*" et une "*réflexion globale*" sur les retraites, qui "*n'exclut pas de prendre des décisions fortes*". Elle a également évoqué l'idée "*d'un temps de travail tout au long de la vie*", pour une plus grande flexibilité de l'emploi et des carrières. (AP 03.04)

La dernière phrase (et le reste) ne vous fait-elle pas penser au programme de Sarkozy-Parisot-Chérèque-Thibault ? Quelle "*égalité réelle*" peut-il exister entre un patron qui perçoit des millions d'euros par an et un ouvrier payé à peine le Smic quand il n'est pas au chômage ?

Elle évoque le "*collectif*" pour immédiatement le sabrer au profit des "*individus*" en précisant qu'il fallait effectuer un "*passage du matérialisme et du 'tout-avoir' à une société du bien-être*", bien-être qui ne sera pas partagé puisqu'elle a oublié de le rajouter, on comprendra immédiatement pourquoi.

Elle a fait un clin d'oeil aux écologistes qui réclament des sacrifices de la part de l'ensemble de la population qui serait responsable de l'état déplorable de notre planète, qui consomme trop, beaucoup trop de tout, du travailleur pauvre réduit à vivre dans les bois au patron milliardaire qui se prélassé dans son château, donc sans distinction de classes, tous coupables quoi, bref si la terre est pourrie c'est à force de "*tout avoir*", c'est la faute du matérialisme pour ne pas dire du productivisme que j'interprète comme l'annonce de temps encore plus difficiles, de privations et de frustrations supplémentaires en tous genres pour la classe ouvrière, que le PS et ses alliés sont prêts à mettre

en oeuvre pour assurer la survie du capitalisme.

On a parfaitement compris le message qui consiste à dire que l'on ne peut pas "*tout avoir*" et le "*bien-être*" en même temps, sauf si l'on appartient aux classes dominantes, qui évidemment ne sont prêts à partager ni l'un ni l'autre avec la plèbe qui manque un peu plus chaque jour de tout ! N'appellerait-on pas cela la dictature du capital par hasard ?

Conclusion : Tout un programme... réactionnaire ! Le PS se place résolument dans le camp des capitalistes, alors à bas le PS, aucun compromis avec ce parti bourgeois ! Au fait, le POI espère quoi au juste en adressant une lettre à M. Aubry ? Qu'elle mette en sourdine ses réelles intentions pour mieux tromper les travailleurs et qu'un candidat du PS soit élu en 2012, qu'elle change de programme, de camp ?

Le bout du goupillon. Spermateus sanctus, amen !

La comparaison faite vendredi par le prédicateur attiré du Vatican entre les attaques contre le pape Benoît XVI au sujet des scandales de pédophilie et les pratiques de l'antisémitisme a suscité une levée de boucliers parmi les organisations juives dans le monde.

"Obscènes", "*répugnants*" ou "*offensants*" sont les qualificatifs qui reviennent le plus souvent dans les réactions des organisations juives mondiales après les propos du père Cantalamessa, dont le porte-parole du Vatican, le père Federico Lombardi, a été amené à se dissocier.

"*Comment peut-on comparer la culpabilité collective imputée aux Juifs, qui a causé la mort de dizaines de millions de personnes innocentes, aux auteurs qui abusent de leur droit et de leur vocation en se livrant à des abus sur des enfants?*" s'est interrogé le rabbin Marvin Hier, du centre Simon Wiensenthal.

Les victimes des actes de pédophilie commis par des prêtres ont, eux aussi réagi, avec vivacité aux propos de Cantalamessa et "*sa tentative ridicule de camoufler les crimes de sa hiérarchie derrière les souffrances des Juifs*".

"*Cela montre jusqu'où le pape est capable d'aller pour empêcher la vérité de se faire jour*", a déclaré Peter Isely, porte-parole du réseau des survivants des victimes des abus des prêtres (SNAP). (Reuters 03.04)

Le 5 avril

J'informe le camarade qui m'a envoyé un fichier sur la laïcité qu'il est impossible d'ouvrir ce fichier, s'il peut me le renvoyer.

Pas le temps de causer, on croule Magueswary et moi sous les problèmes et il fait une chaleur à crever. Elle a obtenu un nouveau logement à 50 mètres de l'endroit où elle habitait à Aubagne, elle a déménagé puis elle s'est aperçue qu'il n'y avait ni électricité, ni gaz, ni eau ni évidemment de téléphone, du coup de la nuit de vendredi à celle de lundi elle va dormir sur le sol sur des cartons dans son ancien logement, alors qu'elle n'a jamais été aussi faible depuis son opération. Elle pleurait au téléphone, pour finir par me dire "*il faut vivre, il faut continuer à vivre, quel monde de merde*", à qui le dis-tu ma pauvre Manju.

Elle se bat pour survivre avec deux valves mécaniques installées dans le coeur qui n'arrêtent pas leur tic-tac et qui lui rappellent à chaque instant que sa vie ne tient pas à grand chose. Selon son état de fatigue on peut l'entendre sans même poser l'oreille sur son coeur, c'est terrible comme impression. Mais le pire encore, c'est quand on ne l'entend pas, on craint toujours qu'il s'arrête subitement. C'est à devenir dingue et je comprends qu'elle pète parfois les plombs, surtout quand les médecins lui répondent qu'ils sont impuissants à réduire les souffrances qu'elles endurent en permanence, il en faut du courage pour affronter l'adversité de la société, elle se demande souvent pourquoi elle continue de vivre, cela n'a pas de sens, finalement c'est leur société pourrie qui fait en sorte que ne notre vie n'ait pas de sens...

Après cela on relativise beaucoup de choses, cela aide aussi à faire la part des choses, nos petites préoccupations quotidiennes nous semblent bien médiocres à côté, on en a presque honte, on s'excuserait presque du peu qu'on a par rapport à ceux qui en ont encore moins, il faut se faire violence pour ne pas s'en prendre indistinctement à tous ceux qui s'en foutent ou trouvent toujours un moyen pour se donner bonne conscience. Se déclarer heureux est d'un mauvais goût, une insulte à la dignité humaine, même si quelques instants il faut bien oublier tous les malheurs du monde pour souffler un peu... La misère humaine est insupportable mais elle ne doit pas nous aveugler non plus. La vie est un combat, une lutte permanente, essayons d'en être digne, ne lachons pas prise, jamais.

Bonne semaine à tous, camarades, je vous souhaite tout le meilleur à l'occasion, nous vaincrons.

L'épileptique du Palais manque singulièrement d'humour. Un dictateur aux abois.

1- Un gendarme qui témoignait de sa solidarité à un collègue radié, au moyen d'un poème montrant de l'ironie contre Nicolas Sarkozy, a été suspendu par sa hiérarchie, apprend-on à la Direction générale de la gendarmerie.

"Aujourd'hui, Sainte Geneviève saigne et pleure, je sens bien ses larmes chaudes sous mon képi, comme si sur moi Sarkozy faisait son pipi" pouvait-on lire dans un poème de cet adjudant en poste dans la région Centre, qui entendait ainsi exprimer son soutien à l'officier Jean-Hugues Matelly, radié de la gendarmerie en mars pour "*manquement à l'obligation de réserve*" après avoir publié un article critiquant le rapprochement police-gendarmerie en sa qualité de chercheur au CNRS.

Le poème pourrait constituer une grave entorse aux règles de ce corps d'armée, estime la direction de la gendarmerie. "*Une mesure de suspension a été prise pour une durée non précisée, l'enquête de commandement n'en étant qu'à ses débuts*", a dit le porte-parole.

"*L'enquête porte sur des propos particulièrement offensants pour le président de la République*", a-t-il ajouté. (Reuters 04.03)

Soulageons-nous ! Franchement, qui n'a pas envie de lui pisser dessus et bien pire encore, je parle de Sarkozy ?

2- La justice française a été saisie d'une plainte visant à déterminer l'origine des rumeurs sur de supposés problèmes dans le couple présidentiel, qui ont fait le tour du monde et provoqué la colère de l'Elysée.

C'est le *Journal du dimanche*, lui-même relais via son site internet mi-mars de ces rumeurs, qui a déposé plainte pour "*introduction frauduleuse de données dans un système informatique*", a révélé le Nouvelobs.com ce week-end.

Une enquête préliminaire de police a été ouverte par le parquet de Paris.

"*Maintenant, ça suffit les conneries de la part de tous ceux qui colportent ça. Ça dépasse l'entendement ! Le fait que ça se retrouve sur un site comme celui du JDD, ça dépasse le stade de la rumeur. C'est inadmissible*", a dit dimanche le conseiller du chef de l'Etat, Pierre Charron, sur le site Rue89.

Selon le *Journal du dimanche*, l'Elysée a mandaté les services de renseignement pour identifier l'origine des rumeurs, ce qui aurait abouti à soupçonner l'ancienne ministre de la Justice Rachida Dati.

Cette accusation serait selon le journal à l'origine de la décision de retirer le 14 mars à Rachida Dati l'escorte de quatre policiers et la voiture officielle dont elle bénéficiait, décision confirmée par le ministère de l'Intérieur mais imputée à un programme plus général sur ces avantages.

Le conseiller du président Pierre Charron souhaite que la police fasse la lumière. "*Pour que la peur change de camp, il fallait qu'il y ait une procédure judiciaire. Maintenant, on va voir s'il n'y a pas une espèce de complot organisé, avec des mouvements financiers, pourquoi pas*", dit-il à Rue89.

Le spécialiste Jean-Noël Kapferer soutient que les rumeurs sont, sauf exception, une production sociale spontanée, sans stratégie particulière, similaire à celle des histoires drôles. (Reuters 04.03)

Une nouvelle affaire Clearstream serait la bienvenue au moment où le flic-président est au plus bas dans les sondages, son homme de main le suggère, les RG pourraient arranger cela, ils ont l'habitude. La crainte du complot l'agite, qui a dit qu'il était un exilé du bocal, un cas pathologique désespéré ? On aurait pu titrer : quand la psychose s'empare du Palais. Dati n'aurait pas digéré de ne pas avoir été choisie par le nabot pour remplacer son ex, lui avait-il fait des avances, voire plus, il faut dire qu'il aurait fait un couple d'enfer, à peu près de la même taille, mais le parvenu avait apparemment d'autres ambitions en épousant une riche héritière italienne, décidément, même avec les femmes il est médiocre.

Voilà camarades de quoi nous mettre de bonne humeur en ce début de semaine, on en a bien besoin par ces temps difficiles.

L'épileptique du Palais récompense sa cour.

L'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a salué ironiquement la promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur du procureur de Paris Jean-Claude Marin, qui avait requis sans succès sa condamnation dans l'affaire Clearstream.

Il a mentionné également Patrick Quart, ancien conseiller pour la justice de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, lui aussi bénéficiaire d'une décoration, selon l'ex-Premier ministre. (Reuters 04.03)

Quand de Villepin rêve d'un retour au gaullisme.

Le président de la République doit "*être quelqu'un qui fait la synthèse d'un certain nombre de positions qui paraissent à première vue difficilement conciliables*" et "*a pour première tâche de rassembler*" la droite et de la gauche "*sur des sujets essentiels*", a estimé dimanche soir l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, jugeant que ce n'était pas le cas avec Nicolas Sarkozy.

"Nous avons tous fait des efforts, nous avons constaté les limites de nos politiques respectives. Aujourd'hui, il y a une synthèse possible", a-t-il martelé, appelant à construire "des forces politiques capables d'appuyer dans la durée un effort long".

L'ancien Premier ministre s'est ainsi interrogé sur la possibilité que "droite et gauche se mettent d'accord" sur "des sujets essentiels" comme "une politique de sécurité intelligente", une politique de réduction des déficits et une réforme des retraites notamment.

Selon lui, ce qui lui "pose problème, c'est le déséquilibre institutionnel qui rend la politique aujourd'hui inefficace. Si on se pose la question 'pourquoi avons-nous tant de réformes et si peu de résultats?', il y a une raison assez simple à cela, c'est que le déséquilibre des institutions, la mise en avant d'un président de la République coupé de son gouvernement et coupé de l'Etat ne lui permet pas de faire appliquer ses réformes comme il le souhaiterait". (AP 04.03)

De Gaulle, Pompidou et Chirac ont pris certaines mesures sociales ou politiques qui faisaient partie du programme de la gauche institutionnelle coupant ainsi l'herbe sous le pied à cette gauche inféodée au régime qui n'avait rien d'autre à proposer, ce qui leur a permis de se présenter comme les présidents de tous les Français et d'assurer une certaine stabilité sociale et politique, pour être bref.

Sauf qu'on a changé d'époque, la crise du capitalisme à l'échelle mondiale est passée par là et c'est plus de deux milliards d'habitants qui sont aujourd'hui exclus du marché, exclus de la consommation et que le capitalisme doit nourrir à défaut d'être nourri par eux ou de les laisser crever ou encore d'en faire de la chaire à canons, tandis que la majorité de la population restant s'est appauvrie, elle est endettée et consomme moins, le chômage et la crainte du lendemain font des ravages sur l'économie capitaliste. A l'autre pôle, le nombre de milliardaires ou millionnaires n'a cessé d'augmenter tout en demeurant une infime minorité par rapport à la population, ils concentrent à eux seuls toutes les richesses, ce sont eux qui détiennent le pouvoir, la concurrence est plus féroce que jamais entre capitalistes à l'échelle de la planète, face à eux un gouvernement ne pèse pas lourd comme on vient de le voir en Grèce.

Dès lors, constatant que tous les gouvernements mènent la même politique, le discours de de Villepin est un coup de bluff dans la mesure où sa marge de manoeuvre sera limitée par le pouvoir acquis par l'aristocratie financière. Tout au plus il pourrait être tenté de favoriser certains secteurs du prolétariat sur d'autres comme l'avaient fait tous les prédécesseurs de Sarkozy au lieu de s'en prendre simultanément à toutes les couches exploitées, faudrait-il encore que la Bourse lui accorde un certain répit, sauf que dans l'état actuel du pays avec un endettement de 1.500 milliards d'euros, on ne voit pas très bien qui pourraient régler la note de ce rééquilibrage politique en faveur de l'aristocratie ouvrière, des intellectuels et de la petite-bourgeoisie pour asseoir son pouvoir au cas où il se présenterait et serait élu, la lutte de classe continuant son travail de sape du capitalisme.

Le fait qu'il envisage que "droite et gauche se mettent d'accord" sur "des sujets essentiels" montre qu'il ne pourra pas recourir à la méthode utilisée par les prédécesseurs de Sarkozy pour gouverner, et qu'en échange de concessions accordées à certains, il devra bien continuer de s'en prendre à tous nos acquis ou droits sociaux, ce qui ne fera qu'aggraver encore plus les inégalités. J'interprète le recours à de Villepin comme planche (pourrie) de salut pour le capital, comme une opération politique consistant à se concilier certaines couches de la société pour finalement appliquer le même programme que Sarkozy, couches qui font actuellement défaut à Sarkozy, et qui de ce fait représentent un réel danger politique pour la stabilité du régime, l'alliance du prolétariat et de la majorité de la petite-bourgeoisie demeurant le pire scénario. (A suivre)

Le PS tel qu'il est ou quand le PS rime avec capital.

1- Vous avez voté PS aux dernières élections régionales : 11,5% d'augmentation des impôts locaux en Charente-Maritime !

Le président du conseil général de Charente-Maritime, Dominique Bussereau, va proposer une hausse exceptionnelle de la fiscalité de 6% pour 2010 pour faire face au coût de la tempête Xynthia, a-t-on appris dimanche auprès du premier vice-président, Jean-Louis Frot. Cette proposition a été évoquée lors d'une réunion de la commission permanente du conseil général et doit faire l'objet d'un vote le 16 avril.

Cette augmentation, si elle était adoptée, s'ajouterait à la hausse de 5,5% déjà inscrite dans le budget primitif 2010 voté en décembre. (20minutes.fr 04.03)

On ne peut pas financer la guerre en Afghanistan et permettre chaque jour aux plus riches de s'enrichir encore et encore et financer les conséquences de cette tempête, l'Etat doit procéder à des choix, il a ses priorités, c'est normal quoi. Gageons que les victimes qui ont tout perdu paieront également cet impôt inique, pas de favoritisme...

2- Pour combattre les inégalités, supprimons l'impôt sur la fortune !

Manuel Valls a dit dimanche sur France-5 : "Il faut aujourd'hui supprimer l'impôt sur la fortune qui n'est pas performant sur le plan des recettes", "Il faut être capable de s'adapter, intégrer le fait que nous sommes en temps de crise, que le capital est évidemment beaucoup plus volatile".

Pour ne pas être en reste, il a ajouté qu'il "faut évidemment supprimer le bouclier fiscal", qui est selon lui "la marque d'une politique

profondément injuste sur le plan fiscal", mais qu'il faut en contrepartie "*créer une tranche supplémentaire de l'impôt sur le revenu*". (AP 04.03)

Une bonne nouvelle.

L'économie mondiale n'est "*pas sortie d'affaire*", déclare le directeur général du Fonds monétaire international Dominique Strauss-Kahn.

"On observe une reprise de la croissance un peu partout, mais presque partout, les chiffres de la croissance sont liés au soutien public et la demande privée reste plutôt faible et insuffisante", a-t-il dit. (Reuters 04.03)

Autrement dit, les banquiers et autres spéculateurs de la finance vont continuer à bénéficier d'argent frais à moindre coût pour faire leurs petites affaires et s'en mettre plein les poches, tandis que la crise et le chômage plombent la consommation et ne permettent pas un redécollage de l'économie capitaliste. Spéculer sur le dos de l'Etat rapporte finalement davantage tout en étant couvert, que d'octroyer des crédits à la consommation à une multitude d'emprunteurs dont la solvabilité est aléatoire, quand ils ne sont pas déjà endettés jusqu'au cou. On règlera nos comptes lorsque la bulle qui est en train de se former éclatera.

Etats-Unis. Une démocratie ?

Une écolière new-yorkaise de 12 ans qui a été arrêtée et menottée pour avoir gribouillé sur son pupitre a décidé de poursuivre la police en justice.

Les avocats d'Alexa Gonzalez estiment que la police a fait un emploi excessif de la force et bafoué les droits de la jeune fille lors de cet incident, survenu en février dans un collège du quartier de Queens, selon le *Daily News* de samedi.

La mère de l'élève, Moraima Camacho, a expliqué au quotidien que sa fille avait simplement écrit "*j'aime mes amies Abby et Faith*" à l'encre verte lavable, mais que les enseignants s'étaient précipités sur elle et l'avaient traînée dans le bureau du directeur.

Appelés sur les lieux, des policiers ont alors menotté la jeune fille et l'ont emmenée au poste, où elle a été menottée à une barre métallique pendant plus de deux heures, selon la plainte qui vise la police et les services d'éducation.

"Tout cela a été un cauchemar", a raconté au journal Moraima Camacho.

La municipalité n'a pu être jointe pour commenter cette information. (Libération.fr et AFP 04.03)

Iran. Pied de nez.

L'Iran a annoncé dimanche qu'il allait organiser une conférence sur le désarmement nucléaire à partir du 17 avril, dans le cadre des efforts déployés par Téhéran pour montrer que les autorités ne cherchent pas à se doter de l'arme nucléaire.

Selon la télévision d'Etat, le principal négociateur iranien en charge du dossier nucléaire, Saïd Jalili, a observé que cette réunion de deux jours, intitulée "*Energie nucléaire pour tous, armes nucléaires pour personne*", suivrait de peu la tenue d'un sommet sur la sécurité nucléaire aux Etats-Unis.

"L'Iran, en tant que pays soutenant un désarmement global, invite le monde" à procéder au désarmement et à empêcher la "*prolifération*", a souligné M. Jalili. (AP 04.03)

Le 6 avril

J'informe le camarade qui m'a renvoyé le fichier sur la laïcité que ce fichier est "corrompu" ou incomplet, je l'ai téléchargé deux fois en vain. Je remercie un autre camarade qui m'a envoyé l'article de *Libération* sur l'Afrique du Sud. J'arrête là, ils viennent encore de couper l'électricité, on a de nouveau des coupures qui durent plusieurs heures par jour. Je n'ai pas abandonné mes articles en cours, j'en rajouterai un sur le PG et son projet "*d'union populaire*" avec le PS, Europe écologie, le PCF, etc., pour ne pas dire front populaire, un gros mot ! Le PG a joué le rôle de rabatteur de voix pour le compte du PS aux élections régionales, c'est sa seule raison d'être avec celle de décrocher quelques postes. La suite sans doute demain, passons à notre acteur préféré, vous avez tous devinez de qui il s'agit : le "*mal aimé*" !

Bonne journée camarades.

Ultra-minoritaire, illégitime, discrédité, rejeté, détesté par l'immense majorité de la population, selon Me Thierry Herzog, son client Sarkozy

serait victime d'une "*machination*", d'un "*complot*" précise un de ses conseillers en communication, Pierre Charon, diable ! en réalité ces qualifications s'appliquent à la rumeur qui court d'infidélité à l'intérieur du couple présidentiel. (source : Reuters 05.04) On en est bouleversé !

Une rumeur qui tombe au bon moment en quelque sorte pour resserrer les liens autour de Sarkozy qui serait victime une nouvelle fois d'une horrible cabale après l'affaire Clearstream. Après tout, quand on a à l'esprit les coups les plus tordus qu'ils sont capables d'inventer pour se remettre en selle après une défaite, on peut s'attendre à tout de leur part, non ?

Et puis c'est une occasion qui permet de s'attaquer une fois de plus aux journalistes, de mettre au pas les médias qui se montrent de plus en plus critiques face à la politique dévastatrice de La Talonnette, les médias aux ordres aussi pourris qu'ils soient ne peuvent pas ignorer totalement ou en permanence l'état d'esprit de leurs lecteurs sous peine de les perdre, ils doivent gérer cette contradiction au jour le jour quitte à déplaire au Nabot (la majuscule c'est pour le respect, le minimum quoi, pas pour le grandir !).

Le flic-président est aux abois, il y a le feu en la demeure, des traîtres parmi son entourage, à défaut de pouvoir les déloger, il va falloir les surveiller d'encore plus près, ce sera bientôt chose faite en nommant pour ainsi dire un second ministre de l'Intérieur, car un ne suffisait pas à tout contrôler, les faits et gestes de chacun, on se demandera au passage combien de caméras de vidéo-surveillance et de micro espions sont installés à l'Élysée et dans les ministères, dans les appartements des membres du gouvernement, leurs voitures, chez leurs maitresses et j'en passe, j'avoue manquer d'imagination et ne pas pouvoir rivaliser en paranoïa avec l'épileptique du Palais et sa bande de nazillons qui dirigent le pays, il ne faut rien laisser au hasard, le pire ennemi d'un président qui veut tout régimenter et chacun, le président le plus impopulaire de la Ve République.

S'en débarrasser le plus tôt possible nous soulagerait, reste à savoir dans quelles conditions et dans quelle perspective politique. C'est là que les choses se gâtent dans nos rangs, qu'on se divise à l'infini, pour finalement étaler notre impuissance, notre manque de maturité politique, ce qui finalement permet à Sarkozy d'appliquer sa politique antisociale et au régime de se maintenir.

Au mot d'ordre "touchez pas à nos retraites" qui est fédérateur mais limité, pourquoi ne pas ajouter Sarkozy dehors puisque cela semble faire l'unanimité, histoire d'indiquer clairement aux travailleurs que c'est la question de l'Etat et du pouvoir politique qu'ils ont à régler s'ils aspirent véritablement à une vie meilleure pour eux et les générations futures, ce qui est totalement impensable sans envisager de changer les bases économiques de la société et de liquider les institutions dont Sarkozy incarne le sommet, car ce serait une illusion ou un vœu pieux de penser que demain le capitalisme pourrait être en mesure de satisfaire nos besoins ou aspirations quand il s'emploie jour après jour à démontrer exactement le contraire en détruisant tous nos droits sociaux. Le même constat vaut évidemment pour les institutions politiques en place dont l'existence est incompatible avec la remise en cause du capitalisme et l'espoir d'une vie meilleure...

Ce serait aussi un moyen de poser à chacun la question de la nécessité de s'intéresser de plus près à la politique, à notre destin, de sortir honorablement les partis ouvriers du carcan "économiste" (syndicaliste réformiste ou trade-unioniste) dans lequel ils se sont enfermés eux-mêmes sous le prétexte fallacieux du reflux de la mobilisation des masses au cours des dernières décennies, du coup il leur semblerait peut-être moins grotesque de proposer enfin une issue politique au prolétariat.

Sans aller jusqu'à proposer à tous les partis ou organisation d'en finir avec le capitalisme et les institutions, ce ne serait pas sérieux, parce qu'ils ne l'accepteront jamais, on pourrait se mettre d'accord sur le minimum, pas touche à nos retraites et virer Sarkozy, pour le reste ou la suite, à chacun de défendre librement sa politique avec ses propres arguments, le front unique n'étant pas une stratégie mais uniquement une tactique.

Finalement, les questions quoi faire pour sauver nos retraites ou quoi faire pour se débarrasser de Sarkozy appellent une seule et même réponse : s'organiser, rassembler tous les militants ouvriers dans un même combat, dans une même structure, pour un même objectif, (dans le respect) indépendamment de leurs adhésions à des syndicats, partis ou organisations différentes, un tel rassemblement présenterait aussi l'avantage de pouvoir briser le carcan des appareils inféodés au régime, d'enclencher une dynamique susceptible de mobiliser des centaines de milliers de travailleurs ou davantage encore.

On en est encore au stade où des militants d'horizons divers se rassemblent dans différents partis ou organisations, il faut passer à l'étape suivante le plus vite possible, qui consisterait à unifier tous ces militants et travailleurs dans un seul combat axer sur le même objectif. Si cela s'avérait impossible, nous échouerions infailliblement, il ne faut pas se raconter d'histoire, la responsabilité de cet échec incomberait à tous ceux qui se seraient opposés à un tel rassemblement. Aurons-nous la capacité et la volonté de passer à cette nouvelle étape de la lutte de classe, toute la question est là, le sort du prolétariat que nous avons tous à l'esprit en dépend. En cas d'échec cela ne remettrait pas en cause un des fondements du socialisme, disons que cela repousserait encore à plus tard la chute du régime et le déclenchement de la révolution qui seule portera la classe ouvrière au pouvoir...

L'esprit du colonisateur toujours présent à l'Élysée, le mépris en prime.

Selon une source proche du ministère français de la Défense, la restitution symbolique, le 4 avril à minuit, des bases de l'armée française où stationnent un millier de militaires français, participe du climat des cérémonies du cinquantième anniversaire de l'indépendance sénégalaise, ce week-end à Dakar.

"C'est un effet d'annonce" du président sénégalais, a dit cette source lundi à Reuters. "*Entre vendredi et aujourd'hui, il n'y a eu aucun*

changement en dépit du fait qu'on a passé la date du 4 avril minuit".

"La France est présente à l'invitation du Sénégal, tout cela est régi juridiquement par les accords de 1974 et il n'y a aucun changement", a-t-on ajouté.

Lors d'une visite à Dakar du ministre français de la Défense Hervé Morin le 19 février dernier, les deux pays étaient convenus de la fermeture prochaine des bases de Dakar.

"Nous sommes toujours en train de discuter", a déclaré Abdoulaye Wade dans un entretien au Journal du Dimanche. "Comme cette discussion traîne un peu, j'ai décidé d'annoncer que je saisis l'offre de M. Sarkozy pour reprendre toutes les bases. A partir de ce 4 avril 00h00, ces bases seront sous souveraineté sénégalaise."

La France entend cependant maintenir à Dakar ce qu'elle présente comme une *"plate-forme opérationnelle de coopération à vocation régionale"*.

"On passerait d'un format d'un millier d'hommes à environ 200 sur une base unique", explique-t-on de source proche du ministère français de la Défense. (Reuters 05.04)

Les "fondamentaux" de l'UMP ou du FN : le tout sécuritaire sous la direction du flic-président.

Dans un souci d'en revenir aux fondamentaux après l'échec des régionales, Nicolas Sarkozy envisage d'adjoindre un secrétaire d'Etat à la Sécurité publique au ministre de l'Intérieur, écrit lundi France soir.

Selon le quotidien, le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, se verrait adjoindre le préfet de police de Paris Michel Gaudin, lequel serait remplacé par l'actuel directeur général de la police nationale, Frédéric Péchenard.

Bernard Squarcini, le directeur de la Sécurité intérieure, pourrait dans le même temps devenir à l'Elysée, le "M. Sécurité" de Nicolas Sarkozy.

Pour France soir, la création d'un "tandem" au ministère de l'Intérieur, rappelant celui formé par Charles Pasqua et Robert Pandraud en 1986-88, viserait à montrer que la sécurité reste un thème central.

Elle viserait également à montrer qu'il n'y a qu'un seul "patron" dans ce domaine, Nicolas Sarkozy lui-même. (Reuters 05.04)

Afrique du Sud.

Le leader d'extrême droite sud-africain Eugène Terre'Blanche, qui fut un farouche partisan de l'apartheid, a été tué samedi dans sa ferme du nord-ouest.

Agé de 69 ans, le leader du Mouvement de résistance afrikaner (AWB), incarnation de l'opposition blanche à l'abolition de l'ancien régime raciste sud-africain, a été attaqué et tué, apparemment à la suite d'une querelle avec deux de ses employés, selon une porte-parole de la police, Adele Myburgh.

Ancien policier et exploitant agricole, Eugene Terre'Blanche avait fondé l'AWB dans les années 1970. Défenseur de la suprématie blanche, le mouvement était connu pour ses défilés équestres en tenues paramilitaires, et son insigne à trois branches rappelant beaucoup la croix gammée des nazis.

A plusieurs reprises, y compris sous l'apartheid, des membres de ce mouvement ont été condamnés pour détention d'armes et d'explosifs.

Au début des années 1990, les défilés paramilitaires de l'AWB pouvaient réunir plusieurs milliers de personnes, et le groupe se livra à des actions violentes et attentats sporadiques.

M. Terre'Blanche avait été emprisonné en 2001 pour tentative de meurtre, après avoir battu à coups de barre de fer un vigile noir, lui causant des lésions cérébrales irréversibles. En juin 2005, il avait obtenu une remise en liberté conditionnelle pour bonne conduite. (Libération.fr et AFP 04.04)

Une fin un peu trop tardive. Que dire d'autres, que depuis la fin officielle de l'apartheid en 1994 pas grand chose a changé en Afrique du Sud et que la justice se montre particulièrement laxiste envers ce genre d'ordures comparé au sort qu'elle réserve aux criminelles Noirs. Il n'y a plus qu'à espérer que les deux jeunes, âgés de 15 et 21 ans, qui ont été arrêtés et inculpés de meurtre, bénéficieront à leur tour de la clémence de la justice de ce pays.

Après tout, ces jeunes ont grandi dans un pays où en principe l'apartheid avait disparu, c'est le discours officiel, donc on comprend qu'ils n'aient pas supporté de continuer à être humiliés comme à la triste époque du régime racial de l'apartheid, c'est moi qui avance cet argument, car officiellement ils ont déclaré l'avoir tué parce qu'ils travaillaient à son service et qu'il ne les avait pas payés, ensuite rien ne dit qu'ils aient eu véritablement envie de le tuer, mais plutôt de lui donner une bonne correction.

Le 7 avril

Pas d'électricité, donc j'écourte cette causerie et je ferme l'ordinateur.

Chômage

Le nombre de chômeurs indemnisés a augmenté en février en France de 12,8% sur un an et de 0,2% par rapport à janvier, selon des chiffres publiés mardi par Pôle Emploi.

Fin février, on comptait 2.572.900 chômeurs indemnisés. (Reuters 06.04)

La Seine-Saint-Denis, un département sous tutelle policière.

Le préfet Christian Lambert, actuel directeur de cabinet du préfet de police de Paris, sera nommé mercredi 7 avril en conseil des ministres préfet du département de Seine-Saint-Denis, apprend-on mardi de sources concordantes.

Christian Lambert est un proche de Nicolas Sarkozy qui a notamment arrêté Yvan Colonna en Corse lorsqu'il était le patron du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion, l'unité d'élite de la police). (Lemonde.fr 06.04)

Après la réouverture des bordels, les jeux en ligne pour distraire la galerie... et remplir les caisses de l'Etat.

Le projet de loi sur l'ouverture à la concurrence des jeux d'argent et de hasard sur Internet a été adopté définitivement mardi par les députés à l'occasion d'un vote solennel.

Ce texte, très attendu des opérateurs en ligne, remet en cause le monopole traditionnel de la Française des jeux, du PMU et des casinos en légalisant le poker, les paris sportifs et les paris hippiques sur Internet.

Cependant, après ce vote, le gouvernement doit encore obtenir le feu vert de l'Union européenne, puis l'accord du Conseil d'Etat sur les décrets d'application, voire celui du Conseil constitutionnel s'il était saisi par l'opposition.

Face à une majorité désireuse de proposer aussi vite que possible (avant la Coupe du monde de football) une offre légale et réglementée, l'opposition a dénoncé avec force au cours du débat un "cadeau" fait à une poignée d'opérateurs, présents pour la plupart lors de la "nuit du Fouquet's", qui avait suivi l'élection de Nicolas Sarkozy en mai 2007. (AP 06.04)

Totalement insupportable.

1- Le groupe Total a annoncé mardi s'être pourvu en cassation contre sa condamnation la semaine dernière pour "pollution maritime" par la cour d'appel de Paris suite au naufrage de l'Erika en décembre 1999 au large des côtes françaises, a indiqué un porte-parole du groupe à l'Associated Press. (AP 06.04)

Condamné à 375.000 euros d'amende pour "pollution maritime", la multinationale Total qui a engrangé plus de 20 milliards d'euros de bénéfices en 2008-2009 ne veut pas payer cette amende.

2- Le groupe pétrolier Total a été mis en examen le 22 février pour corruption dans une enquête conduite à Paris et visant le programme de l'Onu "pétrole contre nourriture" mis en place entre 1996 et 2003 dans l'Irak de Saddam Hussein. Lire la suite l'article

Cette décision, tenue secrète jusqu'alors, a été rendue publique par la société française dans son rapport annuel et confirmée à Reuters mardi par le parquet de Paris. (Reuters 06.04)

La Scientologie est une organisation criminelle.

1- La Cour de cassation a validé l'arrêt de non-lieu en faveur de membres de l'Eglise de Scientologie mis en examen pour "escroquerie" et

"exercice illégal de la médecine", a-t-on appris, mardi de source judiciaire. La cour a suivi le 30 mars la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris qui avait déclaré irrecevable en mars 2009 l'appel interjeté par une association de victimes, l'UNADFI, dans ce dossier ouvert en 1989. (AP 06.04)

2- Aux Etats-Unis, Marc Headley et son épouse Claire, membres de Sea Organization, le sommet de la hiérarchie de la Scientologie, échappés en 2005 de Golden Era Productions, une propriété fermée de 200 hectares, à environ 150km de Los Angeles, après plusieurs années d'asservissement, affirment avoir été traités en esclaves, contraints de travailler jusqu'à 100 heures par semaine sans véritable rémunération, et menacés de travaux forcés en cas de contestation. Ils demandent des arriérés de salaire qui pourraient au total atteindre 1 million de dollars chacun (740.000 euros).

L'affaire doit être jugée en novembre à Los Angeles.

"Quand vous rejoignez Sea Org, vous vous engagez dans un ordre religieux", souligne Jessica Feschbach, porte-parole de la Scientologie et membre de Sea Org depuis 16 ans. "Vous êtes bénévole. Vous signez un contrat qui dit 'je ne recevrai pas de salaire minimum et je le sais'." Le contrat signé par Marc Headley stipulait en outre qu'il était ainsi lié pour un milliard d'années à l'organisation. (AP 06.04)

Espagne.

Selon les chiffres du ministère du Travail publiés mardi, il y a eu près de 36.000 demandeurs d'emplois supplémentaires en mars, ce qui porte le nombre de chômeurs à 4,16 millions.

Le taux de chômage espagnol, publié sur une base trimestrielle par l'Institut national des statistiques, s'est élevé à 18,3% sur les trois derniers mois de 2009 et atteindra 19% cette année, selon les prévisions du gouvernement. (Reuters 06.04)

Le 8 avril

Même situation qu'hier, pas d'électricité donc impossible de continuer à bosser, surtout qu'il menace de pleuvoir et que la coupure risque de durer encore plus longtemps.

Un autre camarade d'origine caucasienne apparemment, d'après son prénom et son nom, me demande si je veux bien faire partie de ses amis sur Facebook, mais je ne le connais pas, je ne peux pas devenir l'ami de quelqu'un sans savoir qui il est, il faut qu'il le comprenne et d'autres camarades aussi.

Autre chose très vite, je n'ai même pas le temps de me relire.

Il y a peut-être des camarades qui se posent des questions sur la "*fronde*" des conseillers généraux PS qui fait en réalité plus de bruit qu'autre chose.

Si ce n'est pas les conseils généraux qui feront payer la crise du capitalisme aux contribuables en augmentant les impôts locaux, ce sera directement l'Etat qui s'en chargera. Comment ? C'est très simple, Sarkozy et son gouvernement expliqueront que le fardeau de la dette étant tel qu'en rajouter une louche conduira inévitablement d'une part, à continuer d'appliquer la même politique de démolition des services publics dont le non-remplacement des fonctionnaires partant à la retraite, d'autre part à justifier notamment la contre-réforme des retraites contre laquelle le PS et ses alliés n'entendent pas mobiliser la classe ouvrière pour s'y opposer et le tour est joué, les deux mesures étant approuvées tacitement par les deux partis qui ont comme objectif commun la réduction de la dette de l'Etat.

Ajoutons que pendant ce temps-là, quotidiennement les conseillers régionaux PS continuent de se faire les relais de l'Etat, privatisations des services communaux, subventions aux entreprises privées, non remplacement des agents territoriaux partant à la retraite, etc.

En fait d'opposition à Sarkozy, l'UMP et le PS se renvoient la balle pour savoir lequel des deux doit s'en prendre aux acquis du prolétariat, les deux en réalité, dans les deux cas ce la classe ouvrière le dindon de la farce ou le coq à plumer, ni l'un ni l'autre n'entendant y laisser des plumes pour arriver à leurs fins.

A propos de l'initiative lancée par la Fondation Copernic sur les retraites.

Leur appel est en ligne dans le site, il a été signé par pratiquement tous les partis à l'exception de LO et du POI semble-t-il, et par la plupart des syndicats à l'exception des jaunes.

Le contenu de cet appel est correct, à ceci près qu'il n'exige pas des dirigeants syndicaux qu'ils refusent la "concertation" avec Sarkozy à partir du 12 avril, de plus il ne débouche sur aucune action concrète pour mobiliser l'ensemble des travailleurs.

Finalement cet appel se réduit à un constat et se termine par un étalage de bonnes intentions... sans lendemain comme ce fut le cas avec la privatisation de La Poste.

Cette conclusion que l'on pourrait trouver hâtive est entièrement contenu dans le passage suivant : "*Le financement des retraites est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers. C'est ce partage qui constitue le tabou à faire sauter, et non l'âge de départ. Il s'agit là d'un choix politique de justice et de solidarité*", or il est inconcevable à l'heure où le capitalisme mondial est dominé par l'aristocratie financière et où la concurrence est plus féroce que jamais entre les capitalistes à l'échelle internationale, de concevoir un instant que les représentants du capitalisme français pourraient changer d'orientation politique.

Une autre politique est effectivement possible, une politique favorable aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, mais pour la mettre en oeuvre il faudra au préalable que le prolétariat par sa mobilisation révolutionnaire ait renversé les institutions politiques du capital, pour ensuite s'attaquer aux fondements du capitalisme, exproprier les propriétaires et actionnaires des grandes entreprises à commencer par les banques, les institutions financières et les assurances.

Réclamer un autre partage des richesses sans remettre en cause les fondements du capitalisme, revient à ne rien changer du tout, à soulager la misère des uns pour la reporter sur les autres au mieux, autrement dit à plonger dans la précarité ou la pauvreté les travailleurs qui en ont été relativement épargnés jusqu'à présent.

Quelques infos en brefs.

Quand la concurrence fait rage sur le marché mondial.

La croissance économique a connu un coup d'arrêt dans la zone euro au quatrième trimestre, l'investissement s'étant révélé plus faible que prévu, selon les chiffres révisés publiés par Eurostat mercredi, ce qui atteste de la fragilité de la reprise.

Le produit intérieur brut (PIB) des 16 pays utilisant l'euro est resté stable durant les trois derniers mois de 2009 par rapport aux trois mois précédents, alors qu'une croissance de 0,1% avait été annoncée en première estimation.

En variation annuelle, le PIB s'est contracté de 2,2%, soit un peu plus que les 2,1% initialement annoncés.

Seule la croissance des exportations et des stocks a empêché la zone euro de subir une contraction en rythme trimestriel, la contribution de l'Etat et des ménages ayant été nulles. (Reuters 07.04)

Pourquoi investir dans l'industrie sur le long terme, lorsque les banques centrales continuent de vous accorder des prêts à taux zéro ou presque pour continuer à spéculer sur le marché mondial et engranger des profits à court terme, il faudrait être fou pour ne pas en profiter, tel est l'état d'esprit dominant chez les aristocrates de la finance qui dirigent le monde.

Pourquoi investir dans des pays rongés par leurs dettes, alors que d'autres se développent et nous offrent des parts de marché prometteurs pour l'avenir avec à la clé des profits records ? La fuite en avant, quoi.

Etats-Unis.

Dans une déclaration qu'il devait faire à des représentants d'entreprises à Dallas, le président de la Fed, Ben Bernanke, a souligné qu'il n'observait aucun signe de "*redressement soutenu*" sur le marché du logement, notant que les saisies continuaient de croître.

Les problèmes les plus importants concernent le marché du travail. Si les licenciements ont ralenti, les embauches sont "*très faibles*", a remarqué M. Bernanke, ajoutant que le taux de chômage, qui atteint aujourd'hui 9,7%, était toujours proche de ses niveaux les plus élevés.

Les faibles taux d'intérêt devraient contribuer à favoriser le redressement, a jugé le patron de la Fed. Mais la croissance économique ne sera pas assez robuste, selon lui, pour faire baisser rapidement le taux de chômage. (AP 07.04)

Les travailleurs américains sont encore trop payés, ils ont encore trop de droits sociaux...

Le 9 avril

Les deux articles annoncés seront en ligne dans la journée. Pas vraiment le temps de causer.

Plus de 70 policiers indiens tués dans une embuscade dressée par des insurgés maoïstes dans le centre de l'Inde... Je n'ai lu aucune dépêche à ce sujet, pas intéressant, cela montre à quel point la corruption peut pourrir les cerveaux, au point de ne plus être capable de réfléchir à une situation. Je l'observe et j'en suis la victime quotidiennement en Inde, car c'est l'ensemble de la société qui est ainsi gangrenée.

Tout le monde raconte vraiment n'importe quoi dans ce pays, cela prend des proportions inimaginables que l'on a peine à décrire sous peine de passer pour des menteurs, du coup on est incapable de faire la part du vrai et du faux. Un exemple pour l'illustrer et je vous assure que je n'exagère rien. Une voiture de couleur bleu passe, dix Indiens étaient présents sur les lieux, je peux vous assurer qu'elle va virer du blanc au noir en passant par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, le plus sérieusement du monde.

J'ai reçu plusieurs lettres très officielles, elles émanent directement du gouvernement du Tamil Nadu en personne, il est stipulé que je n'ai pas le droit de revendre mon terrain, etc., et bien vous ne trouverez pas un Indien qui ne vous certifiera pas le contraire à condition de verser un pot de vin à la bonne personne, ce dont je suis en train de m'employer actuellement, j'ai même trouvé deux personnes différentes pour s'en occuper. Le problème maintenant, c'est l'existence de ces lettres qui pourraient faire obstacle à cette procédure, donc à suivre.

Autre chose.

On peut parler de révolution de palais au Kirghizistan, pour autant c'est une grande partie du prolétariat qui s'est soulevé contre le pouvoir corrompu en place parce qu'il est réduit à la misère. En l'absence d'un parti révolutionnaire, il ne fallait pas espérer autre chose.

Avis à ceux qui se borneraient à raconter comme ils l'ont fait à plusieurs reprises dans le passé, qu'il y avait derrière ce soulèvement la main de Moscou ou de Washington et de le réduire à une simple guerre d'influence dans cette région.

La coquille du jour revient à l'agence de presse Lepost.

"La justice lui reprochait d'avoir où il était poursuivi pour avoir..." Incompréhensible ! Eux au moins, on est sûr qu'ils ne se relisent pas !

Ainsi va le capitalisme.

- Vaste mouvement de concentration dans l'aérien - lefigaro.fr
- BA et Iberia signent leur accord de fusion tant attendu - Reuters
- US Airways et United Airlines négocieraient une fusion - Reuters
- Avec Daimler, Renault-Nissan passe la vitesse supérieure - Reuters
- Les marchés américains renouent avec les gains - lefigaro.fr
- "Le Cac entre 4250 et 4300 points reste d'actualité" - lefigaro.fr
- La BCE maintient son principal taux directeur à 1% - AP
- Rumeurs de rachat autour de Palm - lefigaro.fr
- Apple a déjà vendu 450.000 iPad - lefigaro.fr

Le mentor de Sarkozy condamné.

La Cour de cassation a confirmé la condamnation à 18 mois de prison avec sursis de l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua pour financement illégal de campagne électorale, abus de confiance et faux lors des élections européennes de 1999.

La décision de la Cour de cassation intervient à onze jours de l'ouverture du procès de Charles Pasqua à la Cour de justice de la République (CJR), le 19 avril, pour trois dossiers de corruption, dont l'affaire visant l'autorisation du casino d'Annemasse, traitée séparément par cette instance.

Devant cette juridiction spéciale visant les actes ministériels, il encourra jusqu'à dix ans de prison pour corruption. Robert Feliciaggi ne pourra témoigner: il a été tué par balles le 10 mars 2006 à Ajaccio, un crime non élucidé.

Le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, est convoqué comme témoin devant la CJR. Il était l'homme de confiance de Charles Pasqua en 1993-1995, aux postes de directeur de cabinet adjoint puis de directeur général de la police. (Reuters 08.04)

Egypte.

Le chef des Antiquités égyptiennes Zahi Hawass s'est associé jeudi à 25 pays dans une campagne destinée à faire pression pour que soient restituées les antiquités égyptiennes volées, menaçant les musées de "rendre leurs vies misérables" si ils refusaient d'accéder à sa demande. (AP 08.04)

Le 10 avril

Pas grand chose à se mettre sous la dent aujourd'hui côté actualité, alors causons un peu. Ici on cuit sous plus de 40°C à l'ombre, sans électricité une partie de la journée. J'attends toujours qu'ils viennent changer le compteur électrique, depuis plus de cinq mois ! Le prix des cigarettes vient d'augmenter de 15%.

Mon épouse Magueswary a encore dormi sur un carton posé à même le sol hier à Aubagne, les agents d'EDF et de GDF n'ont pas trouvé le temps en une semaine de venir lui brancher l'électricité et le gaz, elle s'est mal débrouillée, elle aurait dû sortir sa carte d'invalidité et exiger qu'ils fassent le nécessaire immédiatement, la France est devenue pire que l'Inde par certains aspects.

Il y a en moyenne 60 connections au site par jour, c'est peu. De mon côté je bosse sur le site, de votre côté vous pourriez le faire connaître autour de vous ou sur le Net. Je n'ai rien pu récupérer de mon ancien disque dur, il va me falloir télécharger à nouveau toutes les oeuvres des marxistes et je n'en ai pas le courage en ce moment. J'ai perdu des centaines de notes de lectures qui me rendaient bien service, bref, avec la perte de la quasi-totalité des données qui figuraient sur ce disque dur, c'est pour moi un nouveau tsunami après la perte de ma bibliothèque.

Je me demandais hier quel intérêt pouvait présenter dorénavant un hebdomadaire relayant en grande partie des informations disponibles sur le web en temps réel. En dehors des infos qui ne sont pas relayées par les agences de presse, un journal devrait s'employer à décrypter l'actualité pour rendre son contenu plus accessible aux travailleurs. Il devrait aussi se faire le relais de ce que pense les ouvriers en leur donnant la parole, ainsi chaque lecteur pourrait avoir confirmation qu'il n'est pas le seul à penser tout le mal du gouvernement, des patrons et de leur société, cela contribuerait à rompre leur isolement et les aiderait à prendre confiance en eux, qu'ils ont le nombre avec eux et qu'ils représentent une force formidable, encore faut-il qu'elle soit organisée, c'est la conclusion à laquelle ils pourraient parvenir à l'étape suivante.

Je lisais ce matin que le PS s'attelait à préparer un programme de gouvernement. Et nous, de notre côté, quel programme de gouvernement proposons-nous aux travailleurs ? Aucun. C'est en fait comme si nous n'avions pas de programme du tout à opposer à ceux de nos ennemis. On se fout de ceux qui sont socialistes en parole seulement, mais franchement on fait à peine guère mieux. Non un programme socialisme ne se borne pas à un catalogue de citations extraits des oeuvres des marxistes ou un catalogue de revendications.

Pour être crédible il ne suffit pas de faire étalage des changements que nous apporterions à la société si nous étions au pouvoir, il faut d'une part insister sur leur légitimité, d'autre part, il faut ajouter quelles en seraient les conséquences concrètes pour toutes les classes, pour que ceux à qui il est destiné s'y reconnaissent... Ces précisions sont nécessaires pour que les masses comprennent que le socialisme n'est pas ce qu'elles croient ou ce qu'on leur a expliqué jusqu'à présent, partant du principe qu'elles n'ont pas forcément eu accès à la véritable définition du socialisme. On doit vivre avec notre temps et tenir compte du passé, notamment des ravages causés par le réformisme et le stalinisme. C'est une façon d'y répondre ou de contourner cet obstacle sans être obligé de passer par un rappel historique qui peut embrouiller les esprits ou faire naître un doute sur nos véritables intentions.

S'agissant du journal, je me disais que les ouvriers lisaient plus volontiers *Le Parisien* et les intellectuels *Le Monde*, donc si on voulait vraiment avoir un journal ouvrier destiné aux ouvriers, il devrait être aussi facile à aborder que *Le Parisien* au lieu de s'inspirer du *Monde*.

Bon week-end à tous.

Info en bref.

A la Une du vieux monde.

La fesse cachée de l'Eglise.

- Le futur pape Benoît XVI s'est opposé à la révocation d'un prêtre accusé d'abus sexuels, selon une lettre - AP
- Pédophilie : Benoît XVI à nouveau mis en cause - Le Figaro
- Allemagne: un diocèse signale un cas de pédophilie à la justice - AP

- Nouveaux cas d'abus sexuels au sein de l'Eglise norvégienne - Reuters

Politique spectacle.

- En Grande-Bretagne, un candidat travailliste renvoyé après avoir insulté ses adversaires sur Twitter - Libération.fr
- Comment flinguer une carrière politique en deux heures sur Twitter - 20minutes.fr
- Un diplomate qatari muté hors des Etats-Unis pour ses plaisanteries dans un avion - LeMonde.fr

Tous pourris.

- Canada: le Premier ministre ordonne une enquête sur une ministre - AP
- Le PP espagnol dans des histoires de gros sous - Slate

Piège à cons.

- L'opposition centrafricaine boycottera la présidentielle - LeMonde.fr
- Tunisie: le principal parti de l'opposition légale décide de boycotter les municipales de mai - AP

La prochaine explosion.

- Nétanyahou boycotte le sommet nucléaire américain - Le Figaro
- L'unique centrale électrique de la bande de Gaza à l'arrêt faute de carburant - AP

Heuliez, suite.

La direction d'Heuliez, la Région Poitou-Charentes, où est basée l'entreprise, l'Etat et les syndicats discutent avec «*un fonds américain et un fonds européen qui fait des affaires en Asie*» pour une éventuelle reprise de l'équipementier, a déclaré Emile Brégeon (CFDT).

Selon lui, ces fonds, qui tiennent pour l'heure à rester anonymes, devraient «*prendre leur décision dans les prochains jours*». (libération.fr et AFP 09.04)

Le 11 avril

Je vais préparer un petit article sur ce qui a changé en Inde au cours des 20 dernières années. Lisez mon commentaire sur les médias indiens corrompus en faisant la part des choses, sinon vous risquerez de me prêter une attitude qui n'est pas la mienne, je préfère vous avertir. J'attends justement un de mes beaux-frères avec sa petite famille.

Je n'ai pas eu le temps de commenter l'article *Un salarié sur trois travaille pour une grande entreprise*. Très rapidement, j'en ai tiré la conclusion que s'il n'y avait pas davantage de syndiqués, c'était davantage par ce que les dirigeants syndicaux ne faisaient rien pour, plutôt que l'atomisation du prolétariat qui en serait en partie responsable.

Maintenant il est vrai aussi que le rapport au capitalisme est peut-être moins évident dans les services que l'industrie où un processus dialectique se déroule sous vos yeux. J'ai écrit "peut-être", parce qu'avec la crise du capitalisme qui met en première ligne les banquiers, chacun est davantage amené à se demander ce que rapporte son travail en comparaison avec ce qu'il perçoit comme salaire. Il n'y pas d'emplois inutiles ou qui ne rapporteraient rien aux patrons, chacun peut se faire cette réflexion...

Bon dimanche.

Discours sur la méthode à l'UMP ou l'art de manier la carotte et le bâton.

1- Le président de l'Assemblée, Bernard Accoyer (UMP), a adressé une nouvelle mise en garde à Jean-François Copé. Il accuse ce dernier de semer «*confusion*» et «*ambiguïté*» comme patron des députés UMP, dans un entretien à paraître dans Le Parisien dimanche/Aujourd'hui en France dimanche. (20minutes.fr 10.04)

2- L'ex-Premier ministre Alain Juppé affirme dans un entretien au *Monde* qu'il n'est pas «*anti-Sarkozy*», mais qu'il n'a «*jamais cru à la rupture*» chère au chef de l'Etat.

Critique également sur le rythme des réformes, il estime aujourd'hui qu'on ne peut pas bousculer «*trop d'habitude à la fois, en coalisant trop de mécontents*». (figarao.fr 10.04)

Les nantis paient trop d'impôts.

54,7% des contribuables ont payé de l'impôt sur leurs revenus de 2007.

Soit 19,7 millions de foyers sur les 36 millions de foyers fiscaux que compte l'Hexagone.

548 000 ménages dont les revenus fiscaux annuels excédaient 97 500 euros ont acquitté 43% du total de l'IR.

Payé par si peu de foyers, l'IR ne rapporte qu'une cinquantaine de milliards d'euros à l'État. C'est très peu comparé aux 125 milliards de la TVA. (Lefigaro 09.04)

Prenez 50 milliards d'euro et divisez-les par 578 000 foyers de nantis qui perçoivent plus de 97 500 euros par an, cela donnerait 91240,87 euros, soit moins d'un mois de revenu. Considérant que ces foyers de privilégiés n'ont acquitté que 43% du total de l'IR, ils n'ont payé au total que la somme de 21, 50 milliards d'euros, ramené par foyer cela donne 39 233,57. Que cette somme soit encore trop élevée pour *Le Figaro* n'étonnera personne.

Ce que ces nantis déclarent et qui sert de base à ce qu'ils vont payer ensuite comme impôt, est déduction faite de tous les privilèges qui leur sont accordés et dont nous ne connaissons pas exactement le montant, tout ce que l'on sait c'est que cette somme se chiffre en dizaines de milliards d'euros, somme que *Le Figaro* préfère taire ici, on comprend. Là nous avons parlé de ceux qui paient des impôts, mais il y a mieux encore, ceux qui parmi les plus riches réussissent par le biais de déductions diverses d'intérêts à ne rien payer du tout.

Ajoutons en aparté les patrons ou les actionnaires du CAC 40 qui font partie de ces 578 000 foyers privilégiés et qui avec tous les abattements et privilèges dont ils bénéficient, paient beaucoup moins de 20% d'impôt sur les bénéfices, certains ont évoqué le chiffre de 8%.

16,4 millions de foyers ont payé 19,5 milliards d'euros, soit 1189 euros par foyer, ce qui pour des millions de travailleurs ou familles représente une saignée importante dans leurs revenus, sachant qu'ils ne peuvent pas bénéficier des avantages qu'offre l'Etat aux classes dominantes et à la petite-bourgeoisie.

Autrefois on disait qu'on ne prêtait qu'aux riches, maintenant il faut ajouter que l'Etat ne fait des cadeaux qu'aux riches. Cette tendance déjà amorcée sous Chirac a été confirmée et renforcée depuis l'arrivée de Sarkozy à la tête de l'Etat.

Maintenant parmi les 45,3% des contribuables qui n'ont pas payé l'impôt sur le revenu, il faut distinguer ceux qui devaient en payer mais se sont débrouillés pour ne pas en payer, et ceux dont les revenus étaient trop faibles pour être imposables et qui constituent l'immense majorité de ces 45,3%, ce qui indique au passage que la paupérisation et les inégalités se sont accentuées en France.

Il faut également distinguer parmi ceux qui paient l'impôt sur le revenu, ceux qui se le font rembourser, l'Etat se montre généreux envers ceux qui ont les bourses suffisamment pleines pour investir dans des biens ou des services.

Par exemple j'achète à crédit un appartement destiné à la location, mes intérêts se montent à 4 000 euros par an, l'Etat me les rembourse, cela tombe bien car mes impôts s'élevaient justement à 4 000 euros. Les locataires paieront mon crédit et l'Etat mes intérêts, ainsi je peux devenir propriétaire de plusieurs logements sans rien déboursier, elle n'est pas belle la vie !

Quant à la TVA, c'est l'impôt le plus injuste puisqu'il est payé de la même manière par toutes les classes sociales, à cela *Le Figaro* ne trouve évidemment rien à redire, le contraire aurait été étonnant, voire suspect.

Le 12 avril

Enfonçons le clou : mobilisation générale pour en finir avec le régime.

Nicolas Sarkozy poursuit sa chute brutale dans les sondages, perdant sept points pour tomber à 31% de satisfaction dans le baromètre politique Metro-Krief Group réalisé par OpinonWay, diffusé dimanche.

Fait nouveau, le chef de l'Etat entraîne son Premier ministre François Fillon, qui perd neuf points à 39%. (Reuters 11.04)

Le second élément est intéressant, il montre que c'est l'ensemble de la politique menée par le gouvernement qui est massivement rejetée,

que l'impopolarité ne frappe plus seulement Sarkozy et que son fusible est en partie grillée.

Savoir que les masses ne soutiennent pas le gouvernement ne présente qu'un intérêt limité, si c'est dans l'espoir de le remplacer par un gouvernement qui fera la même politique, cela ne signifierait pas pour autant que la conscience politique des masses ait progressé, or c'est le facteur déterminant qui permettrait d'avancer vers une véritable issue politique à la crise du capitalisme.

Remplacer un gouvernement par un autre n'a jamais constitué un facteur de changement politique, sauf lorsqu'il s'accompagnait d'une mobilisation massive des travailleurs et que cette mobilisation mettait à l'ordre du jour des revendications à même de porter un coup fatal au régime.

Selon différents sondages, 38 à 55% des personnes interrogées seraient prêtes à se mobiliser pour défendre notre droit à la retraite, ce sont des chiffres importants. Cela dit, si une telle mobilisation se concrétisait, faudrait-il encore qu'elle soit orientée correctement pour aboutir à la chute du régime, or personne ne met en avant cet objectif. Au mieux nous conserverions le régime actuel des retraites, au pire cette mobilisation serait conduite dans une impasse et ne permettrait pas d'infliger un échec à Sarkozy. La subordination au capitalisme est si profondément ancrée dans les masses, qu'on ne voit pas comment il serait possible d'envisager une autre alternative, cette fois plus politique, remettant en cause le régime et ses institutions.

Le risque pour le régime, c'est qu'une telle mobilisation ne se termine pas comme les autres fois, qu'une fois le mouvement lancé, soient associées à la question des retraites toute une liste de revendications qui l'amplifierait au point de la rendre incontrôlable, la grève pourrait alors devenir générale sans même avoir été appelée par les syndicats, en prenant une tournure politique contre le capitalisme et ses institutions.

C'est dans cette perspective politique, qui se réalisera demain ou un peu plus tard, que la question de l'organisation des masses prend une dimension toute particulière, à elle seule, elle constitue un début de réponse à la question du pouvoir, à terme elle peut déboucher sur une situation de double pouvoir, ce processus peut s'accélérer et mûrir très rapidement au cours d'une crise révolutionnaire pendant laquelle il sera possible de construire le parti qui incarnera les intérêts du prolétariat avant de prendre le pouvoir en son nom...

Cette perspective politique n'a rien d'utopique quand on a à l'esprit toutes ces années pendant lesquelles jour après jour les masses ont pris connaissance des limites du capitalisme et des conséquences néfastes de sa survie, années pendant lesquelles aussi elles ont appris à prendre leur distance avec le régime, parfois à s'engager dans des associations à caractère social à défaut de rejoindre syndicats ou partis pour combattre certains aspects du capitalisme, si tous ces éléments dispersés n'ont pas encore réussi à forger une solide conviction chez les travailleurs, ils ont servi à préparer le terrain sur lequel elle s'épanouira, il ne manque plus que l'élément déclencheur pour qu'elle s'affirme, ce que pourrait bien être la mobilisation générale pour la défense des retraites.

Restera à donner une orientation politique à cette mobilisation si l'on ne veut pas qu'elle demeure enfermée dans le cadre du capitalisme, c'est là qu'est tout le problème, car à ce jour aucun ou peu de travailleurs n'imagine qu'il existe véritablement une alternative au capitalisme. Maintenant nous savons que le prolétariat peut avancer inconsciemment sur la voie du socialisme, la question sera alors de l'aider à en prendre conscience le plus rapidement possible pour vaincre, d'où la place déterminante et irremplaçable du parti pour le guider vers cet objectif.

Un certain nombre de facteurs peuvent favoriser le mûrissement de la conscience des masses, dont la réaction du gouvernement qui recourra à une répression plus ou moins féroce, ciblée ou aveugle, l'attitude des forces de répression qui peuvent basculer dans le camp des opposants au gouvernement, celle du patronat qui utilisera ou non l'arme du lock out ou des licenciements des militants ouvriers, celle des partis corrompus ou des médias qui soutiennent le régime et ainsi jettent de l'huile sur le feu et finissent finalement de convaincre le prolétariat qu'il est sur la bonne voie, la même remarque s'applique au comportement des différentes institutions qui condamneront le processus révolutionnaire en cours et finiront par concentrer la haine des travailleurs contre le régime.

Au cas où le prolétariat ne parviendrait pas à s'organiser, alors tous ces facteurs joueraient contre lui et il serait voué à la défaite.

On voit bien ici que tout repose sur la capacité des masses à s'organiser et à se donner une nouvelle direction politique, deux tâches qu'elles ont été incapables d'accomplir au cours du siècle qui s'est écoulé. En auront-elles les moyens demain ? La seule raison d'être du militantisme est de les aider à s'en donner les moyens.

Hongrie.

L'opposition de centre-droit (52,8% des suffrages) a remporté le premier tour des élections législatives dimanche en Hongrie en devançant les socialistes au pouvoir (19,3%), mais ce scrutin est surtout marqué par une percée spectaculaire de l'extrême droite xénophobe (16,7% des voix), comme dans d'autres pays d'Europe. Les écologistes de La Politique peut être différente ont obtenu 7,4% des voix.

Le score du PS était également prévisible, la majorité étant accusée d'être responsable de tous les maux économiques alors qu'elle avait été élue avec 43% des voix en 2006.

La participation a été moins forte dimanche qu'au premier tour des précédentes législatives, avec un taux de 64,3% des électeurs inscrits contre 67,8% en 2006. (AP 11.04)

Le 13 avril

On a le droit de remercier le Front syndical de classe qui a réalisé un dossier fort complet et très intéressant sur les retraites, que l'on partage ou non toutes leurs positions.

La situation de mon épouse Magueswary n'a pas évolué depuis 10 jours, ce qui est scandaleux, elle pleurait hier soir au téléphone, complètement exténuée, au bord du désespoir. Elle m'a expliqué qu'il lui restait dans son studio de quoi faire chauffer de l'eau pour faire cuire du riz qu'elle mélangerait avec une boîte de légumes et mangerait ensuite par terre là où elle dort aussi, en ajoutant que c'était comme si elle était à la rue. Ils ne savent pas quelle chance ils ont à la mairie d'Aubagne que je ne sois pas sur place ! Elle voulait aller à la mairie avec un couteau, la pauvre femme, elle n'en peut plus, de mon côté j'enrage. Apparemment l'autre studio où elle a déménagé toutes ses affaires, lit, frigidaire, cuisinière, etc. est insalubre ou inhabitable en l'état, personne ne lui avait dit évidemment, un agent de l'EDF est passé hier, mais quand il a remis le courant les fusibles ont sauté, il est donc reparti, et il y a une fuite d'eau dans la salle de bain et toujours pas de gaz. Pour couronner le tout, son téléphone va être transféré dans la journée, mais ils ont changé son numéro, du coup si elle n'a pas l'électricité aujourd'hui, elle va se retrouver ce soir dans son ancien studio avec le téléphone en moins, alors qu'elle peut avoir un malaise à tout moment. En précision, elle a acheté une carte pour m'appeler d'une cabine publique. Et nous ne devrions pas haïr leur société de merde ?

Si elle n'avait pas absolument besoin d'une adresse en France pour conserver ses droits d'handicapée, elle serait déjà retournée en Inde. Nous verrons par la suite s'il n'est pas possible de remédier à cette situation avec le consulat de France qui proposait de lui verser une petite somme tous les mois.

Magueswary est partie en France parce qu'elle pensait qu'elle pourrait s'y faire soigner mieux qu'en Inde, ce qui n'était pas faux puisqu'elle est encore en vie. Par contre là où elle a tout faux, c'est quand elle s'imagine qu'on pourrait la sauver une nouvelle fois si un jour elle avait un problème avec l'une de ses deux valves cardiaques, elle se fait des illusions, dans son état les médecins refusent depuis quatre ans qu'elle se fasse opérer de la cataracte qui est pourtant une opération bénigne, c'est pour dire les risques qu'elle encourrait avec une nouvelle opération du cœur, ce serait la mort assurée, déjà qu'elle avait une chance sur cent de survivre à son opération, je ne lui ai pas dit, je me demande tous les jours si je dois lui dire ou non, si cela continue je vais finir par lui dire en ajoutant qu'elle profite des jours ou des années supplémentaires qui lui sont donnés de vivre sans penser à un éventuel accident...

Passons aux infos en bref.

Docteur : l'imposture n'est pas réformable !

Le sénateur UMP Alain Lambert a jugé lundi qu'à ce jour, Nicolas Sarkozy n'était "*pas le meilleur*" candidat du parti majoritaire pour la présidentielle de 2012, mais qu'il pouvait "*le redevenir, ça ne dépend que de lui*". "*Aujourd'hui, probablement Alain Juppé serait meilleur*".

Estimant que Nicolas Sarkozy n'avait pas "*réussi*" dans la "*réforme*", notamment pour "*une affaire de comportement*" et "*de respect des institutions*", Alain Lambert a critiqué "*un sentiment d'improvisation*", notamment "*dans le cas de la taxe professionnelle*", que le Parlement a dû "*réécrire*", et de la taxe carbone, qui "*a dû être retirée*". "*Le débat ésotérique sur l'identité nationale*" n'était pas non plus nécessaire.

Alain Lambert a critiqué "*un sentiment d'improvisation*", notamment "*dans le cas de la taxe professionnelle*", que le Parlement a dû "*réécrire*", et de la taxe carbone, qui "*a dû être retirée*". "*Le débat ésotérique sur l'identité nationale*" n'était pas non plus nécessaire.

Alors que les électeurs avaient voté pour "*un président du peuple*", ils ont "*le sentiment d'avoir un 'président peuple*", a regretté le sénateur, suggérant que Nicolas Sarkozy "*revienne par la porte de l'humilité, par la porte de la simplicité, par la porte de l'écoute, pour comprendre les gens modestes qui ont parfois des difficultés*". "*Il faut qu'il démontre qu'il a de la densité, qu'il a de la tranquillité*", a-t-il ajouté, tout en soulignant l'énergie "*éclatante*" du président. (AP 12.04)

Le ver était déjà dans le fruit, suite.

1- Qui a dit : "*...soyons francs : sans les médias, Europe Écologie n'aurait pas pu exister*".

Réponse : Cohn-Bendit interrogé par lepoint.fr le 12 avril.

2- D'où viennent les Verts : "*L'idée d'une 'coopérative écologiste' avancée par Daniel Cohn-Bendit est juste quand elle permet de rappeler notre héritage tiré du mouvement autogestionnaire*", selon Mme Duflot dans une lettre publiée lundi sur le site du "Monde". (AP 12.04)

Mouvement autogestionnaire qui est tout sauf une remise en cause du capitalisme, il faut le préciser à l'adresse des camarades qui l'ont semble-t-il oublié, ceux-ci se reconnaîtront. Tendance socialiste utopique pré-marxienne qui réapparaît régulièrement quand le capitalisme est justement menacé dans son existence.

3- La secrétaire nationale des Verts souhaite "*créer un réseau-mouvement*", organisé en "*comités locaux*", pour ceux qui "*veulent s'engager, mais pas s'encarter*", proposition similaire à celle du PG au sein du Front de gauche.

Les dirigeants de ces partis s'occupent de tout, y compris ou surtout de se faire élire, il faut bien la tête et les jambes dans un parti, non ? Ce n'est évidemment pas notre conception du parti.

Ainsi va le capitalisme mondial, suite.

1-Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy, a déclaré sur Canal+, qu'il faudra compter environ 18 mois entre la reprise économique mondiale et la relance du marché de l'emploi.

"Il est probable que la croissance de demain ne se fera pas avec les mêmes emplois que la croissance d'hier et ces ajustements prennent du temps", a-t-il souligné.

En matière de relance, Pascal Lamy a dit noter "*des différences importantes selon les continents*".

"Evidemment ça va plus vite et plus fort en Asie qu'aux Etats-Unis, et ça va probablement plus vite et plus fort aux Etats-Unis qu'en Europe", a-t-il résumé.

"L'avenir de l'Europe dans la division internationale du travail, c'est la qualité, c'est la valeur ajoutée, la technologie, ce sont des choses qui impliquent un substrat de compétence de qualification, qui à mon avis est encore un peu problématique", a-t-il estimé. (Reuters 12.04)

Les emplois d'hier, c'était des emplois comprenant des avantages sociaux, les emplois de substitution à ceux-là ou de demain, ce sera des emplois sans avantages sociaux, à moindre coût pour les capitalistes, les premiers étaient situés principalement en Europe, les seconds en Chine, Inde, etc. CQFD.

Au passage, aux sceptiques ou à mes détracteurs, il y a peut-être un an déjà, j'expliquais qu'ils s'en sortiraient (provisoirement au regard de l'état misérable du mouvement ouvrier) en misant une fois de plus sur la Chine et les pays dits émergents, c'est ce qu'a expliqué P. Lamy. Il est bon parfois de montrer que l'on n'est pas à la remorque de la situation, mais qu'on est aussi parfois capable de prévoir dans quelle direction elle va évoluer. Il faut oser, faire preuve d'audace dans ses analyses et ne pas craindre de se tromper, attitude que nos dirigeants ont semble-t-il abandonnée, préférant se coller à la traîne des événements... et des masses ! J'en profite pour corriger une erreur, à propos de la tempête Xynthia et un projet d'augmenter les impôts de 6% en Charente-Maritime, j'avais écrit que Dominique Bussereau était au PS, alors qu'il est à l'UMP.

P. Lamy se met le doigt dans l'oeil, si la Chine et les pays dits émergents ne sont pas encore en mesure de concurrencer l'UE, les Etats-Unis ou le Japon dans tous les domaines, ce sera le cas d'ici quelques années, cela aussi je l'ai expliqué, en 2005, à ce moment-là ces pays n'auront plus rien à exporter en Chine, pas même leur technologie.

En aparté, dans nos rangs il y en a qui expliquent que l'amplification de la division internationale du travail des dernières années ou décennies serait la cause de la situation actuelle du prolétariat en France et dans les pays les plus industrialisés, qu'elle accroîtrait la concurrence entre ouvriers à l'échelle mondiale, qu'elle constituerait un moyen de pression sur le prolétariat aboutissant à la remise en cause de ses acquis ou droits sociaux, concurrence sur le marché mondial oblige, ce qui n'est pas faux, et qu'il faut la combattre, etc.

Ce sont les mêmes qui réclament la régularisation de tous les sans-papiers, revendication que je ne partage pas telle qu'elle a été avancée, et je m'en suis expliqué en long en large et en travers, parce qu'il n'est pas nécessaire d'aller chercher si loin cette amplification de la division internationale du travail qui sert de moyen de pression sur le prolétariat, des centaines de milliers de travailleurs prêts à se loger et à travailler sous n'importe quelles conditions font très bien l'affaire sur place, en France, pour le plus grand bonheur du patronat... et des syndicats qui sont d'ailleurs montés au créneau en coeur sur cette question sans que personne ne s'en étonne, tant il est vrai que les dirigeants syndicaux sont connus pour leur internationalisme prolétarien.

Vu de France, mes détracteurs ont certainement raison, leur humanisme les rend aveugle, vu d'ici ils ont tort, car voyez-vous la France n'est pas un pays comme les autres, c'est un pays où la lutte des classes est l'une des principales caractéristiques, la plus importante pour ce qui nous concerne, paradoxalement c'est le seul pays au monde à disposé d'autant de syndicats et de partis, c'est le seul pays au monde où chaque jour la lutte des classes fait quasiment la Une de l'actualité, c'est le pays où le prolétariat revendique le plus, le pays qui dispose des services publics les plus développés, où le prolétariat dispose des acquis ou droits sociaux les plus importants, etc.

Le prolétariat de ce pays est comme un phare pour le prolétariat mondial, je ne suis pas certain que beaucoup de militants aient cet élément

en permanence à l'esprit, et tout coup porté au prolétariat en France est un coup terrible, cent fois plus terrible porté au prolétariat sur tous les continents. C'est en partant de ce constat que j'ai estimé que toute pression supplémentaire sur le prolétariat français pour le diviser et l'affaiblir était criminel pour l'ensemble du prolétariat mondial. Si malgré tout il y en a qui estime que cette position constitue un soutien à la politique scélérate d'immigration du gouvernement, c'est qu'ils ne veulent rien comprendre et sont incapables de faire la part des choses, ils peuvent me calomnier, cela ne les grandira pas et me laisse indifférent.

2- La Banque centrale européenne a estimé lundi qu'elle devait encore jouer un rôle actif auprès des marchés financiers, même si leur situation s'améliore.

"Les conditions du marché sont progressivement retournées à la normale en 2009 et particulièrement en 2010. Les marchés qui ont souffert le plus de la crise commencent également à retrouver leur niveau d'avant-crise" explique la BCE dans son rapport sur l'intégration financière en Europe. (Reuters 12.04)

Vive la spéculation, vive la Bourse ! Wall Street au-dessus des 11.000 points, le CAC 40 au-dessus des 4.000 points, les aristocrates de la finance sont des gens heureux. Voilà résumé le message de la BCE, normal quoi.

Nouvelle alliance dans le secteur du transport aérien, suite.

La compagnie aérienne chinoise China Eastern serait sur le point de rejoindre Air France KLM dans l'alliance aérienne Skyteam, selon La Tribune. (Reuters 12.04)

Thaïlande. Sur fond de lutte des classes.

La Commission électorale thaïlandaise a accusé lundi le Parti démocrate du Premier ministre Abhisit Vejjajiva d'usage frauduleux de dons électoraux, et recommandé sa dissolution.

La Commission a précisé que le dossier devrait être examiné par la Cour constitutionnelle. Aucune date n'a été fixée dans l'immédiat.

La situation chaotique commence apparemment à indisposer le chef de l'armée, le général Anupong Paochinda. Si la crise ne *"peut pas se résoudre par des moyens politiques, alors la dissolution du Parlement semble être une mesure raisonnable"*, a déclaré le général à la presse.

"Si le peuple veut un gouvernement d'unité nationale, alors, allons de l'avant. Je veux simplement que la paix prévale. Les circonstances présentes commandent qu'une solution soit trouvée par des moyens politiques", a-t-il souligné.

La commission électorale avait été saisie d'une plainte des "Chemises rouges" accusant le Parti démocrate d'avoir reçu plus de 258 millions de bahts (5,8 millions d'euros) de dons d'une société privée sans les déclarer, comme l'exige la loi, et d'avoir utilisé cette somme pour une campagne électorale. Le parti était également accusé d'avoir fait un usage frauduleux de 29 millions de bahts (587.000 euros) provenant d'un fonds politique.

Les "Chemises rouges" sont pour la plupart des ouvriers et paysans partisans de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, renversé en 2006 après six ans à la tête du pays. Il a depuis été condamné pour corruption et abus de pouvoir et vit en exil à l'étranger mais encourage régulièrement ses fidèles par des messages. (AP 21.04)

"La flambée de violence, analyse, pour sa part, à Bangkok, Jacques Ivanoff, de l'Institut de recherche pour l'Asie du Sud-Est contemporaine, fait découvrir brutalement à la Thaïlande l'affrontement des classes sociales que le pays tente de masquer depuis vingt-cinq ans. Porteur initialement d'une revendication rurale face à l'élite urbaine, le mouvement des chemises rouges illustre la naissance d'une véritable conscience politique qui dépasse la défense du seul Thaksin. (Le Monde 12.04)

Le 14 avril

Ni le temps ni vraiment envie de causer.

Je me sens un peu loin pour intervenir sur la question des retraites, je constate seulement que tous les partis capitulent, j'ai même la fâcheuse impression de leur avoir emboîté le pas en disant touchez pas à nos retraites, alors que la situation des retraites telle qu'elle existe aujourd'hui est déjà inacceptable.

60 ans, c'est tard, on est déjà vieux depuis un moment, on a déjà des problèmes de santé depuis des années, on est déjà fatigué pour ne pas usé jusqu'à la corde. Travailler 40 ans ou plus dans les conditions actuelles ou passées, c'est réduire la vie à l'état d'esclavage, car à aucun moment au cours de ces 40 années on aura l'occasion de s'arrêter pour souffler ou faire autre chose, briser cette routine infernale, à

moins de se retrouver au chômage ce qui est pire encore !

60 ans pour un ouvrier, c'est une torture qu'on lui inflige quotidiennement, pour une vendeuse qui a passé des années et des années debout devant un stand ou une caissière contrainte de rester assise des heures, des semaines, des mois et finalement des années, sa vie est littéralement insupportable bien avant avoir atteint cet âge. A la souffrance physique il faut ajouter la douleur morale ou psychologique incessante, la vie est un cauchemar pour des millions et des millions de travailleurs et tout le monde s'en fout, à croire que ceux qui parlent en notre nom ont vécu autre chose, qu'ils n'appartiennent pas vraiment au même milieu que nous, en théorie nous faisons partie de la même classe sociale, mais dans les faits, au regard des discours des uns et des autres on a plutôt l'impression du contraire.

Découvrir l'existence, s'instruire pour essayer de la comprendre, s'adonner à une ou des activités que l'on a choisies, le tout jusqu'à 25 ans, puis participer à la production pour satisfaire les besoins de la population dont nous faisons partie pendant la même durée, sans forcément se cantonner au même travail ou au même secteur d'activité, puis arriver à 50 ans profiter du reste de notre vie pour faire ce qui bon nous semble, ce qui ne veut pas dire ne rien faire ou ne servir à rien, voilà un schéma, qui ne serait pas figé, qui permettrait à chacun d'avoir une vie meilleure en harmonie avec la société.

La retraite à 50 ans, travailler entre 20 et 30 ans à l'entretien et à l'évolution de la société selon nos capacités physiques et intellectuelles, nécessite évidemment de changer les fondements économiques de la société, de passer du capitalisme au socialisme pour atteindre cet objectif. Cela demande de faire preuve d'audace, d'oser prendre comme référence le socialisme et non le capitalisme que les 60 ans incarnent précisément.

Plus personne n'ose partir du socialisme, de nos aspirations, elles devraient être compatibles avec la survie du capitalisme, c'est cela aussi que signifie cette référence aux 60 ans. La négation de nos aspirations, c'est la négation du socialisme, autrement dit, il n'existe plus aucun espoir de changer la société, c'est le message que tous les partis envoient aux travailleurs, à des degrés différents on est bien d'accord, mais dans ces conditions, comment voulez-vous aller de l'avant quand on accepte que nos aspirations soient ainsi piétinées, à force de s'en remettre au mouvement spontané des masses dont le niveau de conscience politique n'a pas progressé, on se cantonne à leur état de subordination au capitalisme sans leur proposer la moindre issue pour en sortir, on s'appuie sur leur arriération politique pour la reproduire à l'infini.

Il y a consensus sur les 60 ans, c'est le point de départ des discussions avec le gouvernement et le patronat, une fatalité, il faut faire avec, on n'a pas le choix, parler d'abaisser l'âge du départ à la retraite, une idée forcément farfelue, incongrue à l'heure où le gouvernement envisage sérieusement de le repousser, avancer une mesure vraiment progressiste, vous n'y pensez pas, nous vivons dans une société en déclin, c'est comme si tout s'était arrêté un jour à ce constat et qu'il faudrait dorénavant faire avec, dès lors comment ne pas se forger la conviction que la situation ne pourra qu'empirer, comment ne pas arriver à se dire qu'il faudra d'une manière ou une autre accepter ou subir de nouveaux sacrifices, n'est-ce pas ainsi que l'on pousse les travailleurs à penser.

On nous dira qu'il y a urgence à sauver les meubles, sauf qu'en se tournant vers le passé au lieu de regarder vers l'avenir, on n'a jamais rien sauver du tout, ou alors au détriment de nos intérêts fondamentaux. C'est comme lorsque la dictature frappe à la porte, on en appelle à la démocratie qui lui a frayé le chemin pour nous sauver au lieu d'en appeler au socialisme, et c'est finalement la dictature qui l'emporte. Parmi ces aspirations fondamentales figure la liberté de mener sa vie comme on l'entend, or, il faut attendre aujourd'hui d'être des vieillards ou des grabataires pour l'envisager. C'est cet aspect là qui est insupportable dans les 60 ans, on accepte que notre vie soit pour ainsi dire terminée ou que le meilleur de nos années soit derrière nous pour déclarer : nous voilà enfin libre, libre de quoi, de panser nos plaies et nos douleurs, de crever !

J'ai 55 ans et je suis déjà diminué physiquement, j'ai vu mon père mesuisier en bâtiment finir sa vie réduit à l'état de loque humaine, autour de moi il y a des retraités Français, ils sont plus ou moins heureux de leur vie en Inde, cependant ils regrettent tous de ne pas avoir vécu cette expérience plus tôt, et il est dorénavant trop tard pour faire des plans sur la comète. Et que dire aux jeunes qui sont confrontés à une société en pleine décomposition, comment les motiver pour étudier puis aller bosser, sachant qu'ils n'auront plus par la suite l'occasion de s'arrêter jusqu'à leur vieillesse, on peut comprendre qu'ils hésitent à endosser les chaînes du travail, ils sont promis à une vie de servitude, quelle perspective, quel idéal ! On peut louer le courage, mais pas la connerie humaine.

Quand les voleurs reçoivent un chèque de l'Etat.

Le procureur de Nice, Eric de Montgolfier, a annoncé mardi soir que les noms de 8.231 Français figuraient sur la liste des fichiers volés à la filiale suisse de la banque HSBC, et que les capitaux détournés du fisc représentaient 6 milliards d'euros.

La meilleure, les fraudeurs paieront 700 millions de pénalités en 2010 qui seront remboursés à ceux dont l'impôt dépasserait 50 % des revenus. (source : JDF 13.04)

S'ils avaient planqué cet argent en Suisse, c'était de toute évidence pour ne pas les déclarer au fisc et ainsi ne pas payer d'impôts sur cette somme, les voilà rassurés, le gouvernement des banquiers va leur adresser un chèque, elle n'est pas belle la vie !

L'état psychotique alarmant des dirigeants du vieux monde. Et qui détient la palme, devinez ?

1- Le président américain Barack Obama a estimé mardi que le "*risque d'une attaque nucléaire*" avait "*augmenté*", dans un discours prononcé au second et dernier jour de la Conférence sur la sécurité nucléaire à Washington.

Sarkozy a proposé qu'un Etat qui "*livre à une organisation terroriste du matériel nucléaire ou de la compétence en matière nucléaire*", puisse "*être poursuivi et condamné par un tribunal international sous l'égide de l'ONU*". Cette question devra être résolue d'ici 2012, a-t-il précisé, soulignant qu'il existe un "*vide juridique en la matière*". (AP 13.04)

2- Nicolas Sarkozy a souhaité mardi que le Conseil de sécurité des Nations unies adopte de nouvelles sanctions contre l'Iran dès "*avril*" ou "*mai*", "*pas plus tard*", pour pousser Téhéran à suspendre ses activités nucléaires potentiellement militaires.

La France et les Etats-Unis sont "*absolument sur la même ligne*", a rappelé M. Sarkozy, estimant que "*la minute de vérité approche*" et d'ajouter "*Il y a vraiment une prise de conscience générale que cela ne peut plus durer longtemps*." (AP 13.04)

La Conférence sur la sécurité nucléaire à Washington n'était-elle pas un nouveau pas ou un prétexte pour jauger la détermination et la solidarité des chefs d'Etat des pays les plus puissants en prévision de nouvelles mesures contre l'Iran, voir une guerre ?

Allemagne.

Le syndicat des contrôleurs aériens allemands (GdF) a décidé mardi d'appeler à la grève pour la semaine prochaine, à la suite de l'échec de négociations sur les conditions de travail.

GdF dit représenter environ 3.200 employés de la Sécurité de la navigation aérienne allemande (DFS), société publique. (AP 13.04)

Le 15 avril

Message à P. J'ai bien reçu le journal, porte-toi bien et garde le moral ! Mageswary a enfin l'électricité et la fuite d'eau est réparée, par contre elle n'a toujours ni le gaz ni le téléphone, et quel bonheur : elle a des toilettes, lire plus loin l'info en bref sur l'Inde. Le moral est remonté.

En guise de causerie, un article sur les retraites.

Sur la question des retraites.

Quelle est la position des représentants des capitalistes, le gouvernement et le Medef sur la question des retraites ?

Ils disent : nous, nous ne sommes pas d'accord pour payer, cela remettrait en cause la compétitivité des entreprises, cela ferait fuir les capitaux, etc.

Que répondent en coeur tous les partis dits de « gauche » ?

Si, si, vous pouvez payer, mais vous ne voulez pas, les plus virulents en apparence ajoutent qu'il faut se mobiliser pour obliger ces horribles capitalistes à passer à la caisse.

Question : s'ils finissent par payer, cela ne voudrait-il pas dire qu'en régime capitaliste tout est possible, qu'il suffit d'insister et de se mobiliser pour que finalement nos revendications soient satisfaites, dès lors à quoi bon combattre pour renverser le régime, pour le socialisme, s'il suffit de poursuivre dans la même voie pour obtenir tout ce qu'on veut, le capitalisme réalise le socialisme, elle n'est pas belle la vie ?

On peut continuer ainsi longtemps à poser des revendications qui sont compatibles avec le capitalisme et s'asseoir sur le socialisme en fait, car ce qu'ils sont obligés de nous donner d'une main ils nous le reprendront de l'autre ou le récupéreront autrement, en augmentant l'exploitation par le biais d'exonérations de cotisations sociales par exemple que nous finissons par payer sous forme d'impôts.

La question n'est-elle pas : si les capitalistes refusent de payer, il faut les exproprier et se réapproprier le fruit de notre travail, pour qu'il profite à l'ensemble de la société et non pas à une infime minorité de nantis.

En admettant l'hypothèse que le gouvernement accepterait les pistes de financement proposées par les uns ou les autres et que les régimes des retraites demeurent en l'état, tout le monde se déclarerait satisfait ou presque, la restriction portant sur les coups portés aux régimes de retraites depuis 1993, comme si la situation antérieure était satisfaisante, comme si consacrer la totalité de sa vie à engraisser des patrons

était finalement normal, légitime, la seule conception de la société qui serait viable, envisageable, pertinente, autant dire : vive le capitalisme !

Si maintenant on part de l'hypothèse que la vie mériterait d'être vécue autrement et que nous aspirons à davantage de liberté bien avant de se retrouver vieillard ou grabataire, on rejettera ces propositions qui nous enchaînent au capitalisme et légitiment l'esclavage salarial pour l'éternité.

Deux hypothèses inconciliables, la première se situe sur le terrain de la collaboration de classes et s'inscrit dans la perspective de la préservation du système capitaliste, la seconde se situe sur le terrain du combat pour la rupture avec le capitalisme dans la perspective du socialisme.

La question pour les militants est de savoir si notre combat se résume ou doit se réduire au syndicalisme, et encore, un syndicalisme édulcoré qui n'est même pas orienté dans la perspective de l'abolition du capitalisme, à proposer des revendications raisonnables, compatibles avec l'existence du capitalisme, ou au contraire notre combat doit partir des aspirations et besoins du prolétariat et s'inscrire dans la perspective du socialisme.

D'après vous, pourquoi le PS, le Front de gauche, les Verts réclament-ils de nouveaux financements pour équilibrer les comptes des caisses de retraites ? Pour ne pas avoir à poser la question déterminante de la viabilité ou non du système capitaliste, sachant qu'ils sont tous partisans de sa survie. Surtout il ne faut pas qu'on en arrive à se poser cette question, pas touche au système capitaliste ! Question : peut-on être sur la même longueur d'onde qu'eux ? Si l'on répond oui à cette question, il faut alors s'en poser une autre : quel genre de militant sommes-nous en vérité ?

Il existe une solution immédiate pour garantir la pérennité du financement des retraites.

Il y a environ 4,5 millions de chômeurs en France, mettons à la retraite le nombre équivalent de travailleurs qui ont plus de 50 ans.

Conséquences : en prime nous aurons résolu le problème du chômage qui frappe durement les jeunes.

Objection : les 4,5 millions de retraités supplémentaires vont peser sur les caisses de retraites, les cotisations des 4,5 millions de chômeurs qui les ont remplacés ne suffiront pas pour financer leurs retraites.

Réponse. Certes, mais ces 4,5 millions de travailleurs qui étaient au chômage disposaient de revenus réduits, donc ils consommaient moins qu'un travailleur percevant un salaire complet, en travaillant, ils ne vont peut-être pas produire plus de richesses que leurs aînés partis à la retraite, mais ils vont consommer davantage, je veux dire par là qu'ils vont pouvoir satisfaire des besoins qui ne l'étaient pas jusqu'à présent, il ne s'agit évidemment pas de consommer pour le plaisir de consommer ce qui serait absurde, tandis que nos retraités continueront de consommer comme avant s'ils perçoivent une retraite décente, du coup c'est l'ensemble de l'économie qui sera en mesure de financer les retraites. Il ne s'agit là que d'un aspect de la situation, allons plus loin.

Objection : ce scénario est intéressant, mais vous ne pouvez pas l'imposer à l'Etat et aux capitalistes, il est indéfendable dans l'état actuel des choses.

Réponse. Quelle perspicacité, quelle lucidité ! Et alors, vous en déduisez quoi ? Qu'il faudrait y renoncer ? Y renoncer ne serait-ce pas renoncer au socialisme ? Bien entendu qu'un tel scénario est incompatible avec une Etat capitaliste, avec l'existence du capitalisme, c'est cela qui vous effraie, c'est cela qui vous conduit à mettre votre programme dans votre poche, dans ce cas-là on en revient à la question que j'ai posée plus haut : mais vous êtes quel genre de militant au juste, pour quelle cause combattez-vous, sur quoi reposent vos convictions, quel est vraiment votre idéal ?

Il existe une réponse à l'objection précédente : finissons-en avec cet Etat forgé par et pour les classes dominantes, prenons le pouvoir, exproprions les capitalistes ou actionnaires des grandes entreprises et ce scénario pourra être mis en oeuvre, nous mettrons la main mise sur les centaines de milliards de profits générés par ces entreprises, gageons qu'il fera l'unanimité chez nos aînés et nos jeunes, aspireraient-ils à autres choses ?

Page 8 du n°93 d'Informations ouvrières, deux extraits qui méritent réflexion.

1- *"la campagne contre le consensus, « Ne touchez pas à nos retraites ! », pour le mandat "*

De quel mandat s'agit-il ? Serait-ce le mandat dont seraient porteurs des partis qui soutiennent le régime ? N'est-ce pas tenter de légitimer ces partis, le PS et ses satellites inféodés au capitalisme ?

2- *"Ce qu'il faut, pour défendre les retraites, c'est restituer à la Sécurité sociale les milliards d'exonérations de cotisations patronales, interdire les licenciements, embaucher les jeunes et augmenter les salaires !"*

Nous voilà bien avancés ! Sans chasser Sarkozy, sans en finir avec les institutions de la Ve République, sans prendre le pouvoir, sans exproprier les capitalistes ? Le POI est-il un syndicat ou un parti ? On voit clairement ici que le combat du POI s'inscrit dans le cadre de la première hypothèse qui a été émise plus haut.

Je rajoute quelques mots.

Payer ou ne pas payer, est-ce vraiment la question déterminante ?

Les patrons disent qu'ils ne peuvent pas payer, partis et syndicats répondent qu'ils peuvent payer. Payer ou ne pas payer, si ce combat se réduit à cela, il est perdu d'avance, les travailleurs savent plus ou moins qu'on leur ment, que le gouvernement leur ment, mais ils savent aussi que les syndicats et les partis leur mentent aussi, sinon ils ne se seraient pas abstenus si massivement lors des dernières élections et ils seraient peut-être plus nombreux à adhérer aux syndicats et aux partis ouvriers, non ?

A ce jeu-là, il paraît évident que c'est celui qui parlera le plus fort qui l'emportera, et les opposants plus ou moins acharnés à cette nouvelle contre-réforme des retraites risquent de ne pas être entendus, s'ils ne seront pas quasiment censurés ou boycottés par les médias. Au jeu de parole contre parole, c'est celui qui détient les moyens d'informations et développe en continu sa propagande qui a le plus de chance d'influencer la population, j'espère me tromper.

Les patrons peuvent payer, doivent payer, très bien, s'ils ne veulent pas, qu'est-ce que vous faites, vous proposer quoi au juste, de continuer à leur réclamer et ainsi de suite ?

Il y a quelque chose qu'on ne comprend pas et que nous voudrions que vous nous expliquiez. Cela vous coûterait quoi d'avancer la nécessité de les chasser du pouvoir, nous, vous y perdriez quoi au juste au cas où la contre-réforme de Sarkozy passerait ou non ? Pourquoi voulez-vous absolument régler la question des retraites (qui est déjà très imparfaite dans l'état) dans le cadre du régime ? Parce que les masses ne seraient pas prêtes à le remettre en cause ? Faudrait-il attendre cette échéance pour leur proposer une issue politique au capitalisme ?

Mieux encore, en admettant qu'ils paient, non seulement on pourra dire merci patrons, mais qui paiera finalement l'addition, les capitalistes ne s'arrangeront-ils pas pour récupérer de la main gauche ce qu'ils auront été obligés de céder de la main droite, ne reviendront-ils pas à la charge en s'y prenant autrement pour aboutir cette fois à leurs fins, ne s'y sont-ils pas pris ainsi pour liquider les entreprises publiques, pour réduire en lambeau le Code du travail, la protection sociale, etc. ? Prenons un exemple concret. Le CPE a été retiré, bien, qu'est-ce qu'en a à faire le patronat qui dispose de plus de 20 contrats de travail précaires à sa disposition, plus les stagiaires et les apprentis qu'ils rémunèrent avec un lance-pierres ?

A force de réduire dans les faits votre programme à une peau de chagrin au nom du « front unique », ne prenez-vous pas le risque de vous renier, de vous écarter de votre objectif ou de l'abandonner si ce n'est pas déjà fait ?

● L'article au format pdf

Encore un mot à rajouter.

Dans le IO n° 93, à la page 2, on trouve aussi ce passage : "*Pour Pierre Laurent, dirigeant du PCF, « le débat sur les retraites est un choix de société majeur » (L'Humanité, 12 avril).*"

Ne fallait-il pas saisir la balle au bond et ajouter : effectivement les retraites posent la question du "*choix de société*" dans laquelle nous voulons vivre : en régime capitaliste et voir tous nos droits foutre le camp les uns après les autres ou tourner la page du capitalisme et avancer dans la voie du socialisme pour satisfaire nos aspirations ou besoins légitimes ? On ne peut pas penser à tout !

Quelques infos en bref.

Un de moins.

Lech Kaczynski, féroce anticommuniste, réactionnaire viscéral, opposé à l'avortement par exemple, "qualités" partagées par son frère jumeau, le voilà encensé par les dirigeants du vieux monde.

J'ai lu dans un article qu'il aurait pu influencer le commandant de bord de l'avion dans lequel il se trouvait provoquant ainsi l'accident et la mort des 94 passagers qui se trouvaient à bord de l'appareil. Une version plausible que les médias se sont empressés d'enterrer pour célébrer en coeur la gloire de cet anticommuniste primaire.

Népotisme, suite.

Un proche de la famille de Carla Sarkozy parachuté à la Cité de l'immigration.

Selon Libération.fr, des salariés de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI), à Paris, grognent suite à la nomination de Luc Gruson comme directeur de cet établissement public.

Pourquoi? Car ils ont appris sa nomination par mail jeudi dernier, avant que l'ancienne directrice du musée, soit débarquée dès le lendemain.

Cette "*nomination éclair*" est d'autant plus contestée en raison de la proximité du nouveau directeur avec la famille de Carla Sarkozy, qui est la belle famille du chef de l'Etat.

Luc Gruson ne nie pas cette proximité: "*Mon épouse est proche des Bruni-Tedeschi*", rapporte Libération.fr.

Mais ce dernier ne débarque pas de nulle part puisqu'il a dirigé la mission de préfiguration de la Cité, souligne le site du quotidien.

Selon Le Monde, son arrivée a été imposée par l'Elysée. (Lepost 13.04)

Inde.

Selon une étude publiée mercredi effectuée par le Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé de l'université des Nations unies, on dénombre 545 millions de détenteurs d'un portable en Inde, alors qu'ils n'étaient qu'une poignée il y a encore dix ans.

En revanche, seuls 366 millions d'Indiens, soit 31% de la population, disposent d'un semblant de toilettes, c'est-à-dire d'un lieu d'aisance pourvu au minimum de cloisons et d'une aération limitant les odeurs et les mouches. (Reuters 14.04)

Tu as l'impression de monter dans l'échelle sociale en arborant ton portable, ce n'est pas forcément utile, mais bon, alors que les chiottes, c'est une option, et puis attends, il faut les entretenir, j'en sais quelque chose, le terrain derrière chez moi sert à la fois de décharge et de toilettes, heureusement que le vent ne souffre pratiquement jamais d'ouest en est vers la maison, quand cela arrive, c'est signe qu'il va pleuvoir, c'est mon côté paysan acquis sur le tard qui se manifeste ainsi, le reste du temps je serais plutôt pêcheur à regarder le ciel au-dessus de la mer !

Le 16 avril

Un tel parti a-t-il un avenir ?

"*On s'est auto-intoxiqués en disant qu'on était les seuls à gauche à résister à Sarkozy et on a oublié de faire de la politique*", reconnaît Pierre-François Grond, numéro deux du parti.

"*Le NPA a cru pouvoir se substituer aux syndicats et pensé qu'il allait tout écraser sur son passage. C'était une illusion totale*", remarque Léonce Aguirre, membre de l'exécutif.

La direction nie toute hémorragie mais reconnaît une vingtaine de départs au Conseil politique national et admet que le parti ne comptait plus que 8 000 militants en décembre. "*On sera en dessous au prochain congrès*", concède M. Grond. Quant aux comités locaux, ils se réunissent avec un tiers de militants en moins. "*C'est un peu la redescente. On se demande si ça vaut la peine de continuer avec une organisation où seule une poignée de personnes autour de Besancenot dirige*", lâche Leila Chaibi, démissionnaire de la direction.

Pour M. Grond, le NPA peut rétrécir mais "*passera le cap de 2012*". (Le Monde 15.04)

Parce qu'on aurait pu en douter ?

On a "*oublié de faire de la politique*", rien de moins ! Que veut dire Grond par là, que le NPA est toujours incapable d'organiser des travailleurs, qu'il ne propose aucune issue politique à la crise du capitalisme ? Qui ne s'en était pas aperçu franchement ? Pourquoi refuse-t-il obstinément de mener le combat avec le POI, par crainte de la comparaison des deux partis qui ne serait pas à son avantage ?

Le NPA a été propulsé par les médias et en partie par l'UMP, depuis les médias le pilonnent ou l'abandonnent au profit de partis portés en avant par la crise du capitalisme et promis à sauver le régime avec la complicité des mêmes médias, et le soufflé retombe aussi vite qu'il avait gonflé. Pourtant ce ne se sont pas les travailleurs et jeunes qui sont prêts à en découdre avec le régime qui manquent...

Les fossoyeurs de nos droits et du syndicalisme, plus qu'un "symbole", une réalité.

Des arrêts de travail ont été observés dans quatre des six raffineries de Total en France, au moment où se tenait une table ronde à Paris sur l'avenir du raffinage dans le pays.

"Il s'agit de montrer de façon symbolique que les raffineries sont solidaires et inquiètes de leur devenir", a dit Franck Manchon, délégué CGT à Grandpuits (Seine-et-Marne). Rien à foutre des ouvriers de Dunkerque, quoi !

La raffinerie de Dunkerque, à l'arrêt depuis mi-septembre était également en grève jeudi. Une demande en référé pour délit d'entrave aux instances représentatives du personnel et pour arrêt illégal de la production dans cette raffinerie a été déposée mi-mars par le comité central d'entreprise (CCE) de Total. Le jugement a été renvoyé au 22 avril. (Reuters 15.04)

Recyclage : c'est pas du luxe !

LVMH, le numéro un mondial du luxe avait surpris les marchés mardi, en annonçant des ventes nettement supérieures aux attentes au premier trimestre, avec une croissance organique de 13%.

"Mais on n'aura peut-être pas les taux de croissance qu'on a observé, de plus de 20% voire 30% du premier trimestre, pendant toute l'année. On peut l'espérer mais je pense qu'il faut quand même être prudent" a déclaré Bernard Arnault.

Le titre LVMH a enregistré une hausse de 70% depuis un an et a touché un plus haut depuis septembre 2000 mardi.

Bernard Arnault a également annoncé l'entrer au conseil d'administration de Bernadette Chirac qu'il a salué pour "*sa connaissance, dans ses fonctions passées, de la plupart des pays du monde et ses relations avec ces pays, au plus haut niveau*". (Reuters 15.04)

Etat sioniste, Etat voyou.

Ehud Olmert a été officiellement reconnu jeudi comme le principal suspect d'un énorme scandale immobilier à Jérusalem.

Ehud Olmert est accusé d'avoir reçu un pot-de-vin de 3,5 millions de shekels (700.000 euros) lorsqu'il était maire de la Ville sainte (1993-2003), ont précisé les médias israéliens, selon lesquels il doit être interrogé prochainement par la police.

A 64 ans, Ehud Olmert est déjà en procès, depuis septembre 2009, pour trois autres scandales. Il avait quitté le pouvoir en mars 2009 après avoir démissionné.

Mercredi, Uri Lupolianski, le successeur d'Ehud Olmert à la tête de la municipalité, avait été arrêté par la police pour son implication présumée dans une affaire de pots-de-vin versés pour la construction d'un gigantesque complexe immobilier baptisé «Holyland». Un ex-associé d'Olmert, Uri Messer, ainsi que des officiels de la mairie de Jérusalem et plusieurs hommes d'affaires, soupçonnés d'être mouillés dans le scandale, ont également été arrêtés la semaine dernière. (20minutes.fr)

Le 17 avril

Le site ne sera pas actualisé demain ni les dimanches suivants, à force de négliger mes affaires, je me retrouve face à des problèmes que j'aurais pu éviter.

Vous avez lu l'article sur les conditions de retraites des députés et des sénateurs, avez-vous remarqué qu'aucun parti ne les a dénoncées ? Cela ne vous choque pas, vous trouvez cela normal, alors quitter ce site immédiatement, vous perdez votre temps. Quel parti ou quelle tendance politique a osé en parler ? Quelle différence y a-t-il entre l'omerta ou loi du silence et un consensus dont personne ne parle ? Le silence est d'or, il peut rapporter gros parfois, on a parfaitement compris que tous les élus qui siègent à l'Assemblée nationale ou au Sénat sont corrompus et inféodés à la Ve République.

On a compris aussi pourquoi les Jospin, Cambadélis, Weber, Dray et consorts ont rejoint le PS, c'est plus gratifiant, comment dire, plus rémunérateur.

Dites-moi, tous ces partis institutionnels qui bouffent à la gamelle de la Ve République depuis qu'ils existent, croyez-vous franchement qu'un jour il leur prendra l'envie de la remettre en cause ? Je pose cette question, parce que c'est ce qu'on veut nous faire croire à coup de front unique en direction de ces partis pourris, notez bien que depuis plus de 60 ans on nous sert le même refrain : gouvernement PS-PCF, dirigeants prenez vos responsabilités, ils ne font que cela, ils soutiennent avec acharnement le régime, c'est le seul mandat qui a de la valeur

à leurs yeux, on devrait dire pour alimenter leurs comptes en banque et assurer leurs vieux jours, car la racaille est résistante !

On nous rebat les oreilles avec les régimes spéciaux de certaines catégories de travailleurs qu'il faudrait défendre, pourquoi pas, le régime général devrait être aligné sur le régime de retraite le plus avantageux pour l'ensemble des travailleurs, mais parce qu'à l'opposé le gouvernement voudrait les remettre en cause on ne parle pas des régimes spéciaux de retraite des militaires, des notaires, des élus, etc. qui constituent de véritables privilèges dans la société telle qu'elle existe et hisse ces catégories sociales au rang d'institutions, pourquoi, parce que ceci explique cela, consensus ou esprit corporatiste oblige ?

Un slogan qui en cache un autre.

Pas touche à nos retraites, un mot d'ordre que tous les parlementaires adopteront les yeux fermés. Il signifie aussi : pas touche à nos privilèges, or ce sont les privilèges des classes dominantes qu'il nous faut abolir. D'une certaine manière, cela justifie de passer à un mot d'ordre progressiste du genre : retraite à 50 ou 55 ans, embauche des 5 millions de chômeurs, transformation de tous les contrats de travail précaires en contrats à durée indéterminée, Smic (et retraites minimum) à 1.500 euros nettes, 25 à 30 annuités de cotisations sociales, nous travaillons pour vivre, nous ne vivons pas pour travailler, à moins de justifier l'esclavage.

N'est-ce pas ce à quoi aspire la majorité de la population, pouvoir s'épanouir, davantage de bien-être, vivre en harmonie et en paix ?

Question : pour mettre en oeuvre cette politique révolutionnaire, faut-il oui ou non en finir avec les institutions de la Ve République ?

Autre chose. Réaction au dernier numéro de Débat révolutionnaire (NPA).

Avez-vous pris le temps de réfléchir avant d'écrire ce paragraphe ?

"Sans surprise, le rendez-vous de « concertation » du 12 avril a été un jeu de dupes, où les directions syndicales, piégées par la politique du dialogue social, ont été roulées dans la farine. Alors qu'elles réclamaient un « vrai débat » au gouvernement depuis le 23 mars, sans appeler à une suite de la lutte avant le 1er mai et sans avancer de revendications claires, Woerth est passé, lui, à l'offensive en déclarant : « On en parle depuis des années, il faut surtout passer à l'action »."

1- Comment cela les directions syndicales seraient "piégées" ? Ne savaient-elles pas à l'avance de quoi il retournait, ignoraient-elles les intentions du gouvernement ?

2- "*Alors qu'elles réclamaient un « vrai débat »*", vous pouvez prendre la précaution de mettre des guillemets, cela suggère quand même qu'un vrai débat était possible avec le gouvernement.

Et vous réservez le couvert plus loin :

"Toute la politique du gouvernement pour imposer sa contre-réforme des retraites repose sur ce piège de la concertation et du dialogue social."

On tombe dans un piège quand on n'en a pas connaissance, mais à partir du moment où l'on sait à quoi s'en tenir, ce n'est plus un piège, et si l'on tombe dedans, c'est soit qu'on le veut bien, soit qu'on est un crétin !

Et vous en rajoutez une louche :

"Mais cette « concertation » sert aussi au gouvernement pour plier les syndicats..."

Vous insinuez ici implicitement que les syndicats ne seraient pas de mèche avec le gouvernement, qu'ils seraient victimes d'une manoeuvre déloyale, donc au bout du compte s'ils trahissent ce ne sera pas vraiment de leur faute, ils auront "plié" ou succombé les malheureux à la pression insoutenable que leur aura imposée le gouvernement, qui n'aurait pas la même attitude à leur place...

Pour finir par une banalité affligeante :

"Voilà en quoi le piège du dialogue social sert aux classes possédantes à faire de la politique, à tenter de soumettre l'opinion."

Pardi !

Vous voulez "contrôler les fonds publics" :

"S'en prendre aux racines du mal de la crise des déficits, tout comme à la véritable cause des « trous » des caisses de retraite ou de sécurité

sociale, impose de mettre fin à la main mise des rentiers et des spéculateurs sur l'ensemble du système financier, sur les fonds publics, sur l'État lui-même.

Cela passe nécessairement par l'expropriation des grands actionnaires des banques et autres institutions financières, leur nationalisation et leur placement, ainsi que les fonds publics, sous le contrôle démocratique de la population."

Qui pensez-vous pouvoir exproprier sans abolir auparavant les institutions de la Ve République, le pouvoir politique en place au service des intérêts des classes dominantes ? Réponse : personne ! L'analyse est correcte, la conclusion erronée. Je ne veux pas être méchant, mais que signifie "le contrôle démocratique de la population" sans poser au préalable la question du pouvoir, en escamotant la Ve République, sans nous dire que ce "*contrôle démocratique*" ne pourra voir le jour qu'une fois abattues les institutions, qu'il faut commencer par là au lieu de mettre la charrue avant les boeufs. Le "*contrôle démocratique de la population*" sans révolution, c'est la démocratie participative de Ségolène Royal, c'est l'autogestion des gauchistes... du capitalisme !

Pourquoi ne jamais lier nos revendications sociales à un objectif politique ? Les bolcheviks reliaient dans leur propagande la question de la paix, du pain et de la liberté à celle de la nécessité d'abattre le régime du despote Nicolas II, non ? Chasser le tsar n'était-il pas la priorité pour pouvoir satisfaire ces revendications ? Vous voulez élever le niveau de conscience politique des travailleurs oui ou non ? Sans formuler de mots d'ordre politique ? Sans proposer la moindre issue politique ? Sans leur indiquer l'objectif politique à atteindre ?

Quelques infos en bref.

Pour qui roule le site Rue89 ? Pour celui qui le subventionne : le gouvernement.

Voici ce qu'on pouvait lire hier sur ce site à propos du rapport du COR : "*Comme le dernier rapport sur les retraites, celui de 1995 était critiqué. On s'aperçoit aujourd'hui qu'il était dans le vrai.*"

Sarkozy : dehors !

Sarkozy, ça suffit. Près de deux Français sur trois (65%) ne souhaitent pas que Nicolas Sarkozy soit à nouveau candidat à l'élection présidentielle en 2012. pas d'illusions, cependant, puisqu'ils sont 82% à penser qu'il le sera quand même, selon un sondage BVA pour La Matinale de Canal + de ce vendredi.

Ils pourraient bien voir juste, puisque BVA rappelle que «*tous les présidents de la 5e République se sont présentés pour un second mandat*». (20minutes.fr 16.04)

Les personnes interrogées pensent qu'il se représentera parce qu'ils ont appris à le connaître, très rapidement il faut noter. Ils savent qu'il est imbu de sa personne au point de refuser de reconnaître l'évidence, c'est-à-dire qu'il est détesté par l'immense majorité de la population.

Après les cocus du Grenelle de l'environnement, les cocus des régionales.

Le groupe Front de gauche et alternatifs a protesté vendredi contre l'élection de l'ancien secrétaire d'Etat Roger Karoutchi (UMP) à la présidence de la commission des Finances du conseil régional Ile-de-France que préside le socialiste Jean-Paul Huchon.

Le groupe Front de gauche dans un communiqué signale qu'au sein de la commission des Finances, seuls les deux élus issus de partis membres du Front de gauche ont "*refusé de glisser un bulletin de droite dans l'urne*". (AP 16.04)

Un décret qu'ils n'osent même pas publier !

Le Conseil d'Etat, la plus haute juridiction administrative en France, a annoncé vendredi le rejet de la requête déposée par des associations et syndicats contre le décret portant création du fichier CRISTINA, destiné à la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI).

Le Conseil d'Etat a également rejeté la requête contre "*un second décret dispensant la premier de publication*".

Le Premier ministre François Fillon, explique la haute instance dans un communiqué, a créé par décret "*un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé 'CRISTINA', destiné à faciliter l'exercice de ses missions par la direction centrale du renseignement intérieur. Par un second décret du 27 juin 2008, il a décidé, en application de l'article 26 de la loi dite "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, de dispenser de publication le décret portant création de ce fichier*".

Les associations requérantes soutenaient que les décrets étaient "*entachés de différentes irrégularités de forme et de procédure*", selon le Conseil d'Etat qui "*écarte ces critiques*" et "*valide donc les décrets sur le terrain de leur régularité*".

Sur le fond, le Conseil d'Etat rappelle que *"la faculté de dispenser de publication ce décret est prévue par la loi"*. La haute instance, *"après avoir examiné le décret portant création du fichier 'CRISTINA', juge, d'une part, que ce traitement constitue bien un fichier intéressant la sûreté de l'Etat et que les données qu'il contient sont pertinentes au regard des finalités poursuivies, notamment la lutte contre l'espionnage et le terrorisme"*.

Il en déduit que le Premier ministre *"pouvait, sans méconnaître l'article 26 de la loi du 6 janvier 1978, faire usage de la dispense de publication prévue par ces dispositions"*. (AP 16.04)

Le racket des mutuelles : expropriation !

La baisse de 35% à 15% du taux de remboursement d'environ 150 médicaments, prévue dans le budget 2010 de la Sécurité sociale, est entrée en vigueur vendredi, avec la publication au Journal officiel de la liste des produits concernés.

Ils ont en commun d'avoir un «service médical rendu» jugé faible ou insuffisant par la Haute Autorité de Santé.

La Mutualité française, qui fédère la quasi-totalité des mutuelles santé, a vivement critiqué le nouveau taux de 15%, estimant qu'il était incohérent de continuer à rembourser, même faiblement, des médicaments jugés inefficaces. Elle a appelé ses membres à ne pas compléter pour leurs adhérents les remboursements de l'assurance maladie pour les médicaments concernés. (AFP et Libération.fr 16.04)

Etats-Unis.

Bank of America a annoncé vendredi avoir gagné 2,83 milliards de dollars au premier trimestre. (AP 16.04)

Russie.

Le nombre de milliardaires est passé de 32 en 2009 à 62 en 2010, indique le journal russe Finans, la version russe du magazine américain Forbes.

Les citoyens les plus riches de Russie ont édifié leurs fortunes lors de l'époque trouble qui a suivi la chute de l'URSS en 1991 en tirant parti des privatisations de fleurons du pays. (Libération.fr 16.04)

Brésil.

Un juge de Brasilia a autorisé vendredi l'ouverture d'un appel d'offres pour la construction d'un barrage géant dans la forêt amazonienne, malgré l'opposition des Indiens.

Les Indiens et les écologistes dénoncent une catastrophe pour l'environnement et les 40.000 habitants dont l'habitat disparaîtrait sous les eaux. Ils affirment aussi qu'une grande partie de l'électricité produite ira aux grandes mines, au lieu de bénéficier à la majorité des Brésiliens.

Le barrage de Belo Monte, d'un coût estimé à 11 milliards de dollars (8,1 milliards d'euros), serait le troisième plus grand ouvrage du genre dans le monde. Construit sur le Xingu, un affluent de l'Amazone, dans le nord, il devrait couvrir 6% des besoins énergétiques du Brésil d'ici 2014. (AP 16.04)

Thaïlande.

Le Premier ministre thaïlandais a chargé vendredi l'armée de rétablir l'ordre dans le pays, en proie depuis plusieurs semaines à d'importantes manifestations de l'opposition. (AP 16.04)

Le 18 avril

Finalement j'ai actualisé partiellement le site ce matin, les différentes rubriques seront actualisées demain matin.

Que les camarades de la tendance Claire du NPA ne s'étonnent pas du format adopté pour mettre en ligne leur dernier bulletin dont le volume 3,8 MO nécessitait une durée de téléchargement plutôt dissuasive, plus de 35 minutes en ce qui me concerne. Je n'ai rien modifié à leur document, j'ai sauvegardé la version word au format html que j'ai ensuite enregistré au format pdf, on est ainsi passé de 3,8 MO à 0,64 MO (646 Ko) divisant par 5 la durée du téléchargement.

Je ne sais pas chez vous, mais ici la ligne est très lente, cela dépend des moments aussi, et je paie chaque minute de connection, je vais

demander aux camarades de Claire de me rembourser, je déconne bien sûr, le téléchargement de leur document m'a coûté l'équivalent d'une plaquette de beurre de 250 gr, cela vous fait marrer, moi pas, car lorsque je dis que j'ai tout juste de quoi survivre, je ne raconte pas de conneries, cela veut dire que je compte tout, je ne suis pas pingre ou avare mais je suis encore assez responsable pour faire attention à chaque dépense, sinon c'est la fuite en avant et la ruine, regardez où en est le capitalisme !

On est dimanche, une chaleur à crever, il est 9h du matin et ils viennent juste de couper le courant, comme tous les jours jusqu'au milieu ou la fin de l'après-midi depuis deux semaines, c'est l'été ici, on reste de bonne humeur et on essaie de se détendre. Je ne mets pas en marche le ventilateur pour économiser la batterie et continuer à bosser.

Je trouve formidable les contributions de tous ces groupes ou tendances de militants, quel boulot et quelle détermination, j'en pense autant des camarades du POI, dommage qu'on n'arrive pas à se mettre d'accord, sur quoi au fait puisque chacun s'ignore superbement... Même la crise du capitalisme n'a pas réussi à nous rapprocher les uns des autres, à croire que nos désaccords valent mieux que ce qui nous réunit, et de nombreux militants finissent par se lasser de cette situation qu'ils trouvent incompréhensible où guider par des intérêts qui n'ont rien à voir avec la cause que nous défendons.

Le capitalisme a tourné le dos aux économies qui leur coûtent plus qu'elles ne leur rapportent, il préfère investir en Chine qu'en France par exemple, mais paradoxalement c'est encore dans ces économies que le procès de production s'achève, qu'il écoule les marchandises produites à bas coût ailleurs, c'est l'une des contradictions à laquelle il ne peut échapper sur fond de concurrence féroce sur le marché mondial. Comme chaque fois que le capitalisme se retrouve en crise, il doit d'affronter ses contradictions pour tenter d'en atténuer les conséquences jusqu'à la prochaine crise.

La spéculation et toutes les opérations financières auxquelles se livrent les capitalistes semblent avoir pour seul objectif d'accumuler toujours davantage de capital, pas seulement, si tout nouvel investissement nécessite de mobiliser toujours plus de capitaux pour un rendement calculé en fonction de l'état du marché et son éventuel développement, il est souvent obsolète avant même que les investisseurs aient récupéré leurs capitaux et empoché les profits escomptés, on pourrait dire qu'avant même l'ouverture d'une nouvelle usine, ils ont déjà programmé sa liquidation et ainsi de suite, sans se soucier des conséquences sociales qui en découlent pour la classe ouvrière.

Nous savons que la dette des Etats des pays capitalistes les plus développés est en partie le produit des privilèges (supplémentaires) que leurs gouvernements ont accordé aux capitalistes au cours des dernières décennies avec une nette accélération depuis deux ans (plan de relance en direction de l'industrie financière), au détriment des conditions de vie et de travail de leur prolétariat, afin de leur permettre de continuer leur combat pour conserver leurs parts de marché sur le marché mondial. L'endettement abyssal des Etats est donc directement le produit de la concurrence mondiale que se livrent les capitalistes, comme celle-ci ne fait que croître avec le développement des pays dits émergents, cette dette n'est pas près de s'éteindre, et elle sert de prétexte à tous les gouvernements pour s'attaquer à l'ensemble des droits sociaux concédés ou acquis par les travailleurs au cours de la lutte des classes.

Nous savons déjà que le capitalisme s'était développé en se faisant crédit à lui-même... Aussi longtemps que la concurrence mondiale demeurait limitée à quelques pays dominants, la guerre que se livraient les capitalistes entre eux était contenue dans des limites supportables sur le plan économique, ils se partageaient le monde, ils l'exploitaient dans des conditions abominables, ils le pillaient littéralement, ce qui leur permettait de retomber sur leurs pattes pendant que chacun conservait sa place sur le marché mondial et son influence sur le plan politique, mais avec l'arrivée sur le marché de nouveaux concurrents disposant d'avantages que les vieux pays capitalistes avaient épuisés (une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci), leur guerre allait changer, non pas de nature car elle a toujours été tournée contre le prolétariat sur tous les continents, mais de direction, elle n'allait plus viser principalement le prolétariat des pays qu'ils exploitaient jusqu'à la moelle, elle allait se diriger (s'intensifier) contre leurs propres prolétariats. Le capitalisme français a désigné Sarkozy pour réaliser cette sale besogne.

Cela s'explique d'autant plus que les prolétariats des pays capitalistes dominants ne sont plus les seuls à consommer la plupart des richesses produites, à terme et à plus ou moins brève échéance maintenant, les capitalistes du CAC 40 par exemple qui réalisent déjà la moitié ou plus de leurs profits hors de France n'ont plus besoin d'écouler leurs marchandises en France, ils disposent à travers le monde d'une classe moyenne suffisamment développée qui dépasse en volume le marché français dont ils se détournent, ce qui explique que les capitalistes n'ont plus aucun intérêt à développer leur activité économique en fonction du marché français, et qu'ils sont indifférents à la décomposition ou à l'appauvrissement de ce pays, dont ils sont les principaux artisans.

Donc deux éléments à retenir qui marquent la situation présente et son développement à venir : d'une part les capitalistes réalisent une grande partie de leurs profits hors de France, d'autre part, ils ont et auront de moins en moins besoin de la population française pour écouler leurs marchandises ou services, ce qui explique qu'ils se foutent pas mal que la population s'appauvrisse.

Cela se traduit concrètement et immédiatement par la généralisation de l'exploitation effrénée sur tous les continents et dans tous les pays sans exception, tandis que les capitalistes sont lancés à la conquête des classes moyennes du monde entier, ce n'est sans doute pas pour rien qu'on entend souvent parler des inégalités croissantes entre les villes et les campagnes en Chine ou en Inde par exemple, mais on pourrait trouver d'autres éléments qui confirment cette tendance. Ce serait intéressant pour valider la démonstration que je viens de vous livrer, d'étudier l'évolution de la part qui revient à la consommation dans l'économie de chaque pays, on parle de 70% en France ou aux Etats-Unis par exemple, par rapport au PIB si je ne me trompe pas. Ce chiffre est faussé du fait qu'il ne tient pas compte de la dette intérieure, à combien tombe en réalité au jour le jour le niveau de la consommation ?

On va arrêter là pour aujourd'hui. On peut ajouter que le capitalisme mondial ne pourra pas s'en tirer pour autant, dans la mesure où dans les pays où se développe une classe moyenne, les revendications du prolétariat se font de plus en plus pressantes, les prix et les salaires augmentent, il arrivera donc un moment où l'économie de ces pays se retrouvera dans la même situation que celle des pays capitalistes dominants. A l'opposé dans les pays dominants, les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres ne cessent de croître, les gouvernements favorisent systématiquement les plus nantis au détriment du prolétariat qui s'appauvrit, ce qui va dans le sens de ma démonstration. Pourquoi la Chine ou le Brésil a décidé d'investir dans les infrastructures du pays et de favoriser la consommation interne ? Pas pour le bonheur de leurs peuples, mais parce que c'est une des recettes pour se développer et développer leur classe moyenne. (A suivre)

Bon dimanche à tous.

Le 19 avril

Ils disent clairement que vivre plus longtemps est incompatible avec la survie du régime capitaliste donc nécessite de remettre en cause notre droit à la retraite. La question qui est donc posée aux travailleurs est de savoir s'ils acceptent de sacrifier leur vie et leur retraite pour qu'une infime minorité de parasites continuent à s'enrichir sur leur dos.

S'ils répondent par la négative, il faut donc envisager d'abolir immédiatement le système économique capitaliste et de refonder la société sur de nouvelles bases économiques et sociales à partir des besoins et aspirations de la majorité de la population, d'avancer vers le socialisme, ce qui nécessite au préalable d'en finir avec le pouvoir politique en place au service du capitalisme, car l'existence des institutions de la Ve République est incompatible avec une politique économique conforme à la satisfaction des besoins des travailleurs. (lire ci-dessous la première info en bref)

La question qui est posée clairement à partir des retraites, mais aussi des salaires, de la précarité, du chômage, est celle de la rupture avec le capitalisme.

Comment peut-on avancer dans la discussion sur cette question ?

De deux choses l'une, soit les capitalistes passent à la caisse, soit il faut les exproprier pour se donner les moyens d'assurer nos retraites sans faire le moindre sacrifice supplémentaire. Traduit sur le plan politique, soit le gouvernement fait casquer les banquiers et les capitalistes, soit il refuse et dans ce cas-là il faut le chasser du pouvoir. Si le gouvernement refuse, c'est parce qu'il est au service des capitalistes, donc à l'opposé, seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait faire payer les capitalistes ou les exproprier et résoudre ainsi favorablement la question des retraites.

Hier je me suis connecté sur les sites Internet de différents partis ou groupes, je voulais voir comment ils s'y prenaient pour présenter la question des retraites aux travailleurs, avec la meilleure volonté du monde je n'ai rien trouvé d'intéressant. Ils ne se creusent pas beaucoup la cervelle ou ils sont sclérosés, une nouvelle fois face à une question qui touche tous les travailleurs ils sont totalement incapables de parler leur langage, de leur expliquer les choses simplement, du coup l'opposition au gouvernement manque de crédibilité malgré les arguments avancés par les uns et les autres.

Ce que j'ai remarqué, c'est qu'ils passaient tous à côté des choses les plus élémentaires avec leurs têtes farcies de théorie. Ce qui me choque, c'est qu'on n'explique pas aux travailleurs que l'argent dont disposent les capitalistes n'est pas tombé du ciel, que sans notre travail ils n'en auraient pas. Dès lors comment peuvent-ils prétendre à notre place l'usage qui doit en être fait ? C'est à nous et à nous seuls les producteurs de décider qu'une partie du fruit de notre travail dont ils disposent (les capitalistes) doit être consacrée à augmenter les salaires et donc financer les retraites, idem pour l'embauche des 5 millions de chômeurs... Ensuite on peut embrayer sur les arguments politiques que j'ai avancés plus haut. C'est ainsi qu'on aide les travailleurs à rompre avec le capitalisme, à desserrer l'étau de leur subordination au capitalisme pour pouvoir commencer à envisager une vie meilleure. Ne faut-il pas commencer par là ? On a là la possibilité de briser le culte du capitalisme présent dans toutes les têtes, si l'on passe à côté de cette occasion, autant dire que l'on rame dans le désert.

Si on ne part pas de cette réalité, on laisse croire aux travailleurs que finalement les capitalistes ont bien le droit de faire ce qu'ils veulent de leur argent, c'est l'argument préféré du gouvernement et du Medef, sauf que ce n'est pas leur argent, cet argent nous appartient, cet argent, c'est l'argent qu'ils nous ont extorqué, volé, légalement, avec la bénédiction des institutions de la Ve République. La question est de savoir si la légitimité est du côté de celui qui travaille et produit les richesses, la plus-value, ou du côté de celui qui se l'approprie pour en faire ce qu'il veut ensuite en la détournant de préférence des besoins sociaux de la population. Comment voulez-vous combattre classe contre classe en ne partant des rapports sociaux d'exploitation qui sont à la base de l'antagonisme entre les classes ? Par des slogans ?

La question des retraites pose donc la question des fondements économiques de la société.

On voit bien dans les différents discours et arguments avancés par les uns et les autres qu'ils s'adressent à des militants et non aux dizaines de millions de travailleurs inorganisés. C'est la caractéristique de politiques d'appareils. On nous rétorquera que les travailleurs ne posent

pas non plus la question des retraites telle que je la pose. Assurément, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il faut partir d'éléments simples et qui leur sont accessibles, pour arriver ensuite à des arguments politiques plus complexes ou élaborés. S'ils ne possèdent même pas les éléments de base pour réfléchir et se faire une opinion (je n'ose pas dire librement) sur les arguments avancés par le gouvernement et ceux qui s'y opposent, ils sont en position de faiblesse, ils vont se faire rouler encore une fois, même si quelque part ils comprennent qu'on leur demande de nouveaux sacrifices et qu'ils s'y refusent.

Ce que je veux dire, c'est qu'au-delà de leur état d'esprit que l'on connaît bien, c'est leur niveau de conscience politique qui doit progresser, conscience politique veut dire ici qu'ils aient davantage conscience que les rapports sociaux qui existent dans la société reposent sur les rapports de production, sur un antagonisme fondamentale entre les classes, que c'est parce que les différentes classes n'ont pas les mêmes intérêts qu'elles se combattent et qu'il faut s'organiser, se mobiliser pour défendre nos droits sinon nous allons nous faire broyer par la machine infernale des institutions.

L'état d'esprit de l'ouvrier dit : impossible de cotiser ou travailler plus longtemps, impossible d'augmenter les cotisations, impossible de percevoir une retraite plus faible. Leur conscience politique dit : avec la crise c'est pas facile, il va bien falloir que quelqu'un paie et comme d'habitude on sait qui va payer, toujours les mêmes, on n'y échappera pas. Leur état d'esprit s'oppose à la contre-réforme des retraites de Sarkozy, et leur niveau de conscience politique n'est pas suffisamment développé pour s'y opposer efficacement, cette faiblesse les fait douter, on leur a présenté des scénarii catastrophes, du coup ils ne savent plus quoi trop penser. Or il n'y a pas de fatalité, seule l'ignorance nous fait baisser les bras, accepter l'inacceptable, c'est donc contre cette ignorance à la base qu'il faut se battre, c'est aussi un moyen de redonner espoir aux travailleurs, qu'ils finissent par se dire que la société c'est eux qui l'ont faite et non les actionnaires ou membres de conseils d'administration qui se prélassent sur une plage de sable fin de la Caraïbe grâce au fruit de leur travail.

A la fin du XIXe siècle et au début du XXe les ouvriers engageaient des combats très dures contre les capitalistes en n'hésitant pas à remettre en cause leur légitimité (acquise frauduleusement), ils ne s'occupaient pas de savoir si oui ou non leurs revendications étaient compatibles avec la survie de leur entreprise, elles s'inscrivaient ainsi dans la perspective du socialisme. Les discussions entre ouvriers et militants étaient loin de ce qu'on peut lire aujourd'hui dans un tract, elles étaient plus directes, plus crues, plus compréhensibles pour la majorité des travailleurs sans rien renier sur le fond. C'est avec cet état d'esprit révolutionnaire que les militants du mouvement ouvrier doivent renouer et aborder la question des retraites, sinon ils seront réduits à l'impuissance ou au gauchisme ou pire encore, et le prolétariat réduit à l'état d'esclave.

Oui les capitalistes on va les faire cracher au bassinet, ils n'auront pas notre peau, on ne se laissera pas faire, c'est nous qui allons les réduire en esclavage, on va les faire bosser pour leur apprendre ce qu'est la vie, ils ne veulent pas qu'on se serve, on va tout leur prendre, on va les chasser, ils auront eu ce qu'ils méritaient car cela fait trop longtemps qu'ils nous pourrissent la vie...

La question des retraites pose aussi la question : de quel droit les représentants des capitalistes décident-ils à notre place ? Quels droits avons-nous finalement dans cette société ? Aucun, il faut donc remédier à cette situation et prendre notre destin entre notre main...

Organisons-nous, organisons la classe, aidons-la à élever son niveau de conscience politique et nous aurons fait un pas en avant vers notre objectif, nous serons vraiment utiles à notre classe. Personnellement, je soutiens les initiatives du POI et j'appelle tous les militants à rejoindre les comités qu'ils ont commencé à constituer dans tout le pays. Je ne peux pas soutenir les collectifs mis en place à l'initiative des signataires de l'appel de la fondation Copernic et Attac parce que leurs participants pratiquent un double langage et ne se proposent pas de mobiliser l'ensemble du prolétariat contre le gouvernement.

Un dernier mot.

Très vite ils viennent encore de couper le courant. Je rédigerai demain ou dans quelques jours la suite de la causerie d'hier sur l'économie. On s'intéressera au volet de la consommation. De quoi se compose-t-elle ? On consomme des marchandises qui viennent d'où ? On produit quoi en France ? En gros, en dehors de l'immobilier et de la voiture qui absorbent une grande partie du budget des ménages, qui font l'objet de crédits, du TGV, d'Airbus et quelques bricoles, ce qui est produit et consommé en France est du domaine de l'alimentaire, et encore, tout le reste est produit ailleurs et une bonne partie de la production est destinée à l'exportation, pratiquement plus aucun bien d'équipement n'est produit en France (TV, réfrigérateur, ordinateur, électroménager, etc)... Ceci pour dire que la consommation peut se maintenir à un niveau élevé sans que cela se répercute sur l'économie du pays, sur le taux de chômage, etc. Par contre l'Etat engrange la TVA !

Bonne semaine et bon courage à tous.

Par la grâce du pouvoir politique.

Depuis 2007, les entreprises ne payent plus d'impôt sur les plus-values lorsqu'elles vendent leurs filiales. Résultat : depuis que les plus-values sont exonérées, le nombre de holdings croît en France (1 112 en 2007, 1 276 en 2009). Dans l'OCDE, 21 pays sur 29 pratiquent l'exonération des plus-values

Cette exonération - aussi appelée « niche Copé » du nom du ministre du Budget de l'époque - a généré un manque à gagner pour l'État de 3,4 milliards en 2007, 12,5 milliards en 2008 et 6,1 milliards en 2009, selon les chiffres de Bercy. Et c'est uniquement la crise qui a fait baisser la note l'an passé, les entreprises ne voulant pas céder à perte des participations.

De fait, comme l'a révélé le magazine Marianne, Danone a pu économiser en 2008 500 millions d'impôt sur les sociétés (IS) sur la cession de Danone Biscuit réalisée en 2007 (l'IS étant payé avec un an de décalage). Pour Suez, à l'époque pas encore marié à GDF, la ristourne a été de 800 millions. Autres grands bénéficiaires : les fonds de LBO (leveraged management buy out), qui achètent des sociétés pour les revendre quelques années après.

Le coût lui-même de la niche est surévalué, car par convention méthodologique, il se calcule en faisant comme si les plus-values avaient été imposées à 33,3 %, taux normal de l'IS. Or, elles ne l'étaient qu'à 19 %. La perte occasionnée par l'exonération tourne plutôt autour de 12 milliards sur trois ans. (Lefigaro.fr 18.04)

Retraites.

1- Du côté du parti officiel du capital.

Interview de X. Bertrand à 20minutes.fr.

"Puisqu'on vit beaucoup plus longtemps, il faut accepter de travailler un peu plus longtemps...". "Oui, les Français ont pris conscience que l'allongement de la durée de vie l'exige."

"Le principal problème est le coût du travail d'un senior, beaucoup plus lourd que celui d'un junior."

"J'aimerais que le parti socialiste parle d'une même voix. François Hollande et Manuel Valls pensent qu'il faut travailler plus longtemps. Mais pas Vincent Peillon. Quant à Martine Aubry, on ne sait plus ce qu'elle pense..." (20minutes.fr 18.04)

Bertrand est aussi un adepte du syllogisme : 1- *"Puisqu'on vit beaucoup plus longtemps"*, 2- et *"que les Français ont pris conscience que l'allongement de la durée"* posait un problème pour assurer la pérennité du système de retraite par répartition, 3- *"il faut accepter de travailler un peu plus longtemps..."* pour résoudre ce problème afin que chacun puisse disposer d'une retraite dans l'avenir. Pas compliqué à formuler, n'est-ce pas ? Plus dur à faire avaler peut-être ?

2- Du côté du parti officieux de l'ordre.

"Aujourd'hui, on sait qu'il n'y a aucune bonne solution et qu'il va falloir demander des efforts à quelqu'un: les retraités ou les actifs", explique le président de la fondation Terra Nova, un "think tank" socialiste.

"La bonne démarche, c'est de ne pas parler avant le gouvernement", renchérit François Hollande pour qui *"le PS doit être au clair sur les grands principes mais ce n'est pas à lui de présenter un projet de loi chiffré"*.

Les *"lignes rouges"* communes sont connues : consolider le système par répartition, ne pas toucher à l'âge légal du départ à la retraite, maintenir le niveau des pensions et taxer les revenus financiers.

Dans une tribune publiée cette semaine par *Le Monde*, le premier secrétaire évoque, entre autres, la piste d'une surtaxe de 10% sur l'impôt sur les sociétés acquitté par les banques.

Mais Martine Aubry, qui a entamé une série de consultations avec les syndicats, a fort à faire pour harmoniser les positions des différents courants.

Des membres de l'aile gauche du parti, pilotée par Benoît Hamon, ont signé, aux côtés de dirigeants du Parti communiste ou du NPA, le texte d'Attac et de la Fondation Copernic visant à *"en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers"*.

Comme eux, Vincent Peillon a fait savoir qu'il était opposé à tout allongement de la durée de cotisation mais l'idée séduit un nombre grandissant de cadres socialistes.

"Le système français a toujours privilégié le niveau de cotisation plutôt que la durée: on est à 25% contre 16% en Suède", fait valoir Olivier Ferrand, proche de Dominique Strauss-Kahn. A ses yeux, *"ce qui est logique aujourd'hui, c'est de pousser la durée de cotisation"*.

"Si on y réfléchit, c'est un levier plus juste que de toucher l'âge légal de départ à la retraite", fixé à 60 ans, estime Marisol Touraine, chargée de rédiger une note de synthèse sur les retraites pour la réunion de mardi.

Parce qu'elle ne croit pas à une *"réforme ultime"* et pour renforcer la lisibilité du système, la députée suggère d'importer le système suédois des *"enveloppes oranges"*: tous les ans, les salariés reçoivent un état de leurs pensions et de l'évolution du système. (Reuters 18.04)

Conformément à sa fonction, le PS pratique le double langage, et conformément à sa nature de classe, il se range au côté des capitalistes, un classique du genre, quoi.

3- Du côté syndical.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, estime le dialogue sur la réforme des retraites "faussé" par le ministre du Travail Eric Woerth, qu'il accuse de tenir un "double langage", dans un entretien à paraître dans le "Journal du dimanche".

"J'ai constaté, dès la première rencontre, que le dialogue était faussé", a commenté M. Thibault, qui estime inadmissible "le double langage" du ministre face, d'une part, aux syndicats et d'autre part, à la presse.

Selon M. Thibault, "le gouvernement veut empêcher un vrai débat transparent sur les solutions à apporter aux régimes de retraites". Il lui reproche ainsi de chercher "à donner le change avec un semblant de dialogue social alors que ses choix semblent faits", parlant de choix qui sont "ceux du Medef". (AP 17.04)

On espère qu'après cette déclaration plus personne ne nous sortira que Thibault (et les autres dirigeants syndicaux) est tombé dans un "piège" tendu par le gouvernement, il vient justement de dire le contraire ou qu'il l'avait évité. Je plains sincèrement ceux qui n'ont cessé de le marteler pendant des mois, que dis-je, des années ! Pourquoi ? Je vous laisse réfléchir à cette question. On n'attendra pas de leur part qu'ils le reconnaissent et corrigent eux-mêmes publiquement cette erreur d'appréciation. Mais que rien n'empêche les militants de ces partis ou groupes de demander des explications à leurs dirigeants, s'ils osent ou en ont le courage. Vous voyez qu'on y voit un peu plus clair avec la crise, quelle aubaine ! Mais on n'est pas au bout de nos peines camarades pour retrouver le chemin de la tradition du combat révolutionnaire du prolétariat. Entre nous et sans prétention, qui avaient raison, vos dirigeants ou votre serviteur qui écrit ces lignes ? Surtout ne vous fatiguez pas à me répondre par courriel vous risqueriez de vous fouler un doigt avec votre clavier !

Que peut être un "vrai débat" avec le gouvernement, sinon légitimer le fait qu'il s'apprête à tailler à la hache dans nos retraites ? Il ne peut y avoir de débat que lorsque l'on cause de la même chose, quand on se situe sur le même terrain. Thibault prétend ici qu'il est possible que les dirigeants syndicaux et le gouvernement participent ensemble à un "vrai débat", autrement dit qu'ils se situent sur le même terrain, qu'ils partent d'un "constat partagé" de la situation pour aborder la question des retraites, sachant que le gouvernement se situe sur le terrain de la préservation des intérêts des capitalistes et qu'il n'en reconnaît aucun autre, cela signifie que Thibault est prêt à lui emboîter le pas. Finalement, le "vrai débat" que réclame Thibault avec le gouvernement a pour fonction d'amener le prolétariat à y participer sur les bases dictées par le gouvernement et le tour est joué, pas si sûr...

Economie.

UE.

Les ministres des Finances de l'Union européenne, qui cherchent à donner au secteur financier les outils pour gérer les banques en difficulté, n'ont pas réussi samedi à se mettre d'accord pour adopter une taxe sur les banques à l'issue de deux jours d'entretiens à Madrid.

La présidente de la réunion, Elena Salgado, a expliqué qu'il n'existait pas entre les 27 de "consensus total" à l'issue de deux jours de discussions sur le mode de taxation, entre une taxe sur les transactions financières et une taxe directement sur les banques. (AP 18.04)

Taxer leurs donneurs d'ordres, vous n'y pensez pas ! Une taxe ou une mesure qui servirait les intérêts des plus grandes banques ou institutions financière comme aux Etats-Unis, d'accord, mais à 27 il y aura forcément des Etats qui en profiteraient, les autres seront-ils prêts à se soumettre à ce diktat ?

Etats-Unis.

Les autorités américaines de régulation ont saisi vendredi les avoirs de huit banques en faillite, totalisant un montant de plus de six milliards de dollars.

Depuis le début de l'année, 51 banques ont fait faillite aux Etats-Unis, où le redressement du secteur bancaire ne suit pas la reprise économique.

Selon Sheila Bair, présidente de la FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation), les faillites bancaires vont atteindre un pic au troisième trimestre 2010.

Signe de l'ampleur du marasme dans le secteur bancaire des Etats-Unis, le nombre de banques en difficulté a grimpé de 27% au quatrième trimestre 2009, en passant à 702, selon la liste dressée par la FDIC, soit 9% de l'ensemble des établissements bancaires américains. (Reuters 18.04)

En voilà une bonne nouvelle ! Vive la crise ! Vive la révolution prolétarienne ! Vive le socialisme !

Le 20 avril

Deux articles de presse (en ligne dans le site) indiquent quelle stratégie le gouvernement va adopter d'ici 2012 pour tenter de récupérer le terrain perdu sur le plan électoral :

- 1- *"La priorité, ce ne sont pas seulement les très pauvres mais les classes moyennes"* ;
- 2- FN-UMP, le retour de la question de l'alliance.

Choyer les classes moyennes et passer une alliance avec le FN, un cocktail qui en rappelle un autre de funeste mémoire et qui avait conduit à la dictature en Allemagne dans les années 30...

On nous explique que l'électorat du FN serait plutôt populaire, autrement dit ouvrier, sauf que la petite-bourgeoisie et les classes moyennes représentent au moins 30 à 40% de la population, et que c'est davantage chez cette population qui ne supporte pas de voir ses privilèges sans cesse rognés que l'on trouve le plus de nazillons potentiels.

Et de notre côté ? Rien de nouveau, on s'atomise à l'infini, on se divise tant qu'on peut, on s'étripe féroce, on affiche nos désaccords, on multiplie les comités ou collectifs, chacun le sien, on réduit notre programme à une peau de chagrin pour ne pas effrayer l'ouvrier ou le bourgeois, on est en droit de se poser cette question, chacun tente de tirer la couverture vers lui et de piquer les élus ou les militants des autres partis, l'essentiel semble être de continuer à exister...

A la fuite en avant du capitalisme qui nous promet une gigantesque explosion sociale, nous répondons par une fuite en avant dans le moins politique possible, sans doute le meilleur moyen de nous rapprocher de notre objectif ! Désespérant et navrant en réalité. 70 ans après la disparition de Trotsky et un peu plus après la rédaction du *Programme de transition*, nous démontrons ainsi que nous ne sommes toujours pas capables de résoudre la question de la direction politique du prolétariat.

Heureusement que la crise n'est pas terminée, mais malheureusement elle n'a permis jusqu'à présent que de mettre un peu plus en lumière le sectarisme de LO, l'incurie politique du NPA, l'opportunisme débridé du PG et du PCF, le positionnement du PS au côté des banquiers, les oscillations et les contradictions du POI, sans déboucher sur une réelle recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines résolument tournées contre le capitalisme et les institutions...

Pas de quoi être pessimiste pour autant, le temps joue contre nos ennemis et les conditions objectives nous sont favorables.

Il y en a qui ont cru que l'on pourrait gagner des pans entiers de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes frappées également par la crise, c'était sans tenir compte qu'elles ont encore des réserves importantes pour affronter la situation et que le petit-bourgeois ne se rallie au prolétariat que lorsqu'il a acquis le sentiment qu'il n'a plus rien à attendre du régime ou lorsque le prolétariat s'est lancé tête baissée dans le combat contre le régime ce qui n'est pas le cas non plus, en attendant il préfère s'en remettre à l'homme ou à la femme providentielle...

Erreur d'analyse de la situation à l'intérieur de chaque classe sociale, erreur d'analyse des rapports qu'ils entretiennent, incapacité de reconnaître ses erreurs donc de les corriger, refus de faire le bilan politique de chaque parti, refus de faire ou refaire l'inventaire des 70 dernières années de lutte de classe, refus de rompre avec les institutions, refus de rompre avec un syndicalisme financé par l'Etat qu'on est censé combattre, bref, on ne change pas une équipe qui perd... (A suivre)

La taxe carbone enterrée par l'U.E. Sarkozy désavoué.

La Commission européenne ne proposera pas de taxe carbone aux frontières de l'Union européenne en juin, comme évoqué par Nicolas Sarkozy, a déclaré Karel De Gucht, commissaire européen au Commerce international.

Lors de son audition au Parlement européen en janvier, il avait exprimé son opposition à toute taxe carbone aux frontières de l'UE, ce qu'il a confirmé lundi.

"Ma position personnelle était de dire que j'étais contre. Je ne suis toujours pas en faveur (...) D'abord, cela comporte de grands risques de déclencher une guerre commerciale. Ensuite, il est très difficile de l'appliquer. Je ne pense pas que cela soit la solution", a-t-il dit. (Reuters 19.04)

Il y a juste à demander pour être servi.

La compagnie aérienne britannique British Airways a indiqué lundi que les compagnies aériennes avaient demandé des compensations financières à l'Union européenne (UE) pour la fermeture des espaces aériens à la suite du rejet d'un nuage de cendres par un volcan en éruption en Islande. (AP 19.04)

Les patrons-pêcheurs, les patrons-routiers, les patrons-taxis, les patrons-coiffeurs, les ostréiculteurs, les agriculteurs, les banquiers, les industriels du secteur automobile, etc. tous les patrons du plus petit au plus grand demandent et obtiennent des compensations, des subventions, des aides financières de tout ordre de la part des gouvernements et de l'Union européenne, normal, non ?

Il y a ceux qui s'en tirent bien.

Citigroup a dégagé un bénéfice de 4,43 milliards de dollars (3,3 milliards d'euros) au premier trimestre, tirant parti d'une réduction des pertes sur créances.

Tandis que l'indice bancaire KBW a progressé de 28% depuis le début de l'année, Citigroup a elle bondi de 38% dans le même temps, soutenue par de meilleures perspectives en matière de crédit.

Ces perspectives profitent aux banques considérées comme plus risquées, car le marché juge que ces dernières ont encore davantage à gagner que leurs pairs d'une stabilisation de l'économie. (Reuters 19.04)

Le 21 avril

Si vous avez lu la causerie d'hier, j'abordais la stratégie de Sarkozy jusqu'en 2012 axée sur les classes moyennes, en voici la confirmation pas plus tard qu'hier dans un article de l'Express :

1- Comment reconquérir, dans la perspective de 2012, l'électorat perdu par la majorité aux dernières régionales? Pour Nicolas Sarkozy, il faut séduire ceux qui ont reporté leur voix vers le Front national en replaçant la sécurité au premier plan.

2- "On ne peut pas répondre au Front national uniquement à travers l'immigration et la sécurité. Le vote FN a été nourri par la désespérance sur les questions sociales et plus particulièrement dans les classes moyennes", explique Laurent Wauquiez dans une interview au Monde ce 20 avril.

Le conseiller politique de l'UMP assure : "Aujourd'hui, la priorité, ce ne sont pas seulement les très pauvres mais les classes moyennes et surtout les classes moyennes modestes" car, avec la crise, "ceux qui se sont vus s'appauvrir, ce sont les classes moyennes".

Le remaniement ministériel après les régionales donnaient déjà la tendance, on en a confirmation.

Au Modem, François Bayrou, prônait un "arc central", alliant la gauche et le centre à la "droite sociale" lors des dernières élections, à l'UMP, le président du Sénat, Gérard Larcher a organisé à l'automne un colloque sur le "modèle social français", puis Dominique de Villepin est monté au créneau en se réclamant ouvertement héritier du "gaullisme social", c'est au tour maintenant du centriste Marc-Philippe Daubresse qui verrait bien Jean-Louis Borloo candidat en 2012 plutôt qu'Hervé Morin parce que "la cohésion sociale et l'environnement (sont) de vrais sujets pour la deuxième partie du quinquennat". (source : l'express.fr 20.04)

On ne s'est jamais donné la peine d'analyser avec précision la composition des différentes classes sociales de nos jours, je n'y prétends pas ici, puisque la documentation me fait cruellement défaut pour mener à bien un tel travail. Cependant rien n'empêche de réfléchir à cette question en partant des données dont nous disposons.

Si l'ensemble des ouvriers et employés du public et du privé des villes et des campagnes représentent la majorité de la population, ils sont loin d'être tous lotis à la même enseigne, il y en a parmi eux qui par leurs revenus et leur mode de vie sont plus proches du petit-bourgeois qui fait un boulot qui lui plaît, qui dispose de revenus confortables et qui habite dans un quartier pavillonnaire ou un lotissement coquet, que de l'ouvrier qui bosse en usine ou sur un chantier ou encore la caissière d'un supermarché qui croupit dans une HLM ou loue dans le privé un appartement exigü avec un loyer prohibitif.

Prenons un conducteur de TGV qui perçoit 4.000 euros de salaire et dont la compagne travaille, ils disposent d'un revenu de plus de 5.000 euros par mois, ils sont propriétaires de leur maison, ils partent en vacances l'été en Australie ou au Japon, ils profitent des sports d'hiver chaque printemps et s'ils leur restent encore une semaine de congés ils les passent de préférence au soleil à la Guadeloupe ou au Brésil. J'ai un copain qui est à peu près dans la même situation, il bosse dans l'informatique et sa compagne travaille chez un opérateur en téléphonie, ils ont acheté un appartement dans Paris et ils se paient des vacances de rêve à l'autre bout du monde. Mon discours politique les indiffère.

Quant à l'ouvrier qui bosse dans une petite entreprise et perçoit un salaire entre 1.000 et 1.500 euros par mois, sa compagne travaille à mi-temps pour à peine 500 euros par mois, s'ils n'ont pas de bol ils habitent dans une banlieue pourrie dans une HLM, ils partent en vacances en camping deux ou trois semaines, pour eux les sports d'hiver ou la Caraïbes demeurent du domaine de l'éternel devenir.

Les premiers feront face sans problème à toute dépense imprévue, à toute augmentation ou imposition nouvelle, les seconds devront faire des choix toujours plus délicats, voire impossibles et se serrer davantage la ceinture pour survivre. Pour les premiers tout achat important ne pose aucun problème, ils peuvent payer cash, cela leur évite de prendre un crédit et de payer des intérêts, pour les seconds se sera chaque fois un casse-tête ou un drame, les premiers changent de bagnole tous les trois ans en moyenne, les seconds ont conservé leur vieille bagnole parce qu'ils sont déjà endettés jusqu'au cou.

Pour les premiers acheter une bouteille de vin à 15 ou 20 euros tous les week-end, se faire un bon gueuleton ou se payer un restaurant gastronomique avec les enfants ne pose pas de problème, impossible pour les seconds qui se satisferont de la vinasse et d'un Mac Do une fois par mois pour faire plaisir aux gosses. Le forfait hospitalier ou le tarif de la visite médicale augmente, les premiers ne s'en rendent même pas compte, mais pour les seconds c'est une nouvelle ponction qui ne passe pas inaperçue. Les premiers ne sont pas à 100 euros près, les seconds sont à un ou quelques euros près.

Il y a un problème à l'école, les premiers retirent leur gosse du public pour le mettre dans le privé, ils ont les moyens de payer, quant aux seconds ils sont bons pour aller s'expliquer avec le proviseur en espérant que les choses s'arrangeront, l'angoisse au ventre en prime.

Etc. etc.etc.

Maintenant prenez un membre d'une profession libéral, médecin, avocat ou architecte, un artisan à son compte ou un commerçant ou encore un patron d'une PME, selon vous, par leurs revenus et leurs modes de vie, ils ressemblent davantage à la première ou à la deuxième famille ouvrière décrite plus haut ?

Un couple d'ouvriers qui disposent de deux revenus complets et travaillent depuis 10 ans ou plus se rapprochent du conducteur de TGV que j'ai pris comme exemple, passé 2.500 euros nets par mois, on peut toujours s'en sortir, avec la moitié on vit perpétuellement en état de survie, donc on ne voit pas les choses de la même manière, on n'a pas forcément les mêmes préoccupations.

Parmi les 54 ou 60% de travailleurs considérés comme faisant partie de la classe ouvrière, combien sont en couple et disposent de revenus dont la somme dépasse 2.000 ou 2.500 euros par mois ? La majorité d'entre eux, si l'on se réfère aux chiffres donnés par l'Insee qui a répertorié 13% de pauvres en France. Le drame pour eux comme pour les autres catégories d'ouvriers, c'est évidemment le chômage ou l'accident qui prive l'un ou l'autre de son emploi, d'un seul coup ce couple peut basculer dans la catégorie des travailleurs pauvres, pas au début, mais progressivement s'il ne retrouve pas un boulot. La pire situation, c'est celle que rencontrent les travailleurs qui vivent seuls, pire encore, quand ils doivent élever un ou des enfants.

J'écris cela alors que je vis en Inde depuis 1996, je n'ai jamais vécu sous l'euro, j'espère ne pas m'être trop écarté de la réalité. J'ai de la famille en France et Mageswar y passe une partie de l'année, donc je peux quand même observer l'évolution de la situation.

Une de mes soeurs, qui est commerciale dans une boîte d'informatique et son époux qui était chef mécanicien dans un garage, ont pu se payer une super maison en bord de Seine en banlieue parisienne, ils ont deux voitures et vivent exactement comme la première famille plus haut, ils envisageaient d'acheter une maison au Portugal... Leur fille vient d'acheter une maison et d'emménager avec son compagnon et marche sur les pas de ses parents, bref, pour eux la vie est belle, inutile de vous dire qu'ils ne partagent pas non plus mes idées politiques, pas du tout même, normal, non ?

L'UMP a décidé de favoriser la petite-bourgeoisie et les classes (ou couches) moyennes dans laquelle je classe le conducteur de TVG ou ma soeur, parce que tous les membres de cette classe ou de cette couche sociale ne sont pas logés à la même enseigne et des pans entiers se paupérisent et glissent dans le prolétariat, alors qu'elles constituent avec la grande bourgeoisie le socle social du régime sans lequel il serait voué à une instabilité chronique et dangereuse sur le plan politique.

On a expliqué que c'était parce que le PS avait oublié cette classe ou cette couche sociale qu'il avait perdu les élections de 2007. Elles viennent d'infliger une cinglante défaite à l'UMP en guise d'avertissement pour 2012.

Les cadres, artisans ou commerçants qui travaillent beaucoup ont cru que le slogan "travailler plus pour gagner plus" s'adressait également à eux et qu'ils allaient être davantage récompensés pour leurs efforts, or rien de tel ne s'est produit depuis que Sarkozy a été élu ou c'est même plutôt l'inverse qui a eu lieu. Parmi eux certains resteront sur le carreau, par exemple ceux que l'Union européenne a décidé de sacrifier, d'autres passeront aussi à la basserole dans les mois et années à venir, donc la marge de manoeuvre de l'UMP va être très limitée, mais là étrangement, l'endettement de l'Etat ne constitue pas un obstacle à la générosité du gouvernement envers cette classe et couche de travailleurs, la stabilité sociale du régime n'a pas de prix, surtout quand sur le plan politique à défaut de reprendre les vieilles recettes éculées du passé, il n'existe aucun remède miracle pour éviter une crise, cela l'UE l'a bien compris ou à défaut de le comprendre, elle doit l'accepter, car c'est en dernier ressort l'Etat, le gouvernement qui décide la politique qu'il entend mener.

On arrêtera là aujourd'hui. A défaut d'une conscience politique parvenue à maturité et de conditions objectives suffisamment contraignantes pour passer à l'action et remettre en cause le régime, la classe ouvrière, ses couches les plus favorisées, la petite-bourgeoisie ne se mobilisent pas en masse ou demeurent dans l'expectative.

On peut expliquer qu'il en est ainsi à cause de la politique des appareils des partis et syndicats, mais parmi les gens dont je vous ai parlés, l'immense majorité d'entre eux en ont rien à foutre des discours des dirigeants, ils sont hermétiques à la politique et au syndicalisme, et ceux qui s'y intéressent ne voient que leurs intérêts corporatistes, le reste les laisse pour ainsi dire indifférent, il faut qu'ils soient eux-mêmes frappés durement et de façon répétées pour se mobiliser, comme le gouvernement n'y tient pas trop, il prend les devants.

Une nouvelle loi scélérate.

Nicolas Sarkozy a promis mardi une nouvelle loi sur la suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire. Le président veut en fait assouplir le dispositif existant dans la loi "égalité des chances" de 2006 sous la forme d'un "*contrat de responsabilité parentale*" qui, en cas de non respect, peut conduire à la suspension des allocations.

Le secrétaire national de l'UMP en charge des questions de sécurité, Eric Ciotti, propose une procédure plus radicale et mise sur le côté "*dissuasif*". "*La notion d'absentéisme, c'est quatre demi-journées d'absence non justifiées par mois. Le directeur d'établissement doit en informer l'inspecteur d'académie*" qui "*convoque la famille de l'élève absentéiste pour lui adresser un avertissement et pour essayer de comprendre les raisons de cette situation*", a-t-il précisé à l'AP.

"*S'il y a récurrence après cet avertissement, l'inspecteur d'académie saisit immédiatement la caisse d'allocations familiales pour suspendre les allocations familiales qui sont liées à cet enfant*", a-t-il ajouté.

Le dispositif actuel nécessite selon lui une "*procédure plus longue, moins systématique*" à cause de la présence du conseil général, qui "*restera dans la boucle uniquement dans le cadre des mesures d'accompagnement social*". (AP 20.04)

PS. Un programme réactionnaire sur toute la ligne.

Pierre Moscovici a remis son rapport sur le "*nouveau modèle économique, social et écologique*", première étape vers le projet économique et social 2012.

À la gauche du parti, on ne souhaitait pas, mardi, présenter un texte alternatif, comme le redoutait Pierre Moscovici. Les proches de Benoît Hamon veulent d'autant moins alimenter la machine à division que la crise financière a rapproché les points de vue entre les différentes sensibilités du parti.

Tiens donc, mais où est donc passé le courant "*de gauche*" du PS ? Ah c'était une escroquerie ! Mais non, mais non, c'est le PG de Mélenchon ! On se disait aussi...

Nous avons seulement quelques extraits de ce textes :

- il regrette que Sarkozy ait échoué "*à moraliser le capitalisme*". Non, pas possible ! ;

- Il critique la société de consommation en défendant le "*bien-être plutôt que le tout avoir*", explication : le "*bien-être*" d'une minorité de privilégiés vaut bien que l'immense majorité fasse ceinture ou se partage la médiocrité, médiocrité la plèbe doit se contenter à défaut de mieux. Leur conception du partage des richesses : le bien-être pour une minorité, les privations pour la majorité, le capitalisme quoi ! ; Ou encore la tête et les jambes, devinez à qui vont leur préférence ?

- le projet contient l'idée maintes fois répétée d'une "*Sécurité sociale professionnelle*" chère à Thibault et... Sarkozy ;

- le texte propose une "*TVA écomodulable*", autrement dit la taxe carbone de... Sarkozy ;

- le PS demeure prudent sur les bas salaires puisque le document n'envisage que des "*coups de pouce réguliers*" au Smic.

Si le candidat du PS était élu en 2012, ce serait avec les voix des petits-bourgeois qui rêvent de devenir grands, alors que vous prolétaires, vous n'êtes tout juste bon qu'à suer et à crever sur les champs de bataille à la gloire du capitalisme, pour la grandeur de la France !

(Source : figaro.fr 20.04)

Etats-Unis. La cruauté des institutions, à l'image du capitalisme.

La Cour suprême des Etats-Unis a estimé, mardi 20 avril, que les vidéos ou photos d'actes de cruauté envers des animaux ne pouvaient être interdites par la loi car ne correspondant pas aux rares cas où la limitation de la liberté d'expression est autorisée. (Lemonde.fr 20.04)

Afghanistan. Une coalition d'assassins.

Les forces de l'Otan ont ouvert le feu mardi sur un véhicule suspect dans une province du sud-est de l'Afghanistan, tuant quatre personnes dont deux initialement présentées comme des "*insurgés notoires*", alors qu'il ne s'agissait que de trois adolescents (14, 15 et 17 ans) et d'un jeune policier dont aucun n'était armé.

Le père de deux des adolescents tués, Rahmatullah Mansoor, a précisé que ceux-ci et deux de ses neveux revenaient d'un match de volley-ball dans le district de Gorbas lorsque leur véhicule a essuyé les tirs des soldats occidentaux.

"*Tout personne est suspecte ou membre des taliban aux yeux de l'Otan. Ils ne sont pas ici pour nous protéger mais pour nous tuer (...) Je veux que les meurtriers soient jugés en cour martiale*", a confié Mansoor. (Reuters 20.04)

Ces salopards ont tué les gosses de Rahmatullah, vous imaginez un instant qu'on tue ainsi vos enfants partis assistés à une rencontre sportive ? Vous penseriez quoi ? Vous n'auriez pas la rage contre l'occupant ? Vous n'auriez pas envie de les flinguer ? C'est terrible !

Le 22 avril

Un mot à propos du site.

En regardant les statistiques de fréquentation du site, je suis tombé sur un fichier qui fournit la liste des adresses que vous avez tapé. Ils se trouvent que vous n'avez pas dû utiliser le menu de la page d'accueil qui est actualisé chaque mois, alors que j'ai oublié d'actualiser celui des autres pages, or il se trouve que j'ai dû parfois changer la localisation de certains documents pour des raisons de commodité ou de logique, ce qui explique que vous ne les trouviez pas.

Autre constat, il y en a qui ont cherché les causeries d'août à décembre 2010, alors que nous ne sommes qu'au mois d'avril !!! Idem, si vous cherchez les articles de presse de novembre 2010, vous êtes un peu en avance ! Il y en a qui ajoute /archives2010/ avant d'écrire causeries, alors que l'adresse correcte est www.luttedeclasser.org/causeries...htm.

Il y a un camarade qui a taper : /marxisme/larevolutionpermanente1.htm au lieu de : /marxisme/larevolutionpermanente.htm ; une erreur de ma part que je viens de rectifier, un camarade avait tapé : /marxisme/socialisme1880.htm alors que le fichier est au format pdf, mais l'erreur était de ma part, taper /marxisme/socialisme1880.pdf ; pour accéder aux contributions des années précédentes, il faut directement taper l'adresse www.luttedeclasser.org/cp05.htm et non : www.luttedeclasser.org/service/cp05.htm, par exemple.

Ce que je ne comprends pas, c'est toutes les erreurs de frappe, alors qu'il suffit de cliquer sur le lien, le fichier ou document s'ouvrira dans une autre fenêtre automatiquement, cela évite les erreurs de frappe justement. Je ne comprends pas non plus pourquoi vous ne m'envoyez pas un petit message pour que je puisse éventuellement corriger une erreur, pensez aux autres aussi, cela vous prendra 10 secondes ! Il arrive parfois qu'un fichier ait été téléchargé correctement dans le serveur qui abrite le site et que plus tard il soit endommagé sans que personne ne le sache. Je vous avoue que je n'ai jamais vérifié que tous les fichiers avaient bien été correctement chargés dans le serveur, j'y passerais des heures et des heures, pas le temps, donc c'est au fur et à mesure que l'on prend connaissance des problèmes, d'où la nécessité de m'avertir en cas de problème.

Que vous ne vouliez pas participer au fonctionnement du site, c'est votre droit, que vous ne vouliez pas participer au financement du site, c'est parfaitement votre droit, que vous utilisiez le site comme bon vous semble, c'est encore votre droit, mais vous pourriez au moins me signaler les problèmes que je viens d'évoquer dans la mesure où le site vous intéresse et que vous recherchez vraiment un document, d'autres militants peuvent rencontrer le même problème dans le futur, pensez-y. Franchement je m'étonne de ces relations que je trouve pas très sympathiques, mais bon, cela se corrige, je ne vous fais pas la leçon, on est simplement embarqué dans la même galère. Quand j'écris chaque jour, jamais il ne m'arrive de me dire : bon, ça ira très bien comme cela, de toutes manières ils lisent et tournent la page aussitôt ou ils s'en foutent, au contraire, je me demande toujours si j'ai été assez clair, si j'ai été à l'essentiel, etc., j'estime avoir un profond respect pour les camarades qui se connectent sur le site, en principe ce ne devrait pas être à moi de le dire mais j'y suis obligé ici.

Quelques infos en bref.

PS. L'"*alternative*" dans la continuité.

Le PS doit définir un « *nouveau modèle qui soit fidèle à nos valeurs de toujours (la recherche de l'égalité, la démocratie sociale et politique, le progrès, la régulation, l'internationalisme, l'engagement européen)*, mais en privilégiant fortement le long terme et en tâchant de bâtir une

société du bien être», confie Pierre Moscovici à *Libération* dans une interview à paraître jeudi. A *Libération*, il ajoute que «*la crise et ses bouleversements appellent à bâtir une alternative*».

Les valeurs de "*toujours*" du PS telles qu'elles sont décrites ici suffisent à démontrer que ce parti n'est ni un parti ouvrier ni un parti socialiste, il faut hélas le répéter puisqu'il y en a qui en doutent encore !

Quand Moscovici, un farouche partisan de l'Union européenne, explique que le projet du PS doit s'inscrire dans le "*long terme*", non seulement il reprend un argument de Sarkozy, c'est aussi une façon de dire que sur le court terme il n'y a rien à attendre de bon de ce parti et qu'il y serait pour rien, à moins que cela serve à justifier les mauvais coups à court terme sur lesquels il est préférable de ne pas s'étendre. Le "*long terme*", c'est si loin par définition et si pratique, que l'on peut raconter n'importe quoi pour enfumer les travailleurs, il sera toujours temps plus tard de rectifier le tir en évitant de rappeler les vagues promesses que l'on n'a jamais tenues.

Pour s'atteler à ce grand chantier du projet, Moscovici propose à ses camarades une «*approche multidimensionnelle*»: «*Elle est économique, avec un socialisme de la production, mettant fortement l'accent sur le volontarisme économique, la modification écologique de nos modes de production et de consommation, détaille-t-il dans notre interview. Elle est sociale, avec le rétablissement de la justice fiscale*».

Quelle justice fiscale, quelle égalité est possible en régime capitaliste ? Escroquerie, le capitalisme repose sur le vol de la force de travail et son accumulation entre les mains d'une minorité, donc la première des mesures de justice devrait consister à abolir les rapports sociaux d'exploitation capitaliste, sinon la justice sera toujours du côté des possédants, des classes dominantes, et l'injustice demeurera réservée au prolétariat qui continuera de la subir.

Ils nous rebattent les oreilles avec leur histoire de taxation du capital, mais taxer le capital revient à prendre d'une main aux capitalistes ce que l'Etat leur redonne d'une autre main, car l'Etat n'est pas neutre ou au-dessus des classes, il représente et défend les intérêts de la classe dominante, celle qui possède les moyens de production, c'est donc oublier au passage la nature de classe de l'Etat.

Et puis, quelle serait l'attitude du capitaliste qui serait davantage taxé en régime capitaliste ?

Il s'empressera de récupérer cette ponction qu'il estimera injuste sur ses profits, où, comment, sur qui ? Pardi, ce seront ceux qui produisent la plus-value qui seront mis à contribution par le biais de l'amplification de l'exploitation, l'augmentation de la productivité, il n'hésitera pas à remettre en cause les conditions de travail ou les avantages sociaux précédemment accordés ou concédés au cours de la lutte des classes, compétitivité des entreprises oblige, sans compter que d'une autre main l'Etat lui aura accordé entre temps quelques exonérations ou subventions en compensation, le PS relancera les "emplois-jeunes" par exemple, donc finalement l'effet de l'ensemble de ces mesures n'auront aucun effet à court, moyen ou long terme et la vie continuera comme avant pour notre capitalisme, l'objectif réel du projet du PS sera ainsi atteint.

Le "socialisme de la production" évite de poser la question du socialisme de la répartition des richesses qui est impossible à réaliser sans remettre en cause la propriété privée des moyens de production, les rapports de production en vigueur entre exploités et exploités que seule une révolution fera voler en éclats.

Cela fait penser à tous ces gouvernements de "gauche" d'Amérique latine qui disposent du pouvoir politique mais qui ne disposent pas du pouvoir économique parce qu'ils ont refusé de remettre en cause le système économique capitaliste.

Ce sont comme au PS des gestionnaires de la société pour le compte des capitalistes, ils ont confisqué le pouvoir politique du peuple pour servir la cause du capitalisme, la classe ouvrière est ainsi devenue l'otage malgré elle de socialistes en parole et capitalistes dans les faits, ils se servent du socialisme pour convaincre les masses que le capitalisme est finalement l'horizon indépassable, d'où la difficulté pour le prolétariat à se mobiliser et à s'organiser, à inscrire son combat dans la perspective du socialisme et à construire de nouveaux partis communistes.

Notre travail doit consister à aider les travailleurs à reconnaître le vrai du faux socialisme, ce qui nécessite de se situer résolument sur un terrain de classe sans craindre d'être traité d'utopiste ou de farfelu. Tous les marxistes de la seconde moitié du XIXe siècle et du début du XXe ont mené ce combat avec acharnement pour détacher le prolétariat des griffes des opportunistes ou de leurs ennemis déguisés en amis de sa cause. Le meilleur moyen de mener ce combat c'est encore de propager les idées du socialisme qui s'inscrivent en totale contradiction avec celles de ces socialistes bourgeois, afin que la classe ouvrière reprenne espoir et y adhère.

Marx et Engels ont osé affronter la meute déchaînée des classes dominantes de leur époque, leurs valets historiens ou philosophes, tous les intellectuels réactionnaires que comptaient l'Europe, la Russie ou les Etats-Unis, quand ils prônaient la révolution violente comme seule solution pour renverser l'ordre établi et porter le prolétariat au pouvoir, la constitution d'un Etat ouvrier socialiste et démocratique ayant pour objectif le développement d'un nouvel ordre social basé sur l'abolition de l'exploitation et de l'oppression, l'extinction des classes sociales et de l'Etat, de la politique et de la démocratie coïncidant avec le passage du royaume de la nécessité à celui de la liberté...

Ainsi ils portaient de la situation telle qu'elle existait pour arriver à la satisfaction des aspirations et des besoins de l'humanité entière qui n'avaient rien d'un objectif extravagant ou de délirant, à moins qu'il faille considérer la liberté comme un état impossible à atteindre et que

pour cette raison on ferait mieux de ne plus y penser, l'espèce humaine serait condamnée à vivre éternellement sous le joug de la servitude que lui imposerait une minorité, à défaut de pouvoir légitimer l'esclavage on devrait vivre avec.

Ce qui sépare une idée de sa réalisation, c'est l'action. Les masses réagissent passivement aux coups qu'elles reçoivent, elles encaissent sans réagir, du coup la distance qui sépare l'idée de sa réalisation demeure la même, elles ne progressent pas sur le plan de leur conscience politique. Si maintenant elles passent à l'action, mais que leur action n'est pas orientée dans la bonne direction, la plupart du temps elles n'en retirent aucun enseignement et se renferment aussitôt dans la passivité. Une action mal orientée peut avoir des conséquences pires que pas d'action du tout. On en voit les conséquences dramatiques aujourd'hui. Pendant plus d'un demi-siècle le combat du mouvement ouvrier n'a pas été (réellement) orienté dans la perspective du socialisme, mais uniquement dans le but d'améliorer la condition ouvrière pour mieux supporter le capitalisme, ce qui a conduit à enchaîner plus sûrement et plus durablement encore la classe ouvrière au capitalisme.

Fort de cette expérience, il faut impérativement réorienter le combat du prolétariat dans la perspective du socialisme, ce qui ne peut se faire qu'en menant le combat classe contre classe, sans passer le moindre compromis avec notre ennemi, en rompant avec le capitalisme, les institutions et ceux qui vivent à ses crochets, en subordonnant notre combat pour les revendications économiques ou sociale à l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, à la chute du régime. La force du marxisme, c'est qu'il est un fil interrompu qui part du capitalisme pour arriver à sa négation, le socialisme et le communisme, encore faut-il lors de nos combats ne jamais lâcher ce fil afin de ne pas nous écartier de notre objectif.

Quand on réfléchit sérieusement à un projet, on ne se borne pas à développer des idées sans trop savoir où elles vont nous mener, car c'est le meilleur moyen d'aboutir nulle part ou n'importe où, encore faut-il pour que ce projet se concrétise que ces idées s'incrinvent en vue d'un objectif précis, c'est cet objectif qui seul peut nous guider et nous aider à mettre de l'ordre dans nos idées pour nous rapprocher de l'objectif que l'on s'est fixé.

Si maintenant on n'ose pas avancer cet objectif devant les travailleurs, notre projet ne tient pas la route, il s'arrête en cours de route, il perd en crédibilité, il manquera forcément de cohérence puisque c'est justement cet objectif qui cimente tout notre discours ou nos arguments, autant dire que notre projet sera ressenti comme une vague promesse de changement sans lendemain et rien d'autres. Si on n'ose pas avancer l'objectif du socialisme, c'est parce qu'on est incapable de le défendre ou parce qu'on ne sait pas comment s'y prendre pour le présenter aux travailleurs ou pire, parce qu'on n'y croit pas soi-même, d'ailleurs si on n'ose pas le proposer aux travailleurs n'est-ce pas quelque part parce que l'on a un a priori négatif qui nous paralyse, avons-nous véritablement confiance dans la capacité de la classe ouvrière à accomplir ses tâches historiques ? A titre individuel, n'avons-nous pas nous-même en partant d'une situation identique à la plupart des travailleurs, réussi à nous hisser à la hauteur du socialisme ? Alors pourquoi n'en serait-il pas de même de chaque travailleur en attendant que la classe tout entière se saisisse du socialisme ?

(source : libération.fr 21.04)

Un régime liberticide.

1- Nicolas Sarkozy s'est prononcé pour une loi d'interdiction totale, dans tous les lieux publics en France, du port du voile intégral - la burqa - en dépit de recommandations contraires du Conseil d'Etat.

Selon Luc Chatel, "*aux alentours de 2.000*" femmes seraient concernées en France par le port de la burqa. (Reuters 21.04)

A Pondichéry où l'on voit de plus en plus de burqas, j'ai constaté deux choses : 1- je n'ai jamais vu une femme en burqa dans un bureau ou une entreprise, un commerce, dans le public ou le privé ; 2- l'autre jour, dans une petite papeterie de quartier, je remarque la présence d'une jeune vendeuse, il était déjà plus de midi, elle portait une jolie chemise et un pantalon panjabi jaune citron, adorable quoi, le patron me sert quand je vais pour sortir, je me retrouve nez-à-nez avec une femme en burqa, je me retourne pour en avoir le coeur net, la vendeuse avait disparu, en fait elle avait changé de vêtements pour sortir et rentrer chez elle déjeuner. Tiens, cela me donne une idée, j'irai demandé à son patron si c'est elle qui s'impose la burqa ou sa famille.

Les 2.000 femmes qui portent la burqa en France seront cloîtrées chez elles ou n'auront plus accès aux lieux publics, voilà le résultat de cette loi. Je ne voudrais pas dire de bêtises, mais je suis presque sûr qu'elles se comportent pour la plupart comme la jeune fille que j'ai croisée chez ce papetier.

En réalité, c'est la société tout entière qu'il faut condamner, leur société qui cultive les inégalités et les injustices, et qui est directement responsable de la violence faite aux femmes, du comportement des hommes qui leur manquent de respect. La société qui n'est pas capable d'assumer ses responsabilités en engendrant chômage, précarité et pauvreté est responsable de toutes les dérives comportementales des citoyens qui la composent, elle les sécrète, les entretient, les propage. Ce n'est pas le procès de la burqa qu'il faut faire, mais bien celui du capitalisme en décomposition qui voudrait nous renvoyer plusieurs siècles en arrière, à l'époque où l'on brûlait les sorcières.

2- La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie, après que le parquet de Nice a classé sans suite une affaire présumée d'outrage au drapeau dans le cadre d'un concours de photographie, a fait savoir mercredi qu'elle réfléchissait à la création par décret d'une contravention de 5e classe (allant jusqu'à 3.750 euros, NDLR) sanctionnant de tels agissements.

La loi sur la sécurité intérieure de mars 2003 punit de 7.500 euros d'amende l'outrage au drapeau tricolore "au cours d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques". (AP 21.04)

Le drapeau des héritiers des Versaillais qui ont massacré les Communards méritent-ils autre chose que de finir dans une poubelle, un égout ou dans des chiottes ? Michèle Alliot-Marie et Marie-Ségolène Royal même combat, cela leur fait au moins deux points communs.

Vous avez remarqué que sur les sites Internet du POI, du NPA ou du PG, il n'y avait pas de drapeaux. Leurs dirigeants doivent être embarrassés, parce que leur adhérents ne portent pas le même drapeau, à croire qu'ils ne poursuivent pas non plus le même objectif... contrairement à nos deux Marie.

Roumanie.

Le gouvernement roumain a annoncé mercredi l'adoption d'un projet de réforme constitutionnelle qui prévoit la suppression de plus d'un tiers des sièges de députés, soit 300 au lieu de 471 actuellement, et la suppression d'une des deux chambres du Parlement.

Lors d'un référendum organisé en novembre 2009, une écrasante majorité de Roumains se sont prononcés en faveur de la suppression d'une chambre. (AP 21.04)

Liquidons le Sénat, en voilà une bonne idée !

Le 23 avril

Une "alternative" au capitalisme : impossible pour le PS.

Le « nouveau modèle économique, social et écologique » du PS présenté par Pierre Moscovici, pour J. Lang "... n'est pas assez à gauche. Je rêverais surtout pour la gauche d'une vision beaucoup plus neuve et révolutionnaire. Or ce projet est encore trop techno. J'ai cru comprendre qu'il prône une nouvelle civilisation. Je rêverais d'un projet qui propose la vision d'un nouveau projet de civilisation. Mais on ne peut pas dire que ce projet réponde à cette définition." (Lepost.fr 22.04)

Ou l'art de causer pour ne rien dire : y a-t-il une différence entre prôner "une nouvelle civilisation" et "un nouveau projet de civilisation" ? Aucun, le premier est au mieux un vœu pieux, le second un projet sans lendemain ou une illusion.

Retraites. Quand l'UMP et le PS se partagent le "sale boulot".

"La moindre des choses, c'est quand même que la droite fasse son travail. Nous n'allons pas faire le sale boulot à sa place tout de même. Nous sommes là pour défendre les salariés et les retraités". Comme si quotidiennement le PS ne faisait pas un "sale boulot" en soutenant le régime et le gouvernement.

Par ailleurs, M. Moscovici a répété qui il ne faut pas toucher "aux retraites par répartition" ou "au droit à la retraite à 60 ans".

"Ce que nous attendons, c'est que le gouvernement ne soit pas uniquement silencieux et à l'écoute, mais qu'il dise 'voilà ce que je veux faire'. Et ce qu'on sent, c'est que sa politique en la matière est uniquement une politique de mauvais coups. C'est-à-dire qu'il s'attaque uniquement à une catégorie de salariés, il vise uniquement la diminution des droits: l'augmentation des cotisations ou l'allongement de la durée de cotisation", a-t-il affirmé. (AP 22.04)

Cherchez l'erreur.

Il y a un tour de passe-passe : il suffit de déclarer que l'on défend un droit pour que l'on pense que vous êtes au côté de ceux qu'ils concernent, là en l'occurrence les travailleurs futurs retraités, alors que vous proposez à côté ou vous ne vous opposerez pas à une mesure rendant ce droit inapplicable (sa négation) comme le souhaite le gouvernement et le patronat, c'est ce qui se passe en défendant le droit à la retraite à 60 ans tout en prônant l'augmentation du nombre d'années de cotisations pour bénéficier d'une retraite à taux complet, et le tour est joué. Vous vous faites passer pour un progressiste, alors que vous êtes en réalité un vulgaire réactionnaire, c'est toute l'histoire du PS, sa nature et sa double fonction, qui sont condensées ici en quelques lignes.

Si vous avez bien lu, Moscovici dit au gouvernement : votre "politique de mauvais coups" vise "uniquement" les travailleurs (c'est le terme "uniquement" répété trois fois qui donne le sens à cette déclaration), bordel, faites un petit effort, ajoutez une toute petite clause destinée à vous en prendre aux intérêts des capitalistes et tout le monde estimera que votre réforme est juste et équitable, les médias en tête le martèleront pendant des mois si nécessaire... Monsieur le Président, on ne vous demande pas une mesure progressiste - nous-mêmes nous

n'en proposons pas, on vous demande juste de faire preuve d'équité, de sauver les apparences, le régime vaut bien cela, non, de faire partager les efforts à toutes les catégories de Français ou tout du moins d'en donner l'illusion, ainsi vous aurez une chance que votre réforme passe sans trop de difficultés.

Voilà le contenu antisocial du discours du PS, c'est une nouvelle manifestation du consensus qui existe entre l'UMP et le PS.

Ainsi va le capitalisme, suite.

American Express a plus que doublé son bénéfice - Reuters

Microsoft affiche un bénéfice trimestriel en hausse de 35% - Le Figaro

Euler Hermes vise un bénéfice net 2010 multiplié par 5 - Reuters

Bénéfice trimestriel plus que quadruplé pour Hyundai Motor - Reuters

Le 24 avril

A propos du site.

J'ai modifié les adresses des fichiers où sont archivés les articles de presse de l'année 2010 :

www.luttedeclassede.org/archives_infos_2010.htm. En dehors des rubriques économie et justice qui sont au format html, les autres sont au format pdf. Bien entendu, seuls les fichiers correspondant aux mois déjà écoulés sont disponibles.

Avec quelle rapidité et quelle belle unanimité les dirigeants syndicaux sont montés au créneau pour défendre les retraites des fonctionnaires, on aurait souhaité qu'il en fut de même quand a été évoqué les retraites du secteur privé, inutile d'insister sur les raisons de leur comportement vous les connaissez aussi bien que moi. Craignant qu'elles soient remises en cause, Thibault est même allé jusqu'à réclamer que le privé soit aligné sur le public, quelle louable intention, nous ne sommes pas dupes. Cela dit, nous n'avons pas attendu Thibault pour défendre cette revendication, dont acte en attendant de voir la suite.

Ceci étant, dans un article j'avais expliqué que l'unité du combat de la classe ouvrière réunissant le secteur public et privé, ne pouvait se concevoir et se réaliser qu'en étant axé à la fois contre l'Etat et le capitalisme, partant du constat que les fonctionnaires sont des salariés de l'Etat (capitaliste) dont la vocation est de servir les intérêts des capitalistes, tandis que les travailleurs du secteur privé sont directement livrés à l'exploitation capitaliste exercée par les propriétaires des moyens de production..

Les dirigeants syndicaux se sont toujours employés à éviter de dresser les fonctionnaires contre l'Etat, de les éduquer au combat contre l'Etat, se contentant de les mobiliser contre le gouvernement en place, mais jamais contre le régime qu'ils n'ont eu de cesse d'épargner. Les congrès des syndicats passent, des courants contestataires voient le jour ou donnent de la voie, mais jamais dans cette direction-là, à croire que c'est un tabou de vouloir s'attaquer à l'Etat que personne n'ose remettre en question, du coup il ne faut pas s'étonner si le réformisme bourgeois est si bien ancré à la fois dans les syndicats et chez les fonctionnaires qui ne demandent qu'à vivre un peu mieux en régime capitaliste et non de le renverser.

Mailly, pour FO, a proposé aux autres syndicats un "*appel commun à 24 heures de grève interprofessionnelle*", une formule qui ne sera pas forcément comprise par les travailleurs qui ne sont pas familiarisés avec la terminologie syndicale, formule qui aurait pu se résumer à une grève générale de 24 heures, mais là attention camarades, on risquait d'empiéter sur le terrain politique, et puis qui sait une confusion malsaine pouvait s'installer dans les esprits, or il faut absolument maintenir la division entre le combat syndical et politique, dychotomie si bien réussie que les militants qui pensent mener un combat politique se sont transformés en syndicalistes sans même s'en apercevoir, ensuite on comprend mieux pourquoi leurs partis ne proposent aucune issue politique au prolétariat sans que cela ne pose de problèmes à leurs militants.

Ils les ont si bien accoutumés aux sornettes du réformisme qu'ils trouvent normal de ne pas attaquer de front le régime ou l'Etat, de ne pas se projeter dans l'avenir mais d'avoir au contraire toujours un oeil rivé sur le passé, un réflexe paranoïac de résistance qu'alimente des discours sur le reflux des masses et du mouvement ouvrier, qui justifie de se cantonner à une propagande défensive, parfois en appelant à la rescousse de Gaulle, la IVe République...

Aujourd'hui avec la remise en cause du droit à la retraite, ils veulent sauver ce qui peut l'être encore en s'arc-boutant sur le passé, alors qu'il faudrait résolument se tourner vers le futur d'où émergera une issue à la crise du capitalisme, ils estiment qu'en se privant des moyens pour aller de l'avant nous pourrions résister au rouleau compresseur destructeur du capitalisme entièrement dominé par l'industrie financière, c'est se leurrer. Pour sauver nos acquis ou droits sociaux qu'il faut évidemment défendre, ce n'est certainement pas en réclamant le respect de la

démocratie politique que le gouvernement foule justement aux pieds tous les jours, mais en subordonnant notre combat à la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui garantirait l'existence de ces droits ou acquis et les améliorerait... Il faut savoir sur quel terrain on se place.

Ils n'osent même plus avancer les 37,5 annuités ou défendre les retraites telles qu'elles existaient encore dans les années 80, alors que les régimes de retraite qui existaient à cette époque étaient déjà loins d'être satisfaisants, de là à défendre des aspirations encore plus avantageuses, vous n'y pensez pas, personne ne vous suivrait prétendent-ils, à entendre les réactions des travailleurs qui ont pris leur retraite complètement usés par une vie de dure labeur, je ne suis pas convaincu par cet argument. Des partis ouvriers composés en majorité d'employés ou d'ouvriers d'usines ou de chantiers auraient certainement une autre conception du droit à la retraite.

Bon week-end à tous.

Pas des nazillons Sarkozy et sa bande ?

Hervé Novelli a remis à Brice Hortefeux un tract diffusé par la Ligue du Nord à l'occasion des récentes élections régionales italiennes. Le document de ce parti xénophobe, membre de la coalition dirigée par Silvio Berlusconi et principal triomphateur de ce scrutin, met en scène un retraité italien abandonné par l'Etat au profit des immigrants et des musulmans.

Le secrétaire d'Etat aux PME estime que le succès de la droite en 2012 dépendra de sa capacité à séduire à nouveau les électeurs qui avaient abandonné le FN en 2007 et ont revoté pour lui à l'occasion de ces régionales. (Lexpress.fr 23.04)

Retraites. La loi du plus fort est toujours la meilleure.

Selon Marisol Touraine, député socialiste chargée du dossier des retraites au PS, lors d'une interview à l'Express : "*Notre analyse peut évoluer en fonction du débat politique*". (Lexpress.fr 23.04)

Comment défendre les intérêts des capitalistes sans que les travailleurs ne s'en rendent compte, cela va être difficile, les dirigeants syndicaux sont en train d'en faire l'amère expérience.

Etats-Unis. Tour de passe-passe.

Le coût du sauvetage du système financier était estimé à 500 milliards de dollars (374 milliards d'euros) en 2009.

Vendredi le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner a estimé dans une lettre transmise vendredi au Congrès américain, qu'il pourrait ne coûter que 87 milliards de dollars (65 milliards d'euros) au final. (AP 23.04)

Grèce.

La police grecque a utilisé vendredi des gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants de gauche qui protestaient dans le centre d'Athènes contre des mesures d'austérité, a rapporté la police.

Quelque 2.500 personnes participaient à une manifestation organisée après l'annonce par le Premier ministre George Papandreou de sa décision de demander le déclenchement d'un mécanisme d'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international destiné à sortir le pays de ses problèmes de dette.

"Un petit groupe de manifestants a tenté de franchir un cordon empêchant le cortège d'atteindre les bureaux de l'Union européenne à Athènes et la police les a dispersés à l'aide de gaz lacrymogènes", a déclaré un policier sous le sceau de l'anonymat. (Reuters 23.04)

Le visage hideux du capitalisme.

Quelque 10 millions de personnes souffrent de la grave crise alimentaire qui touche plusieurs pays de la région du Sahel, a indiqué vendredi 23 avril le responsable des affaires humanitaires de l'ONU, John Holmes. Parmi ces personnes figurent 7,8 millions d'habitants du Niger qui sont en 'état d'insécurité alimentaire'. (Lemonde.fr 23.04)

Le 25 avril

Le fichier *Sur la question des retraites. (POI) (23.04)* est disponible, avec mes excuses.

Bon dimanche à tous.

Ne dites plus : nous vivons dans une société composée d'hommes et de femmes... dites : nous vivons dans un système financier.

"Nous devons promulguer une série de règlements actualisés, de bon sens, pour assurer la transparence de Wall Street et pour protéger les consommateurs dans notre système financier", a déclaré jeudi le président américain à New York.

Ainsi, le monde, le pays, la société, s'ils ne se réduisent pas au "système financier", ils sont sous sa domination et toute activité humaine doit y être subordonnée.

Il y a quelques années à l'issue de questions et de réflexions sur l'orientation du capitalisme j'en étais arrivé à la conclusion que seul l'argent dominait le monde et que le passage du royaume de la nécessité à celui de la liberté coïnciderait ou s'accompagnerait forcément de la disparition de l'argent, au même titre que l'extinction des classes sociales, de l'Etat et des frontières qui divisent les peuples.

Immédiatement, je me suis dit qu'une telle conclusion si elle était correcte, il était impossible de l'intégrer dans notre propagande tant nous étions éloignés de cet objectif sans passer pour des gauchistes ou des rêveurs d'une part, parce que l'on ne pouvait pas ignorer le facteur politique et le développement antérieur de chaque pays d'autre part, qu'il serait impossible de passer du jour au lendemain du capitalisme au communisme, une évidence qui distingue le marxisme de l'anarchisme.

Dire à bas l'argent, alors qu'on en a un besoin vital pour vivre risquait fort d'être incompris par le plus grand nombre, je le pense toujours, par contre, je me demande comment on pourrait mener également le combat dans cette direction-là, lorsque l'on voit que le monde entier n'est plus géré que comme une vaste entreprise privée, que la marchandisation de la société s'est accélérée au point que chaque geste ou besoin élémentaire est devenu monnayable, il a un coût ou représente une source de profit potentiel, et que le monde déjà fort hypocrite sous l'emprise du capitalisme n'a plus pour objectif le développement (harmonieux) de la civilisation humaine, l'a-t-il eu vraiment un jour est une autre question, il aurait fallu pour le prétendre que l'homme soit conscient de faire sa propre histoire ce qui n'a jamais été le cas jusqu'à présent comme nous le savons, mais uniquement l'argent et la nécessité d'en accumuler toujours davantage, qu'il est devenu l'unique repère ou valeur pour donner un sens à sa vie au détriment forcément d'autrui dans une concurrence féroce que doivent se livrer en permanence les individus entre eux, au détriment aussi de toutes les valeurs qui ont forgés au fil des siècles la civilisation humaine.

Le combat contre le capitalisme, pour son éradication du sol de notre planète, doit se mener sur le terrain politique en montrant aux travailleurs la finalité du capitalisme, en leur expliquant qu'ils ne doivent pas se raconter d'histoires ou en les mettant face à la réalité telle qu'elle est, nous ne travaillons pas pour développer la société ou satisfaire des besoins, tout au plus ce n'est qu'un aspect secondaire du produit de notre travail, nous travaillons essentiellement pour permettre à une minorité de parasites qui nous pourrissent la vie de s'enrichir, et que chaque décision politique prise par le gouvernement est subordonnée à cet objectif, puisqu'il reçoit ses ordres directement du lumpenprolétariat de la bourgeoisie, l'aristocratie financière, le bien-être de la population passant après s'il reste quelque chose dans les caisses du pouvoir en place.

Le capitalisme c'est le capitalisme, mais au cours de son histoire il a connu différentes phases de développement avant d'aboutir à l'état de décomposition que nous pouvons observer quotidiennement à notre époque. De progressiste il est devenu une source de régression sociale sans fin, sans la lutte de classe du prolétariat nos conditions de travail et d'existence seraient comparables à celles qui existaient il y a un siècle où à celles que connaissent des centaines de millions de travailleurs dans des pays comme la Chine ou l'Inde par exemple, bien qu'il faille nuancer cette appréciation car le capitalisme pour se développer avait besoin d'une main d'oeuvre plus qualifiée, plus stable, en bonne santé, etc. d'où certaines concessions qu'il a accordées à la classe ouvrière...

Depuis le milieu des années 70, avec une nette accélération dans les années 90 jusqu'à nos jours, il fait son marché à travers le monde pour trouver de la chaire fraîche à moindre coût et remplacer celle qui est devenue un fardeau pour lui et qu'il abandonne en chemin. Quant à celle qu'il n'a pas contribué à développer, elle connaît une situation encore pire, effroyable, elle est littéralement exterminée, comment appeler autrement le sort qu'il lui a réservé en Somalie, au Soudan, etc. Ce qui n'était encore qu'une tendance aveugle à la barbarie sous couvert d'enrichissement de l'oligarchie mondiale, est devenu une orientation, une oeuvre de destruction consciente des conditions de vie et de travail de populations entières dans des pays relativement épargnés jusqu'à présent, dont la France.

On peut combattre cette tendance et cette idolâtrie envers l'argent en mettant en avant les principes profondément humanistes du marxisme, encore faut-il avoir le courage ou l'audace de développer l'intégralité de notre politique dont l'objectif final demeure l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la servitude humaine, source de tous les malheurs et toutes les souffrances qui accablent l'ensemble des peuples.

Non, nous ne sommes pas désarmés face à la barbarie capitaliste, il suffit de renouer avec le marxisme ou de partager les principes qu'il défend, pour pouvoir combattre le capitalisme et ses institutions politiques sur tous les fronts. On dit que l'argent n'a pas d'odeur pour expliquer que certains sont prêts à faire n'importe quoi pour en gagner toujours davantage, ajoutons qu'il a toujours l'odeur de la sueur et du sang de ceux qui ont travaillé pour qu'il prenne forme et sans lesquels il n'existerait pas.

Les véritables maîtres du monde ne sont pas ceux qui ont contribué par leur travail à développer la civilisation humaine et nos sociétés, mais les prédateurs qui ont accaparés par la force et la violence le produit de notre travail. C'est par les mêmes moyens que les exploités doivent

les chasser du pouvoir afin de reprendre ce qui leur revient. Lénine expliquait dans l'Etat et la révolution que la nécessité d'une révolution violente pour renverser l'ordre établi était le coeur, la substance du marxisme, et qu'en refuser la perspective revenait à se soumettre au capitalisme, à capituler.

Confronté à un monde de plus en plus en proie à la violence quotidienne sous des formes de plus en plus élaborées ou diverses du fait de la survie du capitalisme, sans même parler des guerres, si nous ne répondons pas à la guerre que nous a déclarée le capitalisme par la guerre, autant dire que nous acceptons d'avance notre défaite et d'être réduit en esclavage, d'où la nécessité aussi de mettre en avant la révolution violente comme seul moyen de mettre fin au cauchemar que nous fait vivre le capitalisme, au risque de passer pour des extrémistes ou des gauchistes, ce serait presque un compliment si cette caractérisation s'adressait à des militants engagés résolument dans le combat pour la victoire de la révolution socialiste mondiale.

Sarkozy et son clone.

Eric Besson fustige les dissensions à droite. "*Un jour, ce sont les critiques d'anciens Premiers ministres; un autre jour, celles de parlementaires minoritaires; un troisième jour, on glose pour savoir combien il faudra de candidats du centre*", déplore-t-il. "*Ceux qui jouent ce jeu doivent se ressaisir et laisser le gouvernement travailler*".

"*Nicolas Sarkozy reste de très loin le meilleur atout de la majorité pour 2012*", considère le ministre de l'Immigration. "*Son bilan est conséquent*". Il dit ne pas comprendre que "*certains responsables de la majorité manquent de lucidité sur ce point et cherchent à l'abîmer*". (AP 24.04)

Sondage. Info et intox, suite.

Plus de deux Français sur trois (68%) se déclarent en avril mécontents de Nicolas Sarkozy (+3 points en un mois) et 47% de François Fillon (+2 points), selon un sondage Ifop publié dans "Le Journal du Dimanche".

Le président de la République gagne un point de popularité avec 31% de satisfaits, contre 50% pour le Premier ministre (+1 point). (AP 24.04)

Il y aura bientôt autant de sondages que de jours dans l'année. Pourquoi ? On peut se poser la question, bien qu'on en ait déjà causé ailleurs sans forcément avoir épuisé le sujet. On peut dire que cela révèle l'inquiétude qui mine le sommet du régime, son obsession de savoir ce que pense la population que l'on dit au bord de l'explosion depuis si longtemps.

Il pourrait y avoir un autre intérêt à ces sondages à répétition pour le pouvoir : une fois que Sarkozy a touché le fond, mécaniquement il ne peut que remonter au fil des mois en manipulant les questions posées aux personnes sondées, et dans disons une quinzaine de mois il sera miraculeusement revenu au top pour affronter l'élection présidentielle. C'est une hypothèse qui tient la route, si bien sûr il est encore dans la course et que les capitalistes ne misent pas sur un autre candidat pour affronter le prolétariat les années à venir qui seront forcément très difficiles pour eux.

Autre hypothèse, Sarkozy gouverne en fonction de l'évolution de la situation économique et des ordres qu'il reçoit des chefs de fil du capitalisme, ce qui contribue à créer une situation sociale (et politique) chaotique, au point que pour gérer la crise sociale qui peut dégénérer à tout moment et devenir incontrôlable, il a besoin de savoir le plus précisément possible dans quel secteur de la société ou branche d'activité le feu couve pour le désarmer à temps avant qu'il ne se répande, à coup de saupoudrage et de bonnes paroles. Il prend le pouls de la population pour voir jusqu'où il peut aller dans ses contre-réformes sans prendre le risque de déclencher une explosion sociale et une crise politique ouverte.

En fait, il navigue à vue au grès de l'humeur de la Bourse et des marchés financiers, il est à peu près dans la même situation que le Premier ministre grec évoquant hier à propos de son pays "*un bateau qui coule*". Pour le moment ce n'est pas le pays, la France, qui est en train de couler, quoique, mais le parti de Sarkozy et Sarkozy lui-même, d'où l'inquiétude qui les tenaille sachant que la situation économique et sociale ne fait qu'empirer jour après jour sans qu'ils aient l'assurance que cette tendance s'inverse à court terme.

Cela fait penser aussi à un patient entre la vie et la mort qui nécessiterait une surveillance constante pour tenter de parer à temps à tout incident qui pourrait lui être fatal, ainsi l'intervention répétée des sondages aurait pour fonction d'informer Sarkozy sur l'état du patient et les mesures qu'il peut encore supporter sans prendre le risque, non pas de le tuer, mais de le conduire à se soulever dans une ultime réaction pour défendre ses droits et sa dignité.

Le parvenu Sarkozy a été élu grâce à une formidable escroquerie qu'il est incapable d'assumer, c'est ce qui ressort de son comportement, entre crise de schizophrénie aiguë par rapport à la population qu'il sait avoir trompée délibérément et qui le déteste, et crise de paranoïa par rapport à son propre camp divisé sur sa manière de gouverner le pays. Son élection pourrait être qualifiée de coup d'Etat à froid par l'ampleur des destructions dont elle était annonciatrice.

Ce qu'ils ne semblent pas se douter ou prendre en considération dans son camp, c'est qu'à force de pondre des sondages tous les quatre

matins, ils sont en train de tuer la poule aux oeufs d'or, car lorsqu'ils indiqueront que la cote de popularité de Sarkozy remonte, plus personne n'y prêtera attention ou les croira et ils rateront leur objectif.

Vous voyez camarades, nous sommes partie d'un élément secondaire, un sujet que certains jugeront à raison rébarbatif, sans réel intérêt si vous voulez, pour finalement arriver à une conclusion optimiste, sans le vouloir je précise, l'instant d'avant j'ignorais totalement ce que j'allais écrire, comme quoi il ne faut jamais perdre espoir. Engels disait que le socialisme est une science (sociale) et que comme toute science il faut l'étudier pour ensuite savoir de quoi on cause, prétendre la maîtriser serait prétentieux de ma part donc je ne m'y risquerai pas, ne vous ouvrez pas les veines pour vérifier si le socialisme y coule bien, disons qu'à force d'étudier le socialisme il finit bien par s'y mêler, un peu, beaucoup ou passionnément selon les capacités et les expériences de chacun, et qu'à partir d'un constat banal ou d'un fait anodin, avec le temps, sans produire le moindre effort ou le vouloir on parvient à développer notre argumentation. Si je n'étais pas l'auteur de l'analyse que je viens de développer, je dirais que c'est cela être socialiste, presque naturellement. Disons qu'il y a des jours ou des moments où on l'est plus qu'à d'autres et que l'ouvrage demeurera de toutes manières sans fin. (A suivre)

Le racisme ne passera pas ! Instrumentalisation.

Selon un sondage diffusé samedi par Europe 1, seuls 33% des Français sont favorables à une interdiction totale du voile intégral comme le préconise le gouvernement. (Reuters 24.04)

Hier j'ai loupé le coche comme l'on dit à propos d'Hortefeux et de ce Français d'origine algérienne qu'il veut déchoir de sa nationalité française parce qu'il est polygame.

Hortefeux est hypocrite et doit être jaloux, il n'a sans doute pas l'endurance nécessaire pour satisfaire quatre épouses et il le sait le malheureux, certains journalistes prétendent même que ce monsieur en aurait sept (chaîne i-Télé), qui dit mieux ! Dans un pays où l'on trompe son conjoint comme on va chez le boulanger, c'est un peu fort ! On peut avoir autant de maitresses ou d'amants que l'on veut, mais vivre avec, bordel, cela serait invivable, mais, mais ce n'est pas interdit, c'est légal n'en déplaise au ministre !

Dans un article sur le site *Slate.fr*, on a appris que c'était l'Elysée, via un SMS destiné aux journalistes, qui a fait monter la sauce pour transformer une verbalisation injuste en chasse à la fraude aux allocations familiales de la part d'une famille originaire d'Algérie, histoire de jeter un peu plus en pâture aux bons Français les immigrés qui viennent piquer nos emplois, nos logements et maintenant nos femmes car parmi les épouses de ce monsieur il y aurait des Françaises converties à l'islam, là cela dépasse les bornes estime Hortefeux. Il doit connaître la vie décrépie et sénile de la plupart des vieux couples, de quoi vous rendre aigri en vérité !

La meilleure, c'est qu'Hortefeux n'a pas pu connaître précisément en 24h les conditions de vie de ce couple aux formes multiples, les services sociaux et de police connaissaient parfaitement leur situation depuis longtemps (Jean-Marc Ayrault (PS) sur France Info), il manquait au ministre un argument qu'il pourrait instrumentaliser. Comme l'explique *Le Parisien* : «*Voilà une affaire qui tombe à pic pour les partisans de l'interdiction générale du voile intégral*».

Etats-Unis. L'Etat, les institutions, les partis corrompus par l'aristocratie financière.

1- Les républicains et les démocrates ont accepté de l'argent de firmes telle que la banque d'affaires américaine Goldman Sachs pour financer leurs campagnes. Ils ont accueilli de nombreux décideurs liés au secteur financier à la Maison Blanche quand ils étaient au pouvoir. Ils ont contribué à la dérégulation du secteur dans les années 1990, et ont renfloué Wall Street quand le secteur financier était au bord de la faillite.

Dans le cycle électoral actuel, le DNC a collecté 6,2 millions de dollars (4,6 millions d'euros) des services financiers, des secteurs de l'immobilier et des assurances, et 3,7 millions de dollars (2,8 millions d'euros) d'autres entreprises. Le RNC a obtenu 2,5 millions de dollars (1,9 million d'euros) du secteur financier et 2,7 millions de dollars (2,1 millions d'euros) d'autres entreprises.

Pendant la campagne présidentielle de 2008, Barack Obama a collecté 40 millions de dollars (29,9 millions d'euros) auprès du secteur financier et 37 millions de dollars (27,7 millions d'euros) auprès d'autres entreprises, alors que le républicain John McCain a collecté respectivement, auprès de ces deux secteurs, 29 millions de dollars (21,7 millions d'euros) et 16 millions de dollars (11,9 millions d'euros). (AP 24.04)

2- Des courriers électroniques publiés samedi montrent que les dirigeants de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs ont gagné beaucoup d'argent en misant sur l'effondrement du marché de l'immobilier aux Etats-Unis en 2007, élément déclencheur de la crise financière et économique qui allait s'étendre au monde entier.

Dans l'un de ces courriers électroniques, le chef financier de la banque, David Viniar, écrit que l'établissement a gagné plus de 50 millions de dollars (37,4 millions d'euros) en un jour en misant sur la chute de l'immobilier, selon un communiqué du bureau du président de la sous-commission.

"Bien sûr que nous n'avons pas échappé au pétrin des subprimes. Nous avons perdu de l'argent, puis nous en avons gagné plus que nous

n'en avons perdu grâce aux positions courtes", écrit pour sa part le PDG de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, dans un courriel daté du 18 novembre 2007.

Une position courte consiste à parier sur une baisse du titre. Lorsque la bulle immobilière américaine a explosé, Goldman Sachs et de puissants fonds d'investissement spéculatifs à haut risque (hedge funds) ont pris des positions courtes sur le marché, beaucoup de ces paris reposant sur le fait que d'autres investisseurs misaient sur une hausse. Le marché immobilier s'est effondré et ceux qui avaient pris des positions courtes ont touché un pactole mais se sont fait accuser d'avoir alimenté la crise financière. (AP 24.04)

Le 26 avril

Un petit complément à ce qui suit.

J'ai manqué de perspicacité à propos de cette affaire de polygamie montée en épingle par Hortefeux que j'ai traitée plus loin. Il fallait parler d'amalgame policier.

Quant à être accusé de voleur, venant de la part des représentants des capitalistes dont l'existence repose sur le vol de notre force de travail, elle est bien bonne celle-là. Bien que ce ne soit pas l'objet de cette polémique, rappelons que voler l'Etat, voler les patrons, voler les riches, ce ne devrait pas être seulement un droit mais un devoir ! Chaque jeune devrait apprendre par coeur la définition de la plus-value de Marx.

Voler les organismes sociaux et c'est l'ensemble des assurés sociaux qui paient la note, pourrait-on dire. Mais c'est une broutille à côté des centaines de millions d'euros que des praticiens de la santé, des cliniques ou des laboratoires privés escroquent à la Sécurité sociale chaque année, j'ai entendu cela lors d'un reportage à la télé et ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, à l'opposé des syndicats qui cogèrent les organismes sociaux avec le patronat et l'Etat et qui laissent faire. Qui sont les véritables voyous dans cette société : celui qui se livre à un trafic minable pour survivre ou celui qui s'enrichit en spéculant à la Bourse avec votre argent pour finalement vous réduire à l'état d'indigence et vous pousser au vol ensuite ? Qui donnent l'exemple aux jeunes de l'enrichissement facile à coup de millions d'euros en toute légalité et sans travailler, les trafiquants de drogue ou les patrons du CAC 40 ?

Ce raisonnement est-il légitime ? Qu'en pensent les partis ouvriers ? Rien comme très souvent, ils préfèrent ne pas aborder le sujet et laisser chacun en penser ce qu'il veut, voilà pour l'éducation des masses, leurs dirigeants sont des couards, ils sont incapables d'aborder un sujet de société autrement qu'en appelant au respect de leur foutu République, c'est-à-dire maladroitement, ils n'ont qu'un mot à la bouche, la légalité, autrement dit le respect du sacro-saint ordre établi que l'on doit renverser.

Me voilà parti à parler des jeunes des banlieues qui n'ont aucun avenir dans cette société ou qui ne le pensent pas forcément à tort. Ils ne seraient pas possibles de les éduquer politiquement, pas sûr, ils pourraient répliquer à ceux qui leur disent qu'ils ne respectent rien, que l'Etat ne les respecte pas en ne leur fournissant pas un travail qui leur permette de vivre décemment, c'est l'Etat qui manque à tous ses devoirs envers la jeunesse, c'est l'Etat qui les conduit à devenir des voyous ou à faire n'importe quoi pour satisfaire leurs besoins, c'est donc l'Etat qui porte l'entière responsabilité de la situation actuelle et des conneries qu'ils peuvent faire, etc.

Doit-on combattre l'Etat sur tous les fronts ou doit-on lui laisser le champ libre, dès que l'on aborde les questions élémentaires de la vie quotidienne des travailleurs que traitent les médias et les partis institutionnels ? Il ne s'agit pas d'être complaisant envers des comportements individuels anarchiques, mais de s'attaquer à leurs origines qui sont opaques pour la plupart des travailleurs qui confondent cause et effet ou conséquence et qui se font manipuler par les médias et le pouvoir en place. (A suivre)

La causerie du matin.

J'ai encore rectifié quelques erreurs d'adresses de fichiers, la gestion du site devient compliquée au fil du temps et je m'embrouille parfois. On attaque directement l'actualité, bonne semaine à tous.

Comme un bruit de bottes en France.

1- Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque a estimé dimanche lors du Grand Rendez-Vous d'Europe-1/"Le Parisien/Aujourd'hui en France" qu'il *"faut appliquer la loi"*, à propos du conjoint de l'automobiliste en niqab verbalisée à Nantes.

"La polygamie, c'est insupportable", a-t-il souligné. Mais *"la question que je me pose, c'est pourquoi elle est pas appliquée la loi"*? (AP 25.04)

On verra plus loin qu'il ne la connaît pas !

Dans ce qu'on appelle un Etat de droit, les lois qui sont votées ou les décrets qui sont promulgués sont en principe applicables, elles

correspondent au niveau de développement économique du pays ou ne constituent pas une entrave à son développement, mais lorsqu'elles constituent une contrainte insupportable pour une classe ou certaines couches d'une classe sociale parce qu'elles sont trop pauvres, l'application de ces lois ou décrets tombe sous le coup de l'arbitraire, ils ne sont appliquées qu'à la faveur d'une dénonciation ou de circonstances contingentes.

Par exemple en Inde, vous avez un banal accident de la route sans gravité, les policiers font le tour de votre véhicule et vous verbalisent parce que vous avez un pneu usé sans que cela n'ait un rapport avec cet accident, alors que des centaines de milliers de poids lourds ou de bus roulent quotidiennement avec des pneus usés jusqu'à la corde sans être inquiétés par les forces de police. Vous avez tout juste de quoi survivre et vous n'avez pas assez d'argent pour entretenir normalement votre véhicule qui vous sert pour aller travailler essentiellement, en règle générale vous enfoncez la loi mais vous n'êtes pas inquiété, jusqu'au jour où pour se faire de l'argent de poche la police décide de vous verbaliser, en réalité, la verbalisation se limite à glisser discrètement quelques billets de banque dans la main du policier en question, il n'exigera pas, que dis-je, il ne vous demandera même pas de changer le pneu usé, il s'en fout complètement.

J'aurais pu prendre un exemple plus parlant encore. Il est interdit de monter à trois ou plus sur une mobylette ou une moto, des millions d'Indiens le font tous les jours, ils passent et repassent devant les commissariats de police ou des policiers dans la rue sans être inquiétés. Chaque Indien n'a pas les moyens de s'acheter une moto et de payer l'essence, l'assurance, etc. cela représente une économie de prendre une moto au lieu de deux, alors que la loi en vigueur, calquée sur celle qui existe dans les pays plus développés économiquement, est en principe applicable à une population qui ne dispose pas du même niveau de ressources que les habitants de ces pays-là.

La règle dans un Etat de droit c'est que la loi s'applique, si son application est appelée à devenir une exception, on n'est plus en présence d'un Etat de droit, mais d'un Etat d'exception à la limite de la dictature, la corruption généralisée en prime évidemment. Le législateur peut rédiger des lois inapplicables ou en sachant pertinemment que l'ensemble de la population ne pourra pas les respecter, dès lors, leur application ou respect sera laissé à la discrétion ou à la bonne volonté des représentants de l'Etat, à l'arbitraire.

Sachant que la polygamie demeure très répandue dans de nombreux pays africains, celui ou celle qui la pratiquait dans son pays et qui vient vivre en France n'aura pas forcément l'intention de la troquer pour la monogamie, les autorités françaises qui condamnent la polygamie le savent comme elles savent très bien qu'elles n'y peuvent rien, sauf à surveiller en permanence la composition ou le comportement de chaque foyer, ce qui est impensable.

C'est la société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme qui est responsable du sort que les hommes réservent aux femmes, qu'ils exploitent ou réduisent en esclavage, il y a donc une forte dose d'hypocrisie derrière les dénonciations de la polygamie par des parasites tels Hortefeux, Le Pen ou encore Chérèque qui sont de farouches partisans du capitalisme.

La polygamie est aussi archaïque que la monogamie, ni l'une ni l'autre ne peuvent constituer un modèle de développement harmonieux des hommes et des femmes dans la société, sauf à couvrir une situation comparable à la traite des femmes ou la prostitution.

Un extrait du *Manifeste du parti communiste* :

"Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on accuser les communistes de vouloir mettre à la place d'une communauté des femmes hypocritement dissimulée une communauté franche et officielle. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition du régime de production actuel, disparaîtra la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle."

2- Jean-Marie Le Pen a expliqué dimanche, lors du "Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro" : *"Je pense que M. Hortefeux est un homme de bonne volonté (...) parce qu'il voulait priver, ce que je trouve tout à fait normal, cet individu de sa nationalité française, mais encore l'expulser"*.

"Il serait bon qu'il y ait une garantie donnée à la France que les gens qui sont ainsi naturalisés ne se conduisent pas seulement comme des citoyens de papier mais de coeur, qui respectent la loi", a réclamé Jean-Marie Le Pen. (Reuters 25.04)

L'Etat pourrait donc vous accorder quelque chose et vous le reprendre selon sa volonté. Ce n'est pas nouveau, par exemple lorsqu'il revoit à la baisse le taux de remboursement de certains médicaments qui hier étaient déclarés efficaces, et qui ne le sont plus aujourd'hui par enchantement, ou encore les allocations chômage.

Mais là le cas est encore plus grave, cela peut conduire à remettre en cause votre existence, car à la prochaine étape avec un tel précédent, c'est votre titre de séjour que l'Etat refusera peut-être de renouveler et alors vous serez expulsable du pays, mais pour aller vivre où après de longues années passées loin de votre pays d'origine ? Qu'est-ce que c'est qu'un Etat qui vous reconnaît un jour et vous le retire un autre ? Une dictature. Quand nous affirmons que nous vivons sous la dictature du capital, nous craignons toujours d'être incompris, mais c'est bien hélas la vérité.

3- En droit français, rappelle France-Info, la polygamie est le fait de contracter un second mariage sans avoir mis fin au premier. Elle est interdite par l'article 147 du Code civil : *"On ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier"*. Tout contrevenant est punissable d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende (article 433-20 du Code pénal). Mais cette disposition ne concerne que

les mariages civils et non les mariages religieux, qui ne sont pas nécessairement enregistrés sur les états civils. Le fait de vivre avec plusieurs femmes sans être marié avec elles n'est pas répréhensible par la justice. En France, selon France Info, il y aurait environ 20000 familles en situation de polygamie.

Rue89 a listé les motifs possibles de condamnation pouvant entraîner la déchéance de nationalité, selon l'article 25 du code civil. Il faut avoir été condamné pour un acte qualifié de crime ou délit constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation, un acte qualifié de crime ou délit pour atteinte à l'administration publique commis par des personnes exerçant une fonction publique, pour s'être soustrait aux obligations résultant du code du service national, pour s'être livré au profit d'un Etat étranger à des actes incompatibles avec la qualité de Français et préjudiciables aux intérêts de la France, un acte qualifié de crime par la loi française et ayant entraîné une condamnation à une peine d'au moins cinq années d'emprisonnement. (Slate.fr 25.04)

Finalement on s'aperçoit ici que cet homme n'a pas enfreint la loi, puisqu'elle ne reconnaît et ne punit la polygamie qu'à partir du moment où un second mariage aurait été contracté sans que le précédent ait été rompu officiellement, or cet homme n'a épousé qu'une seule des quatre femmes avec lesquelles il vit jusqu'à preuve du contraire. D'autre part, l'article 25 du code civil ne le concerne pas apparemment.

Apparemment, ni Hortefeux ni Le Pen ni Chérèque ni la meutes qui aboient à leur côté ne connaissent la loi ou ne l'ont consultée avant de s'exprimer, cela en dit long sur leurs intentions réelles.

On est donc bien en présence d'une opération infâme orchestrée par le gouvernement pour désigner un bouc émissaire aux conséquences de la crise qu'il peine de plus en plus à faire supporter au prolétariat. L'Arabe, le Noir, le musulman, l'étranger, voilà le coupable tout désigné de tous vos malheurs braves gens, foi d'Hortefeux, Besson, Le Pen, Chérèque et Cie. Tout est bon pour diviser la classe ouvrière, tout est bon pour essayer de redorer l'image de Sarkozy et de l'UMP dans la population...

Banque Mondiale. Quand l'ordre (capitaliste) mondial règne.

La Banque Mondiale a pris acte du poids croissant de la Chine dans l'économie mondiale, en augmentant dimanche la part de Pékin en termes de droits de vote.

La Chine figure désormais derrière les deux principaux autres contributeurs de l'établissement, les Etats-Unis et le Japon, devant 183 autres nations membres.

La Chine a emporté la majeure partie de ce transfert, ses droits de vote devant passer de 2,77 % à 4,42 %. D'autres grands gagnants sont le Brésil (2,06 % à 2,24 %) et l'Inde (2,77 % à 2,91 %), contre 15,85% pour Washington et 6,84% pour Tokyo. (AP et Libération.fr 25.04)

Quel intérêt d'augmenter sa participation à la Banque Mondiale ? Pardi, on obtient un droit de regard plus important sur des milliards versés à des Etats avec à la clé de nouveaux marchés !

C'est un peu comme lors d'un traité de paix quand il faut se répartir la dépouille du vaincu, la part du gâteau qui revient à chacun est proportionnelle à sa puissance, là en l'occurrence, à la place qu'il occupe sur le marché mondial.

Grèce. Les prédateurs. Chantage, otage, pillage...

1- La Grèce doit approuver de nouvelles mesures d'austérité avant de bénéficier d'une aide financière de la part de l'Union européenne, estime le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, dimanche.

Si Athènes n'accepte pas des mesures complémentaires pour tenter de sortir de la crise financière dans laquelle se trouve le pays, cela pourrait remettre en cause ce soutien de l'Europe, précise le ministre dans l'édition dominicale du journal Bild.

"Le fait que ni l'UE, ni le gouvernement allemand n'a pris de décision (sur la fourniture d'aide) signifie que la réponse peut être positive aussi bien que négative", affirme Schäuble.

Athènes négocie avec les Européens et avec le Fonds monétaire international les modalités d'un soutien de 40 à 45 milliards d'euros afin de gérer une dette publique qui s'élève à 300 milliards d'euros et dont le service lui revient de plus en plus cher sur les marchés. (Reuters 25.04)

2- Dans une interview publiée par le *Journal du Dimanche*, la ministre de l'Economie Christine Lagarde a donné des indications sur le taux auquel la France va prêter 3,9 milliards d'euros à la Grèce, soit 5%.

Ce taux est flanqué sur l'Euribor (un des deux taux en vigueur sur le marché monétaire de la zone euro), auquel la France a rajouté une marge de sécurité de 3%.

Si une partie des sommes prêtées n'était pas remboursée intégralement, on rajouterait encore 1% et un complément de 0,5%.

Selon Christine Lagarde, la France a emprunté ces 3,9 milliards d'euro à 1,5% sur 3 ans hors assurance. Le mécanisme prévu devrait donc mettre la France «*plus qu'à l'abri*». (Libération.fr 25.04)

L'Etat français (et allemand notamment) va gagner de l'argent en saignant le peuple grec, normal non, c'est cela l'Union européenne !

Hongrie.

Le parti de centre-droit Fidesz a remporté au second tour des législatives un peu plus de la majorité des deux tiers des sièges au parlement, seuil décisif pour faire adopter certaines lois ou modifier la Constitution. Il inflige une déroute aux socialistes, au pouvoir depuis huit ans, qui n'auront plus que 59 sièges.

"*Le Fidesz et le parti chrétien-démocrate (qui avaient fait liste commune) ont remporté 68% des sièges*", a déclaré le chef de file du Fidesz, Viktor Orban, qui va redevenir Premier ministre.

"*Une révolution a eu lieu dans les urnes aujourd'hui!*", a-t-il lancé sous les acclamations de 4.000 de ses partisans, dans le centre de Budapest.

"*Aujourd'hui, le peuple hongrois a chassé le régime des oligarques qui ont abusé de leur pouvoir, et le peuple a porté au pouvoir un nouveau régime, le régime de l'unité nationale*", a ajouté celui qui fut déjà Premier ministre de 1998 à 2002. (Reuters 25.04)

Que la "*révolution dans les urnes*" de monsieur Mélenchon débouche sur l'unité nationale ou un front populaire, qui en doutait sérieusement ?

Autriche.

Le président autrichien sortant Heinz Fischer, social-démocrate, a été très largement réélu dimanche à cette fonction essentiellement honorifique, lors d'un scrutin marqué par un tassement du score de l'extrême droite, incapable d'attirer à elle le vote des conservateurs.

Par comparaison, en 2004, lorsque Fischer avait remporté son premier mandat, le taux de participation avait dépassé les 70%, alors qu'il a atteint à peine plus de 50% dimanche. (Reuters 25.04)

Le 27 avril

Incapacité professionnelle = licenciement immédiat : Sarkozy dehors !

Six Français sur dix ne font pas confiance à Nicolas Sarkozy pour améliorer la situation de la France lors des deux dernières années de son quinquennat, selon un sondage l'institut LH2 pour lenouvelobs.com.

Au total, 65% des sondés sont résignés sur la capacité du chef de l'Etat à modifier en bien leur situation et celle du pays, contre 32% qui pensent qu'il y parviendra. (Reuters 26.04)

Manipulation médiatique.

70% des Français se déclarent favorables à l'interdiction du voile intégral sur l'ensemble de l'espace public selon un sondage LH2 – Nouvelobs.com publié ce lundi. (Lepost 26.04)

Dans la causerie du 25 avril on pouvait lire le résultat d'un autre sondage qui contredit totalement celui d'hier :

Selon un sondage diffusé samedi par Europe 1, seuls 33% des Français sont favorables à une interdiction totale du voile intégral comme le préconise le gouvernement. (Reuters 24.04)

Selon le commanditaire du sondage et l'actualité du moment, ils font dire n'importe quoi aux personnes sondées. Vous avez remarqué que dans la dépêche du 24 il était question d'"*une interdiction totale du voile intégral*", alors que dans celle du 26 il est question de "*l'interdiction du voile intégral sur l'ensemble de l'espace public*", une nuance restrictive certes, mais qui n'explique pas l'inversion totale des résultats d'un sondage sur l'autre qui portent sur le même sujet, les personnes sondées n'étant pas forcément attentives à cette nuance, à moins de leur prêter un niveau de conscience ou intellectuel qu'elles n'ont pas.

Amalgame policier, suite.

L'avocat de l'homme accusé par Brice Hortefeux d'être polygame et de frauder les allocations familiales fait savoir qu'il envisage de poursuivre le ministre français de l'Intérieur en diffamation.

Liès Hebbadj a admis avoir des "maîtresses". *"Si on est déchu de sa nationalité française parce qu'on a des maîtresses, alors beaucoup de Français peuvent l'être, les maîtresses ne sont pas interdites par l'islam, peut-être par le christianisme, mais pas en France que je sache"*, a-t-il déclaré à la presse.

L'homme, âgé d'une trentaine d'années, n'est pas décrit par les pouvoirs locaux comme un extrémiste. Il tient une boucherie halal dans le sud de Nantes et préside une association culturelle musulmane à Rezé, dans la banlieue nantaise.

Il ne serait marié civilement qu'avec une de ses compagnes.

Aucun des deux délits évoqués par Brice Hortefeux ne peut provoquer la déchéance de nationalité.

Lors d'un point de presse, le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, a évoqué une *"polygamie à des fins mercantiles"* voire une forme de *"traite des êtres humains"*. Ne serait-ce pas plutôt les patrons esclavagistes qui se livrent quotidiennement et le plus légalement du monde à la *"traite des êtres humains"*?

A ses yeux, *"il serait sans doute utile d'élargir les possibilités dans notre droit de renforcer et d'accélérer les procédures de déchéance de nationalité"*. (Reuters 26.04)

Ce qui est intéressant ici, c'est la surenchère que se livrent les nazillons de l'UMP.

A y regarder de plus près : Sarkozy flic-président, Besson à l'immigration et l'identité nationale, Hortefeux au ministère du Travail, Accoyer au perchoir de l'Assemblée nationale, Bertrand président de l'UMP, Copé président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Lefebvre porte-parole de l'UMP, un super flic nommé préfet de Seine-Saint-Denis, ils ont considérablement renforcé l'arsenal législatif répressif utilisable contre le mouvement ouvrier, etc., on a là tous les ingrédients d'une dictature rampante, la structure est prête, les hommes sont en place, ils sont prêts à l'affrontement direct, physique, avec le prolétariat.

Pour ne pas être en reste, comme inspiré par la vermine de l'UMP, Le Pen a profité de l'occasion qui lui était donné pour faire hier une nouvelle fois l'apologie du régime de Vichy et de Pétain ! Il ya des rapprochements ou des coïncidences qui ne trompent pas.

Sarkozy au coeur d'un scandale d'Etat.

L'avocat des familles des victimes françaises de l'attentat de Karachi en 2002, Me Olivier Morice, va demander une audition d'Edouard Balladur, a-t-il indiqué lundi lors d'une conférence de presse. L'ancien Premier ministre a lui-même demandé lundi à être entendu par la mission d'information parlementaire sur cet attentat, a-t-on appris auprès du président UMP de celle-ci, Yves Fromion.

"Il y a aujourd'hui, contrairement à ce qu'a indiqué M. Edouard Balladur, un certain nombre de preuves et de réalités qui sont incontournables et qui nous conduisent à affirmer que nous sommes en présence d'un scandale d'Etat considérable, et que l'actuel président de la République Nicolas Sarkozy est au coeur d'un système de corruption", a déclaré lundi Me Morice.

"Libération", qui dit avoir obtenu des documents inédits, liés à l'enquête ouverte sur l'attentat de Karachi en 2002, où 11 salariés français de la Direction des constructions navales (DCN) avaient péri, affirme dans son édition de lundi que *"deux intermédiaires imposés par les balladuriens ont reçu 54 millions de francs le 2 juin 1995"*, argent provenant de commissions liées au contrat de vente de sous-marins au Pakistan. Le quotidien ajoute que le 26 avril 1995, le *"compte de campagne de Balladur a enregistré un dépôt en espèces suspect de dix millions de francs"*. Le directeur de campagne d'Edouard Balladur en 1995 était Nicolas Sarkozy. (AP 26.04)

Nigéria.

A Lagos, des hommes armés ont attaqué samedi le domicile de Edo Ugbawu, correspondant judiciaire du quotidien "The Nation", puis ils l'on abattu, d'après le porte-parole de la police Franck Mba.

Par ailleurs à Jos, dans le centre du pays, en proie aux violences entre représentants des différentes religions, deux journalistes travaillant pour le journal chrétien "The Light Bearer" ont été tués samedi en chemin vers un reportage . (AP 26.04)

Soudan.

Le président soudanais Omar el-Béchir a été réélu pour un mandat de cinq ans à l'issue d'un scrutin dont s'étaient retirés ses adversaires les plus sérieux en dénonçant des fraudes. Il a recueilli 68% des suffrages sur plus de 10 millions de bulletins validés, a annoncé lundi la Commission électorale.

Le président du Sud-Soudan Silva Kiir a lui aussi conservé son poste en recueillant près de 93% des suffrages dans le sud. (AP 26.04)

Le 28 avril

Pas très en forme pour causer, on va s'y risquer quand même.

A entendre tous les dirigeants syndicaux et ceux de la "gauche" officiel, ils sont tous pour le "*maintien de l'âge légal de la retraite à 60 ans*", ils n'arrêtent pas de le marteler, mais là où ils sont moins prolixes c'est quand il s'agit d'aborder la question de savoir dans quelles conditions on pourrait prendre sa retraite à 60 ans : à taux plein ou avec une décote si on n'a pas suffisamment cotisé, et si le nombre d'années de cotisation nécessaires augmentait encore, la décote qui existe déjà serait amplifiée, autrement dit, rien ne vous empêchera de prendre votre retraite à 60 ans, mais elle sera tellement réduite dans certains cas que cela vous dissuadera d'arrêter de travailler et le tour est joué, Sarkozy aura réussi son coup.

D'où au pire la nécessité de revenir à 37,5 annuités, au mieux plus près de 30 annuités pour partir à la retraite entre 50 et 55 ans, on aura quand même sacrifié plus d'un tiers de notre existence aux capitalistes. On nous expliquera que cet argument ne tient pas la route, que la population n'est pas prête à y adhérer. Etrange, j'avais cru comprendre que tout le monde en avait marre de bosser pour cette société en décomposition, non ?

Bizarrement, dès qu'on avance une revendication qui rompt avec le discours des dirigeants syndicaux qui sont tous alignés sur la perspective de la survie du capitalisme, elle ne correspondrait pas à l'état d'esprit des travailleurs, demain on nous expliquera peut-être qu'ils y croient encore dur comme fer au capitalisme, qu'ils vont travailler la joie au coeur et font pleins de projets pour l'avenir, que la société leur permet encore d'avoir un idéal dans la vie, lequel, dites-nous donc lequel pour qu'on repasse ce message salutaire à tous les travailleurs au bord du désespoir ou qui se demandent pourquoi ils continuent de travailler, quand ils ont la chance de ne pas être au chômage.

Quant à l'argument de la pénibilité du travail, il sert la même cause (en plus de la division) : mettre en place une retraite à la carte qui serait de fait la négation du système de retraites par répartition.

Le travail de l'ouvrier dans une usine ou sur un chantier, le travail d'une vendeuse ou d'une employée assise toute la journée devant une caisse enregistreuse ou un ordinateur, le travail d'un prof dans une classe surchargée et ingérable avec des problèmes quasi quotidiens de discipline, le travail d'un cadre qui doit sacrifier sa vie de famille pour l'entreprise qui l'emploie, le travail est pénible dans tous les cas de figure, usant, stressant au possible, etc., même si l'espérance de vie est plus longue pour un cadre que pour un ouvrier, l'un et l'autre auront sacrifié leur vie au boulot dans des conditions insupportables (cadence, fatigue, surmenage, humiliation, etc.), c'est cela qui constitue le lot quotidien de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes et qui est susceptible de les réunir dans un même combat pour une vie meilleure contre le capitalisme et l'Etat.

Un autre sujet.

Sur la Grèce. On peut constater que toutes les institutions européennes ou internationales du capital se jettent sur la Grèce, sur le prolétariat et la petite-bourgeoisie grecque plus précisément qu'ils veulent saigner à blanc. Les travailleurs grecs ne s'y sont pas trompés en s'en prenant à la Commission européenne, c'est la véritable nature de l'Union européenne qui éclate à la figure de ceux qui ne l'avaient pas encore comprise, cette institution est exclusivement au service du capital, elle est notre ennemi, voilà l'expérience que les Grecs sont en train de vivre et que les travailleurs des autres pays de l'UE peuvent suivre de très près.

Personne n'a encore osé nous sortir que Papandréou serait pris au "*piège*" de l'Union européenne, la ficelle serait un trop grosse à faire avaler aux militants.

S'il est impossible de redresser les comptes de l'Etat sans sacrifier nos conditions de vie et de travail qui se sont déjà gravement dégradées au cours des dernières décennies, sans sacrifier nos revendications économiques et sociales légitimes, il faut rompre avec le système économique capitaliste, il faut balayer l'Etat et ses institutions par une révolution et instaurer à la place un Etat ouvrier qui planifiera la production en fonction des besoins et des aspirations de la population, il faut passer au socialisme.

Quelques infos en bref.

Le "*nouveau projet*" du PS : Le capitalisme rien que le capitalisme.

Le PS voudrait nous refaire le coup de 81 en prétendant proposer un nouveau "modèle de société" qui est étranger au socialisme puisqu'il remet en cause ni les fondements du capitalisme ni les institutions de la Ve République.

Il écrit : *"Si la gauche de gouvernement a apporté des avancées économiques, sociales ou sociétales majeures (...), elle n'a pas suffisamment engagé le changement profond de modèle de société qui était nécessaire."* La crise économique doit être l'occasion "de reprendre l'initiative", assure le texte, qui propose d'ouvrir la perspective d'un *"nouveau projet de transformation de la société."* (Le Monde 27.04)

Soutenir le PS, c'est soutenir l'UMP, c'est soutenir le capitalisme et les institutions politiques en place, c'est au-delà des mots, des slogans et des programmes, avouer qu'on n'a aucune autre perspective politique à proposer aux travailleurs que l'adaptation au capitalisme.

Ils ne se lâche plus !

Le président Nicolas Sarkozy recevra le lundi 10 mai les représentants des principales organisations syndicales et patronales pour discuter de *"questions économiques, industrielles et d'emploi"*, a annoncé mardi le palais de l'Élysée.

Cette réunion aura pour but de *"dresser un bilan partagé des mesures prises face à la crise et des suites qu'il convient de leur réserver"*, précise le communiqué.

Elle rassemblera à l'Élysée le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault, celui de la CFDT François Chérèque, celui de FO Jean-Claude Mailly, le président de la CFTC Jacques Voisin, celui de la CGC Bernard Van Craeynest, la présidente du MEDEF Laurence Parisot, le président de la CGPME Jean-François Roubaud et celui de l'UPA Jean Lardin. (AP 27.04)

Le chômage continue d'augmenter contrairement à ce qu'affirme le gouvernement.

Le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A (sans aucun emploi) a très légèrement baissé de 0,2% en mars (- 6.600) pour s'établir à 2.661.300 en France métropolitaine.

Le gouvernement se félicite de cette *«embellie positive»*. *«Il faut remonter à février 2008 pour avoir un aussi bon chiffre»*, a commenté auprès de l'AFP le secrétaire d'État à l'Emploi Laurent Wauquiez, affirmant néanmoins *«rester prudent»* car *«on aura encore de moins bons mois»*.

Sérieux bémol: avec les chômeurs inscrits en catégorie B et C (à la recherche d'un emploi mais ayant exercé une activité réduite), le nombre de chômeurs augmente de 18.100 (+0,5%).

Au total, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits en catégories A, B et C s'établit à 3.891.000 en France métropolitaine.

Les chiffres de mars donnent deux autres motifs de préoccupation pour les pouvoirs publics. Chez les seniors (personnes de 50 ans ou plus), la hausse des inscriptions au chômage continue (+1,1% par rapport à février en catégorie A et +21,2% sur un an. +1,2% en A, B, C sur un mois).

Et le chômage de longue durée s'aggrave avec un nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus en hausse de 2,6% par rapport à février et de 31,4% sur un an (1,374 millions de personnes catégories A, B, C), selon le ministère. (Libération.fr 27.04)

Surendettement.

Depuis 2008, la Banque de France note une augmentation des cas de surendettement de l'ordre de 16% par an.

Les dernières statistiques publiées par l'organisme confirment ce mouvement. 19.380 dossiers ont ainsi été déposés à la Commission au mois de février 2010. Soit 20,5% de plus qu'au mois précédent. (Figaro.fr 27.04)

République bananière ou népotisme.

L'élu UMP de Seine-Saint-Denis Bruno Beschizza a été nommé, ce mardi, sous-préfet "hors cadre" par un décret du président de la République.

Pour ne pas être accusé de cumul de mandats, l'ex- secrétaire général du deuxième syndicat policier Synergie s'était mis en congé de son poste pendant les élections régionales. En tant que commandant de police fonctionnel, il percevait un salaire mensuel d'environ 4000 euros.

Elu conseiller régional, Bruno Beschizza devait renoncer à cette fonction. L'indemnité mensuelle de conseiller général de quelque 2000

euros net ne permettait cependant pas de retrouver un salaire équivalent. Il fallait donc trouver une solution: une nouvelle fonction ou mission. L'Élysée lui aurait donné l'assurance de lui dégoter un poste. (Lepoint.fr 27.04)

La Bourse ou la vie.

A Paris, le CAC 40 a terminé en repli de 3,82%, sa première clôture sous le seuil de 3.900 points depuis la mi-mars, effaçant quelque 40 milliards d'euros de capitalisation.

L'indice pan-européen FTSEurofirst 300 a quant à lui chuté de 2,64%. Et les reculs ont été plus marqués encore pour les marchés directement concernés par la crise: Athènes a fini sur une chute de 6,0%, Lisbonne de 5,36%. Madrid a abandonné de son côté 4,19%. A Wall Street, le Dow Jones a perdu 2% à la clôture et le Nasdaq a cédé 2,04%. (Reuters 27.04)

Espagne. Chômage record.

Selon le journal ABC, la part des demandeurs d'emplois a atteint 20,05% sur les trois premiers mois de l'année, ce qui représente 4,61 millions de personnes sans emploi.

ABC précise qu'il s'agit des statistiques officielles mises en ligne par erreur par l'Institut national des statistiques pendant quelques minutes lundi sur son site internet.

"En raison d'un incident qui s'est produit hier lors de la validation de la diffusion des résultats (...) une partie des statistiques de cette enquête ont été temporairement accessibles sur le site internet de l'INE", déclare l'institution dans un communiqué, précisant que l'intégralité des statistiques sera communiquée vendredi. (Reuters 27.04)

Tunisie.

Le journaliste tunisien dissident Taoufik Ben Brik a été libéré mardi matin après avoir effectué sa peine, a-t-on appris auprès de son épouse Azza Zarrad.

Lors de son jugement, le journaliste avait dénoncé un "*procès politique*" et s'était dit victime d'un traquenard monté par les "*services spéciaux*", alors que les autorités avançaient qu'il s'agissait d'une "*affaire de droit commun*".

Taoufik Ben Brik, 50 ans, avait publié dans la presse française une série d'articles virulents à la veille des élections d'octobre 2009, qui avaient reconduit le président Zine El Abidine Ben Ali à la tête du pays, pour un cinquième mandat consécutif de cinq ans. (AP 27.04)

Le 29 avril

Pas le temps de causer l'actualité est trop chargée. J'ai oublié de vous dire qu'il y avait eu une grève générale de 24h contre la hausse des prix au Tamil Nadu et sur le Territoire de Pondichéry à l'appel des partis "communistes" et du parti AIADMK notamment, un parti bourgeois dirigé par une des plus grandes fortunes du Tamil Nadu. Elle a été particulièrement suivie, même les minuscules échoppes sur les bords des routes étaient fermées et pas un camion ou un bus ne roulait, absolument tous les commerces et toutes les entreprises étaient fermées. Pour quel résultat ? Aucun évidemment.

Deux mots sur la question de la grève générale et de l'insurrection. Elles se produisent spontanément, quand elles sont commandées elles échouent. C'est seulement lorsque la situation est devenue totalement insupportable que les masses descendent dans la rue et disent stop, on ne marche plus, ce n'est plus possible de vivre ainsi un jour de plus. Cela ne se commande pas ou alors cela signifierait que les masses aient intégré (consciemment) le socialisme ce qui n'est jamais le cas.

Vous pouvez appeler à un "*tous ensemble*" ou à la grève générale, si les conditions d'existence des masses ne sont pas dégradées au point d'être devenues invivables, elles ne bougeront pas. Cela ne sert strictement à rien de s'époumoner ainsi et démontre seulement que vous n'avez pas compris comment fonctionnent les masses. Quand les masses sont prêtes, elles s'emparent de n'importe quelle occasion pour faire la démonstration de leurs forces, cela peut être un 1er mai, pourquoi pas. Il faut que le fruit soit mûr, c'est tout. Attention, il peut aussi pourrir avant d'arriver à maturité, tout dépend du contenu que les masses donnent à leur colère, réactionnaire ou révolutionnaire, il faut le discerner à l'avance, c'est préférable !

Le réflexe du "tous ensemble" vient spontanément aux masses le moment voulu, généralement à l'insu des syndicats et des partis ouvriers qui n'ont rien vu venir, y compris le parti bolchevik de Lénine, c'est pour dire à quel point il est difficile de saisir précisément l'état d'esprit des masses, camarades, ne nous prenons pas pour ce que nous ne sommes pas et cessons de chercher des raccourcis ou de faire des plans sur la comète qui ont pour origine nos propres illusions ou incompréhension de la situation et des rapports entre les classes ou à l'intérieur

de la classe ouvrière.

Si les masses descendent dans la rue par millions à l'insu des syndicats et des partis, cela mérite réflexion, non ? Cet élément et celui-là seulement, ne permet-il pas de mettre à bas toutes les stratégies que l'on nous a concoctées depuis 60 ans avec le résultat que l'on sait, où l'on se retrouve pratiquement complètement désarmés au moment où sonne enfin l'heure du combat final pour en finir avec le capitalisme ? N'est-il pas déjà trop tard pour y réfléchir ? Espérons que non et que le développement de la crise actuelle va durer et s'amplifier pour nous permettre de réorienter résolument notre combat dans la bonne direction, contre l'Etat et les institutions, contre le capitalisme et pour le socialisme.

Lors des précédentes grandes grèves ou manifestations, qui est descendu dans la rue ? Les éléments les plus déterminés à en découdre avec le régime, les couches les plus durement frappées de la classe ouvrière ou au contraire ses couches les plus favorisées et l'aristocratie ouvrière, les couches les moins à même de s'attaquer au régime ? Quelle était le contenu politique exact de ces grèves ou manifestations ? Le mouvement ouvrier est-il toujours bourgeois ou est-il en passe de redevenir révolutionnaire ? N'est-ce pas l'accumulation de frustrations et de sacrifices qui se traduisent par une liste de revendications insatisfaites au nombre incalculable, qui finalement à un moment donné débouche sur une situation révolutionnaire ? Si c'est le désespoir qui pousse les masses à descendre dans la rue, c'est seulement l'espoir d'une vie meilleure portée par un ou des partis ouvriers qui les convaincra d'aller jusqu'au bout de leur combat. Si aucun parti n'incarne cet espoir à leurs yeux, on peut très bien se retrouver en présence d'une situation révolutionnaire sans qu'il n'y ait de révolution. Ce serait intéressant de revoir dans quelles conditions ont eu lieu les révolutions ou les mouvements révolutionnaires de 36 et 68 en France, mais aussi en Espagne en 36, au Portugal en 74, en 1905 et en 1917 en Russie, en Allemagne à la même époque et dans les années 20, on pourrait ajouter en Allemagne de l'Est (RDA) en 53, en Tchécoslovaquie en 68 ou en 56 en Hongrie, en comparant ce qui peut l'être uniquement, pour bien comprendre comment peut évoluer l'état d'esprit et la conscience des masses...

Les masses peuvent se découvrir à l'occasion des illusions dans des partis qui se réclament de la classe ouvrière et qui n'ont cessé de les trahir, par dépit ou parce qu'à leurs yeux aucun autre parti n'est crédible, sans que pour autant nous soutenions ces partis ou les gouvernements qu'ils pourraient former, la méthode de Lénine a fait ses preuves pour que nous l'adoptions, d'ailleurs les socialistes bourgeois sont déjà au pouvoir en Grèce, au Portugal et en Espagne, donc dans ces pays une insurrection se terminerait rapidement dans une impasse, par la répression, puisqu'il n'existe aucun parti suffisamment ancré dans les masses incarnant l'alternative au capitalisme, le socialisme, on ne voit pas par quel miracle elle pourrait se finir autrement malheureusement, à moins de prêter aux masses la faculté de se saisir spontanément du socialisme sans y avoir été préparées de longue date, laissons cela aux charlatans.

Maintenant nous savons aussi que la conscience des masses peut mûrir très rapidement au cours d'un processus révolutionnaire, le niveau intellectuel des ouvriers n'a plus grand chose à voir avec ce qu'il était autrefois, je ne sais pas jusqu'à quel point il faut intégrer cet élément dans notre analyse, la conscience des masses peut mûrir très rapidement dès lors qu'un parti incarne les objectifs politiques qu'elles doivent se fixer, qu'il est capable d'orienter dans la bonne direction le combat des masses, faudrait-il encore (en France) qu'un parti axe son combat contre l'Etat à abattre, or ce n'est pas le cas aujourd'hui, ils n'osent même pas dans leur agitation scander que le gouvernement est minoritaire et illégitime, alors s'en prendre aux institutions, vous n'y pensez pas, ils y viendront peut-être lorsqu'il sera trop tard pour justifier après coup leurs carences politiques, je ne veux pas être médisant ou critiquer pour critiquer, mais il faut bien être lucide et reconnaître qu'on est très mal barré pour la suite.

On essaiera de poursuivre cette causerie demain, je dois tout fermer, il n'y a plus de courant depuis plus de deux heures déjà et je suis en train de crever de chaleur dans le bureau. J'ai à peine relu ce que j'ai écrit, vous corrigerez les fautes.

Retraites. La quadrature du cercle ou l'art de masquer ses réelles intentions.

Martine Aubry a insisté mercredi auprès d'Eric Woerth sur la nécessité de bâtir une réforme juste et efficace des retraites.

Si on continue sur cette lancée, la réforme Woerth aura "*sans doute*" les mêmes effets que les deux précédentes réformes réalisées par la droite: "*Nous amener dans le mur avec des retraités touchant des retraites plus basses et des salariés seuls à payer*", a déclaré Martine Aubry.

Elle a rappelé que le PS ne transigerait pas sur : "*la possibilité laissée à chaque Français de partir à la retraite à 60 ans s'il le souhaite*". (Reuters 28.04)

Trois remarques.

1- "*des salariés seuls à payer*", sous-entend : cela ne passera pas, faites donc un peu payer les nantis, symboliquement j'entends, pour ne pas faire fuir les capitaux à l'étranger, et cela passera au nom de "*l'équité*", vous avez notre soutien ;

2- Ne touchez pas aux 60 ans, mais faites en sorte qu'il soit impossible que les travailleurs perçoivent une retraite à taux plein à cet âge et ils seront obligés de travailler plus longtemps pour obtenir une retraite qui leur permette de vivre à peu près comme avant et le tour est joué, discrètement ou surnoisement on va peut-être réussir à les rouler de la sorte.

3- Finalement, voilà comment se décompose la manoeuvre, hypocritement au début elle prétend défendre les intérêts des retraités en dénonçant les précédentes contre-réformes des retraites, pour ensuite glisser sur le terrain du gouvernement.

La méthode consiste à lier dans un même discours une vérité et un mensonge sans que l'on puisse discerner au premier abord lequel des deux l'emporte ou l'emportera. Or dans ce genre de situation, c'est toujours le mensonge qui prime. Les deux éléments de cette contradiction ne sont liés par un rapport du type thèse contre antithèse, qu'à partir du moment où l'on prend en considération un ou des éléments contingents, qui de secondaires deviennent prépondérant et influent sur l'orientation de votre discours, alors que votre interlocuteur en ignore le contenu exact ou ne peut pas en vérifier la véracité.

Prenons un exemple.

Vous me demandez de vous aider à déménager dimanche prochain, je vais vous répondre que j'aurais bien voulu vous donner un coup de main, mais hélas dimanche je dois me rendre à un mariage. C'est faux, mais vous ne pouvez pas me contredire, sauf à me traiter de menteur, vous n'oserez pas ou cela ne vous viendra pas à l'esprit, c'est là qu'est l'astuce ou la ruse.

Au départ nous sommes bien en présence de deux éléments, 1- l'amitié que vous me portez et votre demande ; 2- l'amitié que je vous porte et mon sincère regret de ne pouvoir vous aider, jusque là on ne peut pas parler de thèse et d'antithèse, notre amitié réciproque n'est pas remise en cause par mon refus de vous aider, c'est la nature du troisième élément qui sert à justifier mon comportement qui donne une idée pour le moins singulière de l'amitié que je vous porte, le mariage que j'ai inventé.

Donc, du côté vérité, je vous ai témoigné ma bonne intention, et du côté mensonge, je vous ai raconté n'importe quoi, pour à la fois conserver votre amitié et faire autre chose de mon dimanche à votre insu.

Ainsi je conserve votre amitié, et grâce à ce mensonge que vous avez gobé, je pourrai passer ce dimanche tranquillement avec mes potes à la campagne. L'essentiel n'est-il pas de sauver les apparences, comme l'on dit ?

Dans le cas présent, le mensonge d'Aubry sert uniquement à préserver l'image d'un parti qui serait au côté du prolétariat, alors que dans la réalité il le combat au côté de l'UMP. Et bien évidemment, Sarkozy, l'UMP, le gouvernement, les médias, les alliés ou satellites du PS, tout ce beau monde marche dans la combine, puisque qu'ils considèrent que le PS serait l'ultime recours pour sauver le régime en cas de soulèvement populaire.

J'aurais pu prendre un autre exemple plus parlant encore. Reprenons le grain de blé d'Engels dans *Anti-Dühring*, dans sa démonstration sur la dialectique. En premier on a le grain de blé, sa négation débute avec la germination et la plante qui en est issue, qui donnera ensuite un épis comportant de nombreux grains de blé nouveaux et qui, lorsqu'ils seront mûrs, marquera la fin de l'existence de notre plante. Conservons uniquement les deux premiers prémisses, le grain de blé et la plante, et imaginons maintenant que des pluies diluviennes soient venues pourrir l'épis en formation. Nous sommes bien parti d'un grain de blé et à l'arrivée nous voilà avec du foin. Le grain de blé était sain et promis à un bel avenir, sauf que les aléas du climat en a décidé autrement et nous voilà en plan avec sa négation, de la paille. Quand un processus dialectique n'est pas mené à son terme, on reste avec sa négation sur les bras. Pire, comme notre grain de blé n'a pas donné de nouveaux grains, nous ne disposons d'aucune semence pour reprendre le processus dialectique au départ ou le renouveler, on a tout perdu.

Dans le cas d'Aubry, ce que j'ai écrit dans l'avant-dernier paragraphe porte à son terme le processus dialectique (inachevé) contenu dans son discours, qui consiste précisément à dévoiler les intentions réelles du PS sur les retraites. Tout son discours ne sert qu'à camoufler l'alignement du PS sur l'UMP sur la question des retraites, elle ne peut évidemment pas livrer ouvertement le fond de sa pensée, elle défend en apparence les 60 ans tout en les piétinant, en y mettant la forme si l'on veut ou indirectement, la fatalité et les exigences du capitalisme faisant office de troisième élément pour faire accepter aux travailleurs la remise en cause de ce droit.

Finalement, la retraite à 60 ans, c'est possible, mais uniquement théoriquement, car en pratique c'est impossible du fait de cette foutue crise du capitalisme avec laquelle il faut bien faire avec, les travailleurs paieront, CQFD.

On aurait pu dire aussi qu'Aubry procédait par non-dit, par sous-entendu saisissable ou partagé par son interlocuteur, Eric Woerth, en imaginant que les travailleurs n'y verront que du feu et qu'ils partageront ainsi son analyse de la situation pour finalement accepter de nouveaux sacrifices, inévitables bien entendu.

Il faudrait peut-être compléter la revendication de défense des 60 ans, à défaut d'avancer la retraite à 50 ou 55 ans pour tous, en spécifiant que quel que soit le nombre d'annuités cotisées, tout travailleur ayant atteint les 60 ans devrait bénéficier d'une retraite à taux plein, sans décote, sans pénalité, ou avant en fonction des régimes spéciaux toujours en vigueur.

La Bourse ou la vie.

Paris et les Bourses de la zone euro ont recheté mercredi en fin de séance après l'annonce de la dégradation de la note de crédit de l'Espagne par l'agence Standard & Poor's.

L'indice CAC 40 a clôturé en baisse de 1,5% à 3.787,00 points au lendemain d'une chute de 3,82%.

Francfort a perdu 1,22% et la Bourse de Madrid a plongé de 3,15%. Du côté des indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 a perdu 1,74% et l'EuroFirst 300 0,97%.

Sur les marchés obligataires, S&P a eu un effet limité sur le rendement de l'emprunt d'Etat espagnol qui s'est tendu de 3 points de base à 4,17% tandis que celui du 10 ans grec s'est détendu de 6,2 points de base mais est resté au-dessus de 10% (10,1%). Le rendement à 10 ans allemand, référence de la zone euro, s'est maintenu sous 3% à 2,98%. (Reuters 28.04)

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, ils ont dit que les rendements des obligations grecques à deux ans avait atteint 38%. L'info était correcte, elle a été confirmée par une dépêche de Reuters qui indiquait qu'ils avaient atteint 30% trente minutes avant, ils ont donc grimpé de 8% en à peine 30mn. On se croirait en Inde !

Depuis 13 ans je prête de l'argent à un Indien (un ami de la famille) spécialisé dans l'achat et la revente de terrains une fois viabilisés et découpés en parcelles au taux de 3% par mois, soit 36% par an, bordel, le gouvernement grec fait encore mieux ! C'est ma principale source de revenu, je le rappelle en passant, 500.000 roupies (8.000 euros environ) me rapportent 15.000 roupies par mois, à peu près ce que je dépense pour survivre chaque mois.

Portugal. L'union nationale comme en Grèce contre le prolétariat.

Le gouvernement portugais et l'opposition parlementaire vont coopérer pour favoriser une application accélérée des mesures d'austérité budgétaire, afin d'assurer que les objectifs de réduction du déficit seront atteints, a déclaré le Premier ministre après ce qu'il a qualifiées d'"*attaque spéculative*".

"*Le gouvernement et le principal parti d'opposition ont décidé de coopérer pour répondre à une attaque spéculative sans fondement contre l'euro et la dette souveraine portugaise*", a déclaré à la presse le Premier ministre, José Socrates, après une réunion avec le dirigeant du Parti social-démocrate (PSD) Pedro Passos Coelho.

José Socrates a expliqué avoir informé le PSD de l'intention du gouvernement d'appliquer dès 2010 certaines mesures initialement prévues pour les années suivantes, notamment en matière de réduction de certains avantages sociaux. (Reuters 28.04)

Niger.

La crise alimentaire que traverse le Niger est d'ores et déjà plus grave que celle de 2005.

Après un déficit de pluies l'an dernier, la production agricole et les troupeaux ont fortement souffert et l'Onu prévoit que dix millions d'habitants, à travers le Sahel, vont être confrontés à des pénuries alimentaires.

Des villageois rencontrés près de Zinder, à un millier de kilomètres à l'est de la capitale Niamey, ont dit à Holmes qu'ils traversaient la pire crise alimentaire depuis 1984. (Reuters 28.04)

Le 30 avril

Pas le temps de causer, pas de courant comme tous les jours, alors qu'il y aurait tant à dire sur la situation.

Bon 1er mai quand même, camarades.

La direction du PCF va dépenser 200.000 euros en publicité et affichage... pour soutenir la contre-réforme des retraites de Sarkozy.

1- La retraite ne serait plus un droit, elle ne serait plus légitime non plus, elle devrait être "*juste*", selon le dernier slogan du PCF, autrement dit équitable, en laissant le soin évidemment au législateur de décider quel contenu il entend donner à cette valeur devenue une formule, sachant que c'est lui qui détient le pouvoir et que le pouvoir en place représente les intérêts d'une classe sociale distincte, celle des capitalistes, on est en droit d'affirmer que son sens aigü de la justice penchera du côté des intérêts de cette classe au détriment de ceux des travailleurs : «*Retraitons juste*».

Pour que l'on puisse recourir à cette valeur, faut-il encore que l'on soit en présence de deux situations comparables ou qui possèdent suffisamment de points communs pour qu'on puisse oser une comparaison, or il s'agit en l'occurrence de comparer la situation des

capitalistes avec celle des travailleurs, des exploiters avec celle des exploités, de ceux qui possèdent les moyens de production avec ceux qui ne possèdent que leur force de travail pour survivre, autrement dit rien, dès lors qu'ils ne sont pas en mesure de mettre en oeuvre cette force de travail, parce qu'ils sont malades ou réduits de force au chômage, il s'agit donc de comparer la situation des capitalistes qui détiennent le pouvoir avec celle du prolétariat qui n'en détient aucun et qui subit celui des capitalistes, il s'agit donc de comparer la situation de deux classes que tout oppose, aux intérêts antagoniques et irréconciliables, pour finalement déclarer une fois niée ou abandonnée cette opposition fondamentale entre les classes qu'on leur a trouvés des points communs sur lesquels elles pourraient s'entendre, on ne dit plus de nos jours au nom du bon sens, mais de l'équité, de ce qui serait juste pour les deux partis comme si elles étaient logées à la même enseigne, ce qui n'est évidemment pas le cas.

Soustraire 10 euros à un travailleur ou à un retraité qui a un revenu équivalent au Smic ou soustraire 100.000 euros à un patrons qui a un revenu dix fois plus important, ce n'est pas faire preuve d'équité ou de justice, c'est s'acharner sur le travailleur ou le retraité pour qu'il soit encore plus pauvre et dépendant du régime pour survivre, c'est faire preuve de cynisme et d'injustice.

Vous vous souvenez sans doute du créneau emprunté par Marie-Ségolène Royal lors de la campagne présidentielle de 2007, elle n'avait que le mot "*juste*" à la bouche. Il devait servir à camoufler l'alignement du programme du PS sur celui de l'UMP et à tromper les électeurs. Depuis cette formule a fait des émules au gouvernement et parmi les dirigeants des partis institutionnels inféodés au régime, parce que c'est un mot auquel on peut faire dire n'importe quoi, son interprétation est laissée à l'appréciation de chacun, ce qui donne l'impression avantageuse qu'une certaine liberté est laissée aux deux parties, une sorte de consensus réalisé sur une base qui est faussée dès le départ sans qu'on y pense forcément, les dés sont pipés, c'est l'analyse que fait le pouvoir de la situation en fonction des intérêts qu'il représente qui l'emportent.

En outre, pour qu'une décision ou une mesure soit déclarée juste, il faut qu'elle soit acceptée librement par les deux parties, on aura compris qu'une fois acceptée l'idée qu'une "*réforme*" des retraites était nécessaire et inévitable et prétendu que les travailleurs la souhaitaient, le PCF n'a rien trouvé de mieux pour l'imposer au prolétariat que de la présenter sous un angle "*juste*".

2- Plus loin, le porte-parole du PC, Olivier Dartigolles, affirme que doit s'ouvrir un débat «*populaire*» sur la future "*réforme*" et que «*le peuple doit s'en emparer, se faire sa propre opinion*», alors qu'il ne s'agit pas d'un débat d'idées mais d'un besoin, d'un droit légitime et acquis donc qui ne se discute pas, sauf à vouloir le faire progresser dans un sens positif et favorable aux travailleurs, ce qui n'est évidemment pas dans les intentions du PCF. Tenez-vous bien, il tient ces propos juste après avoir dénoncé «*l'intoxication idéologique*» du gouvernement, ils sont très forts les héritiers du stalinisme !

Là encore, il considère comme un fait acquis qu'il serait nécessaire de revenir sur le système actuel des retraites, à l'unisson du gouvernement, des dirigeants du PS et des dirigeants syndicaux, à l'exception de Mailly pour FO. Cela signifie aussi que le prolétariat doit être son propre bourreau, se situer sur le terrain de son ennemi, ce qui se traduit dans la pratique par lui laisser le champ libre pour agir. Partant de là, il ne faut pas s'attendre à ce que le PCF mobilise la classe ouvrière contre le gouvernement.

Il n'y a pas de "*débat*" à avoir sur nos retraites, on veut tout garder, il n'y a rien à négocier !

Si maintenant le maintien de nos retraites ou le retour aux conditions du début des années 80 est incompatible avec la survie du capitalisme, prenons le pouvoir et abolissons-le, et le problème des retraites sera définitivement réglé.

3- «*Que le ministre du Travail nous fasse l'honneur d'un débat public. Je lui apporterai la preuve que nos propositions de financement sont suffisantes à court, moyen et long terme.*» Des honneurs de cet ordre on s'en passe monsieur le philistin, on vous les laisse !

Au-delà du fait que la financiarisation des retraites conduit à la destruction progressive du système actuel par répartition, s'en tenir à la revendication de faire payer les capitalistes sans la situer dans la perspective d'en finir avec le régime, revient une nouvelle fois à subordonner le prolétariat au capitalisme et à lui interdire toute issue politique indépendante du capital. Le POI est sur la même position, j'y viendrai cet après-midi ou demain. Rappelons par ce qu'on a tendance à l'oublier que nous en sommes en présence d'un parti politique.

Cette position est contre-révolutionnaire et donc inacceptable, non pas en soi parce qu'elle aiderait le prolétariat à mieux supporter l'existence du capitalisme, mais parce qu'au lieu de préparer les masses à rompre avec le capital, elle produira l'effet inverse et renforcera ses rapports de subordination au capital. Voilà où conduit le réformisme, l'adaptation au capitalisme, au lieu de le combattre sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat dans la perspective du socialisme.

Mobilisation du 1er mai.

1- Woerth prudent. M. Woerth, interrogé jeudi sur France Inter pour savoir si une forte mobilisation lors des manifestations du 1er Mai pouvait modifier le climat du chantier des retraites, a répondu "*je ne le pense pas parce que cette réforme est nécessaire*". (Lemonde.fr 29.04)

2- Emploi, pouvoir d'achat et surtout retraites seront les thèmes des 284 défilés et rassemblements prévus dans toute la France à l'occasion du "*grand 1er Mai*" auquel aspirent les syndicats (CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA), samedi.

Cette année, les syndicats partent désunis. La CGC et la CFTC ont décidé de ne pas s'associer à l'appel commun. FO a boycotté les deux dernières réunions de l'intersyndicale et organisera ses propres rassemblements et meetings.

Plusieurs organisations de jeunesse, dont l'UNEF, premier syndicat étudiant, appellent également à se mobiliser sur la question précise des retraites. Dans un communiqué, l'UNEF "*dénonce*", notamment, "*l'hypocrisie du gouvernement qui prétend réformer 'pour les jeunes qui ont aujourd'hui 20 ans', mais veut leur imposer un allongement de la durée de cotisation qui les privera encore un peu plus du droit à la retraite à 60 ans*". (AP 29.04)

Quand Thibault se place au côté des chefs d'Etat et leur donne des conseils pour sortir le capitalisme du marasme.

Bernard Thibault a dénoncé sur France-2 les pressions exercées par les agences de notation sur les pays européens pour diminuer leurs "*dépenses publiques*".

Le patron de la CGT a souhaité que les chefs d'Etat "*décident de mettre bon ordre*" et "*de trouver des moyens d'empêcher ces agences (...) privées d'avoir un peu le droit de vie ou de mort, pas simplement sur les entreprises, mais aussi sur des Etats*". (AP 29.04)

Un nouveau camouflet pour Sarkozy.

Le juge des référés du Conseil d'Etat a suspendu en partie l'exécution du décret radiant des cadres, à titre disciplinaire, l'ancien chef d'escadron Jean-Hugues Matelly, qui avait critiqué le rapprochement avec la police, annonce la juridiction administrative. (AP 29.04)

Belgique. L'occasion d'un consensus ne se loupe pas.

Les députés belges se sont prononcés jeudi à une très large majorité en faveur de l'interdiction de la burqa dans les lieux publics.

La loi prévoit une amende allant de 15 à 25 euros pour toute personne étant dans un lieu public "*le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle qu'elle ne soit pas identifiable*".

Une peine de prison de un à sept jours peut aussi être infligée et, dans certains cas, la sanction pourra être décidée directement par les villes ou les communes.

Après avoir été endossé à l'unanimité par une commission parlementaire fin mars, le texte a sans surprise été adopté à la Chambre par 136 votes en faveur et deux abstentions. (Reuters 29.04)

Etats-Unis.

Selon Neil Barofsky, inspecteur du Troubled Asset Relief Program, cité par l'agence Bloomberg, le nombre de saisies cette année devrait dépasser les 2,8 millions enregistrés en 2009. 932.000 ont déjà été comptabilisées sur les trois premiers mois de l'année. Or ces saisies font mécaniquement baisser les prix des quartiers où elles se trouvent, en venant alourdir les stocks d'inventus. (JDF 30.04)

Afghanistan. La coalition dite la bavure.

L'armée française a admis jeudi avoir tué par erreur en Afghanistan quatre jeunes civils, victimes d'un tir de missile lors d'une opération franco-afghane menée contre des insurgés le 6 avril dernier dans l'est du pays.

Les victimes, âgées de 10 à 15 ans, ont été tuées alors qu'elles étaient dissimulées par des arbres, a expliqué le porte-parole de l'état-major des armées, Christophe Prazuck. (Reuters 29.04)

[Haut de page ↗](#)